

L'expérience des candidates racisées lors des élections québécoises de 2022 : Une analyse
intersectionnelle

Constance-Marguerite Proulx

Thèse soumise dans le cadre des exigences du programme de
Maîtrise en sociologie – spécialisation en études féministes et de genres

École d'études sociologiques et anthropologiques
Faculté de sciences sociales
Université d'Ottawa

Table des matières

Résumé	iv
Abstract	iv
Remerciements	v
Introduction	1
Problématique	6
L'importance de la représentation politique	6
Revue de littérature sur les diverses barrières	11
Des stéréotypes de la société comme sources d'inégalités	12
Représentations médiatiques.....	16
Discriminations systémiques institutionnalisées dans le champ politique	21
La communauté 2SLGBTQQA*	25
Les peuples autochtones	26
L'électorat dans tout ça?	27
Conclusion	28
Cadre théorique	29
La pertinence de l'intersectionnalité	29
Qu'est-ce que l'intersectionnalité?	30
Épistémologies	32
<i>La pensée féministe noire</i>	36
<i>Épistémologies autochtones, postcoloniale et décoloniale</i>	37
Méthodologie	41
Positionnement de la chercheuse	41
Justification de la méthode qualitative	42
Recrutement et construction des données	46
Recrutement.....	46
Critères de sélection et d'hétérogénéisation	47
Déroulement des entretiens.....	48
Méthode d'analyse : théorisation ancrée	51
Limites de l'étude	53
Chapitre 1 : L'expérience de la différence	55
La perception de la compétence	55
Jugements sur leur manière de s'exprimer et de se présenter	59
L'accent et l'importance de la langue	61
Sexualisation et fétichisation	63
Homogénéisation de la différence par les médias	65
Préjugés et situations spécifiques aux personnes racisées	66

Stratégies de légitimation.....	67
Pression de la perfection	68
Travail acharné jusqu'à l'épuisement.....	69
La différence comme source de soutien	74
L'importance de la représentation politique	74
Le soutien reçu de la part de leur communauté	77
Conclusion	79
<i>Chapitre 2 : La discrimination institutionnalisée au sein des partis politiques</i>	<i>81</i>
Le recrutement	82
L'incidence de Dominique Anglade sur le recrutement	84
Initiative de discrimination positive	87
Les motivations de recrutement des personnes racisées et des femmes.....	87
Dynamiques internes des partis.....	88
Allocation des circonscriptions comme outil d'exclusion	88
Allocation des ressources comme outil pour favoriser les candidatures que l'on souhaite voir gagner	92
<i>Ressources financières et matérielles</i>	92
<i>Ressources humaines</i>	95
Conclusion	103
<i>Conclusion de la thèse.....</i>	<i>105</i>
<i>Annexes.....</i>	<i>112</i>
Annexe 1 : Appel de recrutement	112
Annexe 2 : Formulaire de consentement.....	113
Annexe 3 : Guide d'entretien	116
Annexe 4 : Modèle de calendrier	118
<i>Bibliographie</i>	<i>119</i>

Résumé

Cette recherche se penche sur l'expérience des candidates racisées aux élections québécoises de 2022. L'objectif de cette thèse est de comprendre les barrières auxquelles elles ont fait face ainsi que les leviers mobilisés à travers leur cheminement.

Cette recherche prend part à la discussion sur la représentation politique au Québec et présente une perspective intersectionnelle. La contribution empirique est de mettre en lumière les rapports structurels de genre et de race qui se manifestent dans les relations quotidiennes des candidates pendant la campagne et les dynamiques au sein des partis.

Dans leurs interactions quotidiennes, elles ont dû faire face à une remise en question de leurs compétences, mais elles ont bénéficié de la confiance et du soutien de leur communauté. À l'échelle des partis, leur cheminement a été influencé par l'attribution des circonscriptions et des ressources ainsi que par la présence de Dominique Anglade en tant que cheffe du PLQ.

Abstract

This research examines the experiences of racialized female candidates in the 2022 Quebec elections. The thesis aims to understand the barriers they faced and the strategies they employed throughout their campaigns.

It contributes to the discussion on political representation in Quebec by presenting an intersectional perspective. The empirical contribution highlights structural gender and race dynamics evident in the candidates' daily interactions during the campaign and within party dynamics.

In their daily interactions, they encountered challenges to their competence but benefited from the trust and support of their communities. At the party level, their experiences were influenced by the allocation of ridings and resources, as well as the presence of Dominique Anglade as leader of the PLQ.

Remerciements

Je souhaite commencer cette préface en remerciant le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada pour le soutien financier par la bourse d'études supérieures du Canada au niveau de la maîtrise (BESCM) ainsi que l'Université d'Ottawa pour le financement fourni.

Je tiens aussi à remercier chaleureusement ma superviseure, Stéphanie Gaudet, pour son soutien précieux tout au long de mon parcours. Son accompagnement attentif m'a aidée à naviguer dans les défis de ma thèse, en me guidant avec des conseils éclairés et des retours constructifs. Nos discussions enrichissantes ont constamment enrichi ma réflexion et m'ont permis de progresser de manière significative. Je suis reconnaissante pour son engagement et son expertise qui ont grandement contribué à l'avancement de ma recherche.

Je remercie également mon comité d'évaluation, Anne Mévellec et Willow Scobie, d'avoir accepté de prendre le temps de s'impliquer dans ma thèse de maîtrise et de m'avoir offert leurs commentaires et leurs propositions dans l'objectif de m'aider à perfectionner ma recherche.

Ensuite, je ne pourrai jamais exprimer suffisamment ma gratitude envers les candidates qui ont bien voulu me consacrer leur temps et leur confiance. Je me sens privilégiée que vous ayez accepté de vous asseoir avec moi pour me raconter vos histoires. Vous m'avez toutes inspirées, et vous méritez un immense respect pour tout ce que vous avez accompli.

Je souhaite adresser un immense merci à mes ami·e·s, avec qui je partage depuis plusieurs années les bancs d'école et les couvertures de pique-nique, pour leur soutien indéfectible tout au long de mon parcours. Votre écoute attentive lorsque j'avais besoin de partager mes frustrations et vos encouragements constants ont été des sources inestimables de réconfort et de motivation. Votre présence et vos paroles m'ont permis de traverser les moments de doute avec plus de sérénité, et je vous suis profondément reconnaissante pour votre amitié et votre soutien.

À mes sœurs et ma famille, je vous suis reconnaissante pour votre soutien constant à chaque étape et pour votre aide précieuse lorsque je la sollicitais. Merci de m'accompagner dans mon cheminement et de m'aider à devenir plus assurée et plus posée dans mes projets.

Introduction

Aux élections provinciales québécoises de 2022, 880 personnes se sont portées candidates pour représenter leur circonscription à l'Assemblée nationale (Pedneaud-Jobin 2022). De ces 880 candidatures, 624 proviennent des cinq principaux partis : la Coalition Avenir Québec (CAQ), le Parti conservateur du Québec (PCQ), le Parti libéral du Québec (PLQ), le Parti québécois (PQ) et Québec solidaire (Qs) (Élections Québec 2022).

Pour la première fois au Québec, une zone paritaire en termes de genres a été atteinte au sein de toutes les candidatures, et non seulement au sein des principaux partis. En 2022, les femmes représentaient 47 % des candidatures des cinq principaux partis et 43 % des candidatures toutes appartenances politiques confondues (Élections Québec 2022), comparativement à une proportion de 39,89 %¹ candidates en 2018 (Élections Québec 2018).

Selon les données fournies par les principaux partis aux journalistes, 14 % des candidatures s'identifiaient comme faisant partie d'une minorité visible ou comme étant autochtones² (Blais 2022). On note toutefois une grande variation selon les partis, ce pourcentage étant de 6 % au sein du PQ alors qu'il est de 27 % au sein du PLQ. Le pourcentage de candidatures de personnes de minorités visibles et des personnes autochtones demeurent sous le seuil de la représentativité, mais c'est une avancée significative par rapport au 9 % qu'elles représentaient en 2018 (Blais 2022).

¹ Si nous ne considérons que les grands partis (excluant le PCQ qui n'en était pas un à cette époque), la zone paritaire était atteinte avec 47 % de candidates.

² Bien que Statistique Canada distingue les minorités visibles des peuples autochtones à cause de leurs contextes historiques et sociaux, TVA Nouvelles a choisi de les jumeler, ce qui rend l'analyse de cette donnée plus difficile.

Par ailleurs, le nombre de candidat·e·s autochtones est monté à 9 aux dernières élections, contrairement à une seule personne en 2018 (Pedneaud-Jobin 2022).

Les élections de 2022 ont aussi été un terrain d'avancées en termes de représentativité parmi les personnes élues où une zone paritaire selon le genre a été atteinte, mais aussi pour les élu·e·s issu·e·s de minorités visibles qui représentent maintenant 12 % de l'Assemblée nationale. De plus, les personnes autochtones seront représentées, pour la première fois, par une femme autochtone, Kateri Champagne Jourdain, à l'Assemblée nationale et au sein du cabinet des ministres (Pedneaud-Jobin 2022). Il est aussi important de souligner l'historicité des élections de 2022 qui ont été marquées par l'arrivée de Dominique Anglade, une femme noire d'origine haïtienne, à la tête du Parti libéral. C'était non seulement la première fois qu'une femme était cheffe du Parti libéral, mais aussi la première fois qu'une personne racisée était aspirante première ministre au Québec.

Nous avons recueilli les caractéristiques socio-démographiques des candidates des différents partis politiques aux élections de 2022 dans la région du Grand Montréal grâce aux informations disponibles sur le site web d'Élections Québec. D'après ces données, présentées dans le Tableau 1 ci-dessous, nous constatons que 53 femmes racisées étaient candidates pour les cinq principaux partis politiques dans le Grand Montréal. Parmi ces candidatures, seulement 6 ont été élues, dont 3 devenaient députées pour la première fois. Ainsi, parmi les 22 personnes nouvellement élues, seulement 3 femmes racisées ont été portées au pouvoir. Celles-ci appartiennent à trois partis différents, soit la Coalition Avenir Québec (CAQ), Québec solidaire (Qs) et le Parti libéral du Québec (PLQ). Le PLQ et la CAQ ont respectivement 10 et 9 nouvelles personnes élues et ont donc tous les deux un niveau similaire de réussite (ou d'échec) en termes de circonscriptions

gagnables pour ces femmes racisées. Pour sa part, Qs a gagné deux nouvelles circonscriptions dans la région, ce qui signifie que le parti a réussi à offrir une circonscription gagnable pour la candidate racisée malgré le peu de gains obtenus. Parmi les député·e·s sortant·e·s, seulement 3 femmes racisées sur les 32 ont été élues. Deux de ces femmes sont au sein du caucus libéral de 19 personnes de la région, et la dernière fait partie du caucus de huit personnes du Grand Montréal pour Québec solidaire.

Tableau 1

Partis politiques	Candidatures de femmes racisées	Nouvelles élues racisées	Total nouvelles personnes élues	Députées sortantes racisées	Total personnes réélues
CAQ	10	1	9	0	17
PQ	5	0	1	0	0
Qs	11	1	2	1	6
PLQ	20	1	10	2	9
PCQ	7	0	0	0	0
Total	53	3	22	3	32

Il est aussi important de considérer le fait que c'était la première élection provinciale au Québec depuis l'instauration de la Loi sur la laïcité de l'État qui prohibe le port de signes religieux par les élu·e·s à l'Assemblée nationale et qui aurait pu influencer le choix de plusieurs femmes racisées, dont celles qui portent le hijab, de se présenter en tant que candidates. En 2018, avant l'adoption de cette loi, Ève Torres était devenue la première femme portant le hijab à s'être présentée aux élections québécoises et demeure à ce jour la seule dans l'histoire du Québec.

Le contexte singulier de zone paritaire en termes de genres (qui oscille entre 40 et 60 %) et d'avancée dans la représentation des groupes minorisés est favorable à l'analyse des expériences des femmes qui s'identifient comme racisées dans leur cheminement de candidature vers

l'Assemblée nationale. Des entretiens de type récit de vie ont été réalisés avec huit anciennes candidates environ un an après les élections de 2022 et ont été ensuite analysés avec une approche de théorisation ancrée. Il s'agit d'une contribution originale, car la thématique des injustices de représentation politique est principalement abordée à travers la lunette de l'identité de genre au Québec sans nécessairement y intégrer l'intersection de la race contrairement à d'autres endroits dans le monde comme l'Amérique latine, les États-Unis et le Royaume-Uni (Escobar-Lemmon et Taylor-Robinson 2014; Evans 2016).

J'ai choisi de me pencher sur ce sujet en premier lieu parce que je me suis moi-même beaucoup impliquée en politique étudiante. Puisque toutes les instances se déroulaient en soirée ou même les fins de semaine, j'ai remarqué au fil du temps que les personnes impliquées étaient souvent des personnes qui avaient un certain privilège socio-économique. Elles n'avaient souvent pas besoin de travailler ou très peu et avaient donc davantage le temps de s'impliquer de manière bénévole. J'avais aussi remarqué que bien qu'il y eût beaucoup de femmes présentes et actives dans les conseils exécutifs des associations étudiantes, très peu de personnes racisées se retrouvaient dans les diverses instances. En parlant avec quelques ami·e·s, j'ai compris que plusieurs se sentaient inconfortables dans les instances à très forte majorité blanche où les débats sur certains sujets comme le projet de loi 21 (maintenant connue sous le nom de la Loi sur la laïcité de l'État) pouvaient devenir violents pour elleux. J'ai commencé à ce moment à m'intéresser aux diverses inégalités et injustices dans le milieu de la politique en effectuant des recherches sur les différentes barrières à l'implication politique à un niveau plus professionnel.

Au fil de ce mémoire, on retrouve une revue de la littérature sur les barrières à l'implication politique des différents groupes minorisés. Ensuite, le cadre théorique ancré dans l'intersectionnalité sera présenté avant d'expliquer les divers choix méthodologiques allant du terrain à l'analyse. Les résultats sont présentés dans les deux chapitres qui suivent. Nous abordons en premier lieu l'expérience de la différence telle que vécue par les candidates pendant leur campagne électorale. Il ressort des entretiens que les candidates ont ressenti un manque de confiance en leurs compétences de la part de leur parti et du public en général et qu'elles ont dû développer des stratégies de légitimation. Leur différence a toujours suscité un soutien qu'elles ont reçu de la part de leur communauté sur laquelle elles ont pu s'appuyer. En second lieu, les discriminations institutionnalisées au sein des partis politiques seront abordées à travers l'étape du recrutement et de l'allocation des circonscriptions, mais aussi à l'égard de l'attribution des ressources financières et matérielles. En somme, il ressort de cette recherche que plusieurs candidates ont dû faire face à un manque de soutien de la part de leur parti, allant de l'indifférence au retrait des ressources pour certaines. La majorité des candidates ont eu le sentiment d'être instrumentalisées, ayant l'impression d'avoir été recrutées comme candidature-poteau dans le seul objectif de garnir les statistiques de leur parti en termes de diversité. La falaise de verre qu'a rencontrée Dominique Anglade est aussi ressortie comme un élément significatif pour les candidates du Parti libéral du Québec, ayant une incidence positive et négative sur leur propre expérience. Malgré tout, certaines des candidates, tous partis confondus, ont pu recevoir un soutien de la part de leur parti et elles ont toutes pu compter sur le soutien d'autres personnes racisées de leur communauté.

Problématique

De nombreuses recherches démontrent que ce sont encore majoritairement les personnes traditionnellement favorisées par le système, soit les hommes blancs d'un certain âge dans le cas du Québec, qui occupent les espaces de pouvoir (Hinojosa, Caul Kittilson, et M. Williams 2021; Tan 2021; Maillé 2021; Franceshet 2021; Tremblay 1999). Lors des dernières élections provinciales québécoises, nous avons pu voir l'écart de représentation selon le genre et la race diminuer à certains égards, mais persister pour plusieurs groupes comme les personnes racisées ou encore la communauté 2SLGBTQIA+³. Au fil de ce chapitre, nous aborderons l'importance de la représentation politique pour les groupes traditionnellement marginalisés ainsi que les différentes mesures possibles pour accroître leur représentation qui sont présentes dans la littérature. Nous présenterons ensuite les diverses recherches qui se sont penchées sur les barrières qui peuvent expliquer leur sous-représentation politique.

L'importance de la représentation politique

Selon la conception classique de la représentation politique (Goujon 2015), les personnes que l'on considérait comme les plus compétentes devaient être choisies pour prendre les décisions politiques. Cette vision semble toutefois avoir encouragé le maintien de l'ordre établi puisque la compétence des personnes candidates est évaluée selon des critères qui favorisent les hommes blancs d'une certaine richesse. Par exemple, en utilisant le niveau d'éducation comme gage de compétence, on mettait ainsi de côté à une certaine époque la grande majorité des femmes qui

³ 2SLGBTQIA* : Two-Spirit, lesbiennes, Gays, bisexuel·le·s, Transgenre, Queer, en Questionnement, Intersex, Asexuel·les et autres identités de la diversité de genres et de sexualités. Cet acronyme sera utilisé tout au long de la thèse à des fins d'uniformité, même si les divers·e·s auteur·trice·s ont utilisé différentes versions de cet acronyme.

n'étaient pas encouragées à poursuivre leurs études ainsi que toute la classe ouvrière qui n'avait pas les moyens financiers nécessaires pour des études de longues durées.

Cette conception classique est contestée par plusieurs autrices (Franceshet 2021; Maillé 2021; Tan 2021) qui croient que, bien qu'une personne dans une position avantagée puisse défendre les droits de quelqu'un qui ne l'est pas, cette médiation a des limites. En effet, plusieurs recherches démontrent que les femmes et les personnes de groupes minorisés sont plus enclines à faire avancer les droits et les intérêts de leur groupe (Sevi 2021). Puisque les personnes surreprésentées en politique sont des hommes blancs, conjointement à leur position traditionnellement avantageuse en affaires économiques au Québec, ces hommes cumulent un pouvoir significatif, puisqu'ils peuvent exercer leur influence à travers leurs moyens financiers et utiliser l'appareil politique pour s'avantager ou du moins, éviter de se désavantager et de perdre leurs privilèges acquis.

C'est pourquoi il est pertinent, selon plusieurs autrices et auteurs comme Manon Tremblay, Jerome H. Black et Jane Mansbridge, d'encourager d'un côté la représentation des femmes, des personnes racisées et d'autres groupes minorisés pour que ces personnes puissent prendre position et parole pour elles-mêmes lorsque des lois qui les affectent sont écrites, et d'un autre côté l'expression d'une plus grande diversité de positions permettant d'envisager la complexité des répercussions des nouvelles lois. La représentation politique est donc non seulement un outil pour que les voix de groupes marginalisés soient davantage entendues dans les sphères de pouvoir, mais elle devient aussi un symbole des avancées sociales de ces groupes et un incontournable de la justice dans une société (Black 2020).

Pour atteindre cet objectif de représentativité, plusieurs mesures existent pour venir contrebalancer les discriminations systémiques. Par exemple, en Nouvelle-Zélande, certains sièges sont réservés pour des représentant·e·s māoris et leur garantissent une voix dans les prises de décisions politiques (Pāremata 2009). Dans d'autres pays comme l'Argentine, le Mexique, le Brésil, la Bolivie, la France et la Belgique, selon les données de l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), des mesures pour atteindre la parité entre les hommes et les femmes ont été instaurées à travers, entre autres, des amendes accordées aux partis politiques dont les candidatures et/ou les caucus ne sont pas paritaires. Une autre sanction, appliquée dans certains pays comme l'Argentine, la Belgique et la Macédoine, est l'impossibilité pour un parti de participer aux élections si sa liste de personnes candidates n'atteint pas le quota de femmes établi par leur gouvernement (Hinojosa, Caul Kittilson, et M. Williams 2021). Ces mesures sont généralement assez efficaces pour accroître la présence des femmes ou d'autres groupes minorisés, mais tendent à bénéficier davantage les femmes issues du groupe majoritaire ou encore des hommes des autres groupes minorisés (Maillé 2021).

Ces mesures soulèvent également plusieurs débats au sujet de la qualité des candidatures mises de l'avant ainsi que sur le respect du processus démocratique, ce qui peut expliquer le manque d'acceptabilité sociale de ce type de mesures au Québec. En effet, l'un des contre-arguments à l'utilisation des quotas selon le genre est celui du mérite : il menacerait la qualité générale de la classe politique (Franceshet 2021). Plusieurs études comme celles de Murray en France (2012), de Franceshet et Piscopo en Argentine (2012) et de O'Brien en Ouganda (2012) se sont toutefois penchées sur la question et ont conclu que ça n'affectait pas négativement la qualité des candidatures.

Quotas reduced the numbers of spots available for men, which has the effect of increasing competition among men for those spots. The result is that gender quotas not only serve the goal of improving the diversity of voices in parliament, they also “disrupt some of the political forces that maintain the dominance of a mediocre male elite” (Besley et al. 2017, 2240). (Franceschet 2021, 130)

Les élections provinciales québécoises de 2022 présentent une situation singulière, car la parité selon le genre au sein des candidatures a été obtenue sans mesures légales pour la soutenir (Maillé 2021). En effet, le Québec est caractérisé par un contexte social particulier favorable à l'égalité entre les hommes et les femmes, dû notamment à de nombreuses luttes pour les droits des femmes au fil des décennies et à l'accès à des postes importants au sein de la société par des femmes notoires. Plusieurs événements et phénomènes de la décennie précédant l'élection de 2022 ont amené un momentum favorable à la parité de genre en politique provinciale. En effet, selon Pilote et Montreuil (2021), la stagnation de la représentation politique des femmes en deçà de 30 %, le court mandat de Pauline Marois comme Première ministre du Québec en 2014 ainsi que l'élection de Valérie Plante, première Mairesse de Montréal en 2017, ont motivé les femmes à présenter leur candidature pour devenir députées.

De plus, plusieurs acteurs se sont mobilisés pour mettre de l'avant l'importance de la représentation politique des femmes à l'Assemblée nationale : les groupes de femmes, les médias et les maisons de sondage (Pilote et Montreuil 2021). Le Conseil du Statut de la Femme (CSF) et le Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD) ont réalisé des campagnes de sensibilisation et ont rédigé plusieurs documents pour supporter leurs revendications (Maillé 2021). Grâce à tout cela, en plus de la visibilité médiatique de ces campagnes et de l'appui des maisons de sondage qui ont intégré des questions dans leurs questionnaires pour mesurer l'appui à une présence féminine accrue à l'Assemblée nationale, une première zone paritaire (entre 40 et 60 %) au sein

des principaux partis a pu être atteinte en 2018 (Pilote et Montreuil 2021) pour être ensuite généralisée à l'ensemble des candidatures en 2022.

Cette zone paritaire selon le genre atteinte au niveau des candidatures et des personnes élues crée le contexte idéal pour explorer d'autres formes plus subtiles d'injustices. Cela permet également d'explorer les injustices au sein même des groupes de femmes pour observer les différences intragroupes. Une représentation adéquate en fonction du poids démographique signifie-t-elle que les injustices quotidiennes qui étaient vécues et documentées par les personnes candidates dans les dernières élections ont disparu? Se sont-elles plutôt modifiées? Leur présence en politique signifie-t-elle qu'elles sont davantage écoutées, supportées, encouragées? Ces injustices quotidiennes qui étaient vécues, lorsqu'additionnées, créaient des phénomènes documentés au Canada de sexisme (Trimble 2021), de racisme (Andrew et al. 2014; Dobrowoloski 2020), d'homophobie (Tremblay 2021) ou plus généralement, de discrimination systémique. Certaines personnes faisaient donc face à des barrières que l'on peut qualifier de systémiques au sein de leur cheminement en politique québécoise et il importe de se pencher sur le sujet pour brosser un portrait de la situation actuelle. En décrivant et en analysant les expériences de candidates racisées pendant les élections provinciales du Québec en 2022, nous pourrons mieux comprendre les barrières systémiques qui existent encore malgré les avancées dans la représentation. Par le fait même, nous pourrons développer de nouvelles connaissances sur l'expérience de mener une campagne électorale au Québec qui est un thème sous-documenté.

Il existe une documentation étendue sur les inégalités dans la représentation politique des groupes minorisés en politique canadienne (e.g. Goodyear-Grant 2013; Everitt et Camp 2014; Labelle

2021; Bourgeois 2021; Raney 2020), mais très peu de recherches se penchent précisément sur la réalité québécoise (e.g. Black 2020; Tremblay 1999). De plus, la littérature ne traite pas de ces enjeux en contexte de parité et de représentation égalitaire, puisque ces groupes ont toujours été en situation de sous-représentation et de minorisation entre les murs du Parlement. L'étude de cette question mérite donc aussi une mise à jour dans le contexte actuel.

Revue de littérature sur les diverses barrières

Pour comprendre les dynamiques de pouvoir et de discriminations en politique, il importe de s'attarder sur trois phénomènes, soit les stéréotypes dans la société, la visibilité médiatique des politicien·ne·s ainsi que les dynamiques de discriminations institutionnalisées au sein du gouvernement et des partis politiques. Bien que beaucoup de recherches existent sur le sujet des femmes en politique, peu de recherches abordent le vécu des personnes racisées au Québec ou encore celui des personnes autochtones ou de la communauté 2SLGBTQIA+*. Des recherches faites ailleurs sont donc mobilisées de manière à nourrir la réflexion sur l'expérience politique des groupes marginalisés au Québec.

Le qualificatif de minorisation utilisé au cours de ce texte renvoie à un processus de catégorisation systématique qui étiquette les personnes dont l'identité diverge de la norme. Dans ces groupes minorisés, on retrouve entre autres les femmes, les personnes de la communauté 2SLGBTQIA*, les personnes autochtones et les personnes racisées. La race étant construite socialement de manière à justifier l'exclusion, plusieurs auteur·trice·s (Karaman et Christian 2020; Dua 2007; Labelle 2021) choisissent de parler de la racisation comme un processus qui s'applique aux individus qu'on peut ensuite caractériser de « racisés ». Dans cette perspective, la race n'est donc

pas intrinsèque aux individus, mais se situe dans le regard de la société qui les désigne comme appartenant à une race en fonction de certaines caractéristiques, comme la couleur de la peau, la texture des cheveux, etc.

Des stéréotypes de la société comme sources d'inégalités

Les stéréotypes sont définis comme étant la réduction d'une identité à quelques simples caractéristiques fixées par la nature qui servent à maintenir l'ordre social et les systèmes de pouvoir en place (Hall 1997). Les personnes reconnues comme différentes sont ainsi représentées à travers une vision stéréotypée, binaire ou polarisée : bon/mauvais, beau/laid, civilisé/primitif, etc. (Hall 1997). Ces stéréotypes servent de justification et de légitimisation pour la hiérarchie sociale en affirmant que les personnes qui sont en bas de la hiérarchie n'ont pas les capacités naturelles d'exercer un pouvoir décisionnel dans le domaine politique.

À travers l'histoire de la politique canadienne et québécoise, un idéal type du politicien s'est développé, que Norris et Lovenduski nomment *l'homo politicus*:

The system has been designed to select a standard model candidate who is articulate, well-educated and typically employed in a professional career, in business as an executive or manager, in education as a school teacher or university lecturer or in the law as a practising barrister or lawyer [...] By defining the appropriate qualifications for a career in politics in such a way then certain types of candidates will tend to be successful. As a result women, working-class candidates and those from the ethnic minorities will tend to be consistently disadvantaged. (Norris et Lovenduski 1989, 94)

Au Bas-Canada, grâce à l'Acte constitutionnel de 1791, puisque seuls les hommes possédant une certaine richesse pouvaient s'impliquer en politique, que l'homosexualité était illégale et que la société était marquée de plusieurs autres inégalités sociales (Élections Québec, s. d.), l'idée que la politique était le domaine des hommes blancs, hétérosexuels, de classe moyenne à élevée s'est formée.

Tout ce qui distingue les autres politicien·ne·s de l'*homo politicus* est ensuite analysé en fonction des stéréotypes propagés au sein de la société. Ces derniers ont donc un impact significatif en politique, car ils affectent les perceptions des compétences des candidat·e·s aux élections et désavantagent les groupes stigmatisés et marginalisés qui ne se conforment pas à l'un ou plusieurs des éléments de l'idéal type.

Les parlementaires élu·e·s aux élections de 2022 sont également plus âgé·e·s que la moyenne de la population du Québec qui est de 43 ans⁴ (en date du 1^{er} juillet 2023) alors que les député·e·s ont en moyenne 51 ans⁵. À la lumière de ces informations, on peut donc croire que les candidatures plus jeunes peuvent être considérées comme atypiques et moins compétentes, alors que celles des personnes plus âgées sont davantage respectées. Par ailleurs, la moyenne d'âge des personnes candidates en date de 2022 était de 45 ans⁶, soit beaucoup plus basse que celle des personnes élues et plus près de celle de la population en général. Nous pouvons ainsi déduire que les personnes plus jeunes ont moins réussi à se faire élire que les personnes plus âgées. Bien qu'il existe très peu de recherches sur les relations entre l'âge et la représentation politique, la sous-représentation des jeunes est démontrée, particulièrement au palier municipal, où la moyenne d'âge des élu·e·s est de 53 ans, encore plus élevée qu'au palier provincial (Mevellec et Breux 2023). L'âge semble donc être un élément pertinent à considérer lorsqu'on parle de représentation politique.

Comme une grande partie du travail des politicien·ne·s est de s'exprimer en public, il est aussi attendu d'elles·eux qu'il·elle·s soient de bon·ne·s orateur·trice·s en français. Toute personne ne

⁴ <https://statistique.quebec.ca/fr/document/le-quebec-chiffres-en-main>

⁵ <https://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/statistiques-deputes.html>

⁶ <https://www.electionsquebec.qc.ca/resultats-et-statistiques/statistiques-sur-les-candidatures/statistiques-sur-les-candidatures-3-octobre-2022/>

s'exprimant pas dans une langue française soutenue, mais plutôt avec une prononciation peu soignée ou avec un fort accent peut être critiquée sur sa manière de s'exprimer. En effet, selon Armony, l'accent est une source de discrimination significative, particulièrement dans les milieux professionnels, puisqu'il sert de véhicule pour les préjugés et les stéréotypes entretenus envers les personnes immigrantes. Son étude démontre que c'est particulièrement le cas pour les personnes dont la langue maternelle est l'espagnol, leur accent devenant un frein dans l'obtention d'un emploi et dans la reconnaissance de la qualité de leur travail (Armony 2020).

Les stéréotypes complexes

Les stéréotypes sont importants à considérer puisque l'électorat les utilise en grande partie pour décider à qui va leur vote. Les stéréotypes sont associés à une facette identitaire précise, mais s'adaptent en fonction des identités complexes, créant un large système de significations de stéréotypes croisés. Par exemple, les femmes d'origine asiatique ne sont pas associées aux mêmes stéréotypes que les femmes blanches ou que les hommes d'origine asiatique. Elles sont sexualisées en tant que femmes, mais exotisées et fétichisées en raison de leurs origines ethniques (Keum et al. 2018). Les hommes homosexuels sont associés à des caractéristiques négatives liées à leur masculinité et à leur sexualité; alors que les femmes lesbiennes sont davantage associées à des qualités de compassion féminine et à une capacité à gérer les dossiers féminins (Liu 2021).

L'apparence et l'image respectable des politicien·ne·s ont été déterminés en fonction du standard masculin blanc, que ce soit la coiffure, les vêtements, les accessoires acceptables, etc. Dans ce contexte, beaucoup des personnes traditionnellement exclues de la politique, mais privilégiées au sein des groupes minorisés, ont eu tendance à se plier aux standards dominants de manière à être acceptées dans le milieu, ce qu'on appelle les politiques de respectabilités (Dazey 2021). Le concept, traduit de l'anglais *respectability politics*, a été créé par Evelyn Brooks Higginbotham en

1993 pour référer aux mouvements des femmes dans la *Black Baptist Church* aux tournants du 20^e siècle où ces femmes tentaient de réfuter les stéréotypes racistes en démontrant leur adhésion aux normes et aux valeurs de la classe moyenne blanche. Toutefois, en cherchant à démontrer leur statut respectable, elles se sont distinguées de la soi-disant “irrespectable” femme noire ce qui, par le fait même, contribue à valider les catégories sociales de mérite établies (Dazey 2021).

Par exemple, selon une étude réalisée aux États-Unis, les cheveux lissés des femmes afro-américaines permettraient aux électeur·trice·s de les considérer comme des choix respectables pour représenter la communauté. En effet, les normes de féminité ayant été établies en fonction de standards blancs, les cheveux crépus ont été stigmatisés et considérés comme non-professionnels. Cela crée un rapport particulier à la féminité chez ces femmes qui doivent se plier à des normes blanches de beauté qui les rendent plus féminines et attrayantes aux yeux de l'électorat (Brown 2021). En se pliant aux normes de présentations blanches et en s'éloignant de celles de leur propre culture, les femmes noires démontrent qu'elles ont leur place en politique et qu'elles ne sont pas une menace pour le système. La racisation de la féminité devient donc un élément supplémentaire à prendre en compte dans leur présentation d'elles-mêmes en tant que candidate viable (Brown 2021).

De manière plus large, l'implication politique des femmes obéit à une double contrainte où elles doivent obéir aux normes masculines, et parfois même blanches, pour être considérées comme compétentes, mais doivent aussi respecter les normes établies de féminité pour éviter la critique (Pilote et Montreuil 2021).

Un autre exemple de stéréotype pertinent à considérer est celui des femmes autochtones, qu'on peut voir à l'œuvre à travers l'expérience de Jody Wilson-Raibould (Puglaas) du peuple Kwakwaka'wakw qui a été la première personne autochtone nommée ministre de la Justice et Procureure générale du Canada en 2015 (Bourgeois 2021). Elle a été réassignée au Ministère des Anciens Combattants en 2019, mais a rapidement démissionné après des allégations du Commissaire à l'éthique, Mario Dion, affirmant que le bureau du premier ministre aurait tenté d'influencer sur sa décision de poursuivre au criminel la firme SNC-Lavalin. Selon l'analyse de Bourgeois (2021), au départ, elle était présentée comme la "princesse indienne", une femme forte avec de bonnes relations qui allait solidifier les relations entre le gouvernement canadien et les peuples autochtones. Par la suite, elle a subi une campagne de salissage de la part du gouvernement qui l'a présenté comme quelqu'un de difficile, d'incompétente et sans esprit d'équipe. En résistant à la pression du gouvernement en place face à un dossier qu'elle défendait, elle est devenue la "mauvaise indienne" pour le gouvernement canadien et les médias et elle devenait un frein à la réconciliation et au bon fonctionnement du pays (Bourgeois 2021).

Représentations médiatiques

Non seulement l'arène politique est vue comme typiquement masculine, mais sa couverture médiatique l'est également (Courtney et al. 2020). Les études actuelles au Canada démontrent que les femmes jouiraient depuis peu de temps d'une visibilité similaire à celle des hommes en termes de quantité, mais pas en termes de qualité (Goodyear-Grant 2013). Toutefois, une étude réalisée sur les élections provinciales québécoises de 2018 conclut plutôt que les candidates étaient non seulement moins présentes dans les médias, mais aussi plus fréquemment absentes des journaux que les candidats, en plus de subir une couverture médiatique genrée (Duval et Bouchard 2021).

Couverture médiatique genrée

La couverture médiatique genrée signifie que les médias utilisent une grille d'analyse de stéréotypes de genre pour présenter l'actualité (Ross 2017). Par exemple, puisque l'*homo politicus* est un homme et que, comme souligné précédemment, il est perçu comme la norme et le standard de compétence, tout ce qui s'en écarte est vu comme spécial et atypique et sera présenté ainsi. Les médias créent donc l'illusion, à travers l'usage d'un ton négatif et de stéréotypes genrés, que les femmes sont moins compétentes que les hommes en politique (Ross 2017).

Les stéréotypes genrés sont ancrés dans l'identité de genre des politicien·ne·s et prédéterminent comment les médias vont présenter leurs traits de personnalités, les enjeux qui sont mis de l'avant ainsi que leur balance entre la sphère privée et publique (Lemariier-Saulnier et Lalancette 2012). Dans leurs présentations des politiciennes, les médias utilisent plusieurs stratégies communicationnelles, de manière accidentelle ou délibérée, qui contribuent à décrédibiliser les politiciennes comme des candidates viables.

Par exemple, une étude réalisée sur les représentations médiatiques des politiciennes au Québec et au Canada a fait ressortir divers portraits-types, utilisés pour décrire les politiciennes (Lemariier-Saulnier et Lalancette 2012). Ceux-ci incluent entre autres la dame de fer qui a des traits de personnalité considérés comme masculins telles l'ambition ou la rigueur et qui se concentre sur l'économie. Ces portraits-types fonctionnent de la même manière que les stéréotypes genrés pour enfermer les politiciennes dans un cadrage qui selon Lemariier-Saulnier et Lalancette (2012) pourrait devenir plus radical en période électorale à cause de la polarisation des discours. Les médias vont aussi fréquemment décrire les candidates en utilisant des propos sexistes qui les

renvoient à des tâches traditionnellement féminines et les nomment par leur prénom plutôt que par leur nom de famille (Pilote et Montreuil 2021).

Émotions et caractère

Les médias offrent une lecture des émotions des politiciennes qui confirme le double standard lié à l'émotivité. Les politiciennes doivent se plier aux normes masculines de la politique qui nécessitent une neutralité émotive tout en respectant les normes de sensibilité et d'empathie associées à la féminité (Pilote et Montreuil 2021). Selon une étude réalisée aux États-Unis, les femmes seraient même tenues à des standards de comportement et de valeurs plus élevés d'honnêteté, d'intégrité et de loyauté et sont ainsi plus facilement critiquées pour leurs imperfections (Ross 2017). L'ambition politique est par ailleurs considérée comme une caractéristique masculine : si elle est valorisée chez les politiciens, elle est mal vue et critiquée chez les politiciennes (Everitt, Tremblay, et Wagner 2019).

Apparence physique

Les médias accordent une grande attention à l'apparence physique des politiciennes puisque les apparences font partie prenante de leur profession. Toutefois, comme abordé précédemment, puisque le standard a été établi en fonction de normes masculines, les médias critiquent plus fréquemment les femmes, car elles se distinguent de ce standard. Selon cette affirmation, nous pourrions supposer qu'il en est de même pour les personnes racisées qui se distinguent du standard blanc québécois. L'apparence physique des politiciennes retient davantage l'attention des médias que leurs allégeances et positions politiques, leurs qualifications et leurs expériences (Campus 2013; Pilote et Montreuil 2021). Leurs corps sont sexualisés et racisés par les médias, renforçant l'idée qu'elles n'ont pas leur place en politique (Trimble 2021).

Vie privée

Une attention accrue est aussi accordée à la vie privée des politiciennes (Pilote et Montreuil 2021), alors que celle des politiciens est plus souvent abordée en cas de crise (Campus 2013). En effet, les politiciennes sont plus fréquemment questionnées que leurs collègues masculins sur la conjugaison de leur vie professionnelle et de leurs contraintes familiales, sur le fait qu'elles n'ont pas d'enfants, etc. La famille des politiciens n'est généralement amenée au premier plan que lorsqu'ils commettent une erreur, de manière à rappeler leur sensibilité et à démontrer l'appui de leurs proches (Campus 2013). À l'inverse, la vie privée des politiciennes est présentée comme un frein à leur carrière de députée, alors que celle des hommes est utilisée de manière positive pour (re)dorer leur image. L'accumulation de ces divers processus crée ainsi un ton négatif qui dépeint les femmes comme étant moins aptes en politique et comme n'y ayant pas leur place ipso facto (Trimble 2021).

Compétitivité des candidatures

Les médias accordent beaucoup d'attention aux candidatures qui sont compétitives, ce qui signifie qu'elles sont considérées comme ayant des chances de victoire (Duval et Bouchard 2021). Toutefois, puisque ce sont des facteurs genrés qui déterminent l'accès à des fonds par les personnes candidates pour avoir suffisamment de visibilité au cours d'une campagne électorale, les hommes se retrouvent dans une situation avantageuse (Trimble 2021). En effet, l'octroi des fonds pour les campagnes électorales fonctionne selon la perception des chances de gagner des candidat·es qui est, tel qu'expliqué plus haut, grandement affectée par les stéréotypes. Ainsi, les candidates sont bien souvent présentées par les médias comme ayant moins de chances de gagner, dues à leur manque d'expérience, d'ambition ou de respectabilité (Campus 2013). Les médias accordent par ailleurs plus d'attention aux échecs féminins dans des postes d'autorité et les mobilisent comme

des soi-disant preuves que les femmes n'avaient tout simplement pas leur place dans cesdits postes (Campus 2013; Ross 2017).

Différences intragroupes

Les études réalisées au Québec sur la représentation médiatique des politiciennes traitent généralement très peu des différences intragroupes des femmes, mais une étude réalisée aux États-Unis démontre que plusieurs différences de traitement existent au sein des femmes. Bien que les femmes racisées subissent généralement le même ton négatif que les femmes blanches, elles ne bénéficient pas d'autant de visibilité (Ross 2017). Les femmes latino-américaines seraient spécifiquement minorisées, recevant moins de soutien et un traitement particulièrement négatif de la part des médias. Ceci soulève la question de l'origine de ce traitement négatif : est-ce les médias qui provoquent une attitude négative envers les femmes racisées ou est-ce les orientations politiques de l'électorat qui prédisent la dévaluation de ces femmes par les médias (Campus 2013)?

Conscience des distorsions

Les personnes qui se présentent aux élections et qui font partie de groupes minorisés sont plus sensibles et conscientes des distorsions des discours et de l'image que véhiculent les médias (Goodyear-Grant 2013). Cette compréhension permet aux personnes traditionnellement exclues de la politique de s'autocensurer de manière à contrôler comment elles seront représentées en fonction des stéréotypes associés à leurs identités complexes et d'ainsi garantir un résultat plus positif (Brown 2021). Par exemple, dans un contexte où la population est insatisfaite par la sphère politique, les qualités féminines comme l'écoute, la sensibilité et l'honnêteté peuvent être mises de l'avant dans les médias comme des ressources positives plutôt qu'un handicap. Cette perspective essentialiste devient un outil pour présenter les candidatures des politiciennes comme une alternative souhaitable face à la corruption, l'agressivité et la langue de bois (Pilote et

Montreuil 2021). Toutefois, en présentant les politiciennes comme différentes des politiciens à cause de leur genre, on renforce les stéréotypes genrés.

En somme, la visibilité médiatique acquise par les politiciennes ne signifie pas qu'elles sont davantage considérées comme de bonnes candidates pour occuper les postes de représentantes politiques (Trimble 2021). Puisque la plupart des électeur·trice·s prennent leurs informations dans les médias pour décider pour qui voter, ceux-ci ont un grand poids démocratique (Lemarier-Saulnier et Lalancette 2012). Non seulement cela, mais la manière dont les politicien·ne·s divergeant de la norme sont présenté·e·s dans les médias peut servir à dissuader d'autres personnes comme elles de suivre leurs pas.

Discriminations systémiques institutionnalisées dans le champ politique

Le dernier élément important à considérer dans les injustices en représentation politique selon la revue de la littérature est l'institutionnalisation de la discrimination. Puisque ce sont majoritairement des hommes qui ont contrôlé les instances gouvernementales depuis leur instauration, les structures du gouvernement et les lois en ont été influencées (Hawkesworth 2016). Leur omniprésence est expliquée par l'utilisation de restrictions à la citoyenneté politique et donc de la participation, à partir de 1791 jusqu'à la fin des années 1980⁷ (Élections Québec, s. d.), que ce soit en tant que candidat ou en tant qu'électeur. Ces restrictions basées sur le genre, la richesse, le niveau d'éducation, le statut autochtone ou l'âge ont fait en sorte que plusieurs groupes ont dû lutter pour avoir accès à cette citoyenneté politique et sont donc arrivés à l'Assemblée nationale beaucoup plus tard. Les hommes ont pu, volontairement ou non, créer des barrières invisibles à

⁷ La dernière restriction au droit de vote a été retirée en 1989. Ce sont les personnes ayant une déficience intellectuelle qui ont réussi à faire reconnaître leurs droits électoraux.

l'implication politique des femmes (Hawkesworth 2016). On pourrait pousser cette réflexion plus loin en mentionnant que, puisque ce sont majoritairement des hommes blancs hétérosexuels qui constituent l'Assemblée nationale depuis son instauration, ce sont plus précisément ces derniers qui y sont avantagés (Raney 2020).

Au Québec, le mode de scrutin en vigueur est de type majoritaire uninominal à un tour. Cela signifie que chacune des 125 circonscriptions n'a qu'un seul siège à l'Assemblée nationale et que les électeurs ne votent qu'une seule fois. La personne candidate qui obtient le plus de votes dans la circonscription est ensuite élue députée, peu importe les scores de ses adversaires. Les seules barrières à l'éligibilité à la citoyenneté politique, soit le droit de présenter sa candidature et de voter, qui demeurent sont celles de l'âge minimal de 18 ans pour voter, ainsi que la citoyenneté canadienne et la résidence sur le territoire québécois, alors que toutes les autres ont été supprimées avec le temps. On remarque toutefois que les barrières d'éligibilité du passé se sont simplement transformées pour restreindre l'implication des groupes marginalisés en politique à partir de l'extérieur des murs de l'Assemblée nationale. Selon Moisés (2016), les barrières principales à l'inclusion des femmes en politique seraient le fonctionnement des systèmes électoraux, les dynamiques internes des partis politiques et le financement des campagnes électorales.

Dynamiques internes des partis politiques

Les dynamiques internes des partis politiques ont un impact significatif sur la représentation politique, particulièrement en ce qui a trait à leurs pratiques de recrutement (Tremblay 2005). Le recrutement des candidates est grandement influencé par les ressources matérielles des candidates potentielles, soit leurs moyens financiers et leur accès à un moyen de transport, et leurs ressources immatérielles, soit leur niveau d'éducation, leur profession, leur temps disponible et leur capital

social. Les groupes minorisés en politique, dont les femmes, pourraient être davantage en déficit de ces ressources. Par exemple, comme les emplois typiquement féminins sont généralement moins rémunérés et/ou offrent peu de flexibilité d'horaire, les femmes ont généralement moins de ressources financières et de temps (Tremblay 2005).

Une autre barrière au sein des partis politiques est la sélection officielle des candidates qui est également grandement influencée par le comité de sélection des partis qui évalue le potentiel de victoire des candidatures. En premier lieu, lorsque le comité de sélection est diversifié, ce qui est favorisé par un renouvellement du personnel au sein du parti, le potentiel de victoire a tendance à être évalué de manière plus juste et l'importance du réseau social de la candidature potentielle diminue (Tremblay 2005). Ensuite, lorsque cette sélection se fait de manière centralisée par un comité national, avec des règles claires et transparentes, les candidatures de groupes minorisés tendent à être mieux évaluées et donc à avoir de meilleures chances d'être sélectionnées, car cela permet d'avoir une vision d'ensemble des candidatures (Tremblay 2005) et de s'éloigner des réseaux locaux (Lapointe, Ferland, et Bergeron 2024).

Decentralization tends to contribute to the reproduction of a relatively homogeneous candidate pool since candidates are often recruited through a network that tends to reproduce itself. Consequently, given that local party associations, are predominantly composed of white cis men in Canada, it is difficult to promote the nomination of candidates with diverse backgrounds in elections. (Lapointe, Ferland, et Bergeron 2024, 2)

La barrière suivante pour les candidates racisées et les femmes est leur distribution sur le territoire puisque le parti peut choisir de mettre les candidatures auxquelles ils accordent moins de valeur dans des comtés où les chances de victoire sont nulles (Black 2020; Lapointe, Ferland, et Bergeron 2024; Hawkesworth 2016). En effet, une étude réalisée sur les élections fédérales entre 2015 et 2021 au Canada démontre que les personnes issues de groupes minorisés, soit la communauté

2SLGBTQIA+*, les minorités racisées, les personnes autochtones ainsi que les femmes sont encore davantage utilisées comme des candidatures poteaux par les partis politiques qui les assignent plus fréquemment à des circonscriptions non-compétitives (Lapointe, Ferland, et Bergeron 2024).

Une barrière supplémentaire à considérer au sein des partis est l'organisation des réseaux de prise de décision. Les normes informelles peuvent servir à exclure les personnes traditionnellement mises de côté de la prise de décision au sein des partis, puisque les personnes des groupes traditionnellement marginalisées ne font pas partie des réseaux établis au cours des décennies, les *old boys networks* (Hawkesworth 2016).

These challenges ensure that even when women hold equal offices, they do not work on precisely the same terms as their male counterparts. Gendered institutions affect the conditions under which they can succeed in their work, the nature of interpersonal exchanges while in office, when and under what conditions they can pursue initiatives ‘‘for women’’, and the level of satisfaction they find in their work. (Hawkesworth 2016, 224)

Les directeur·trices de campagne nationale ont souvent un long historique d'implication au sein du parti et c'est dans le groupe de personnes avec qui il·elle·s ont travaillé dans le passé qu'ils choisissent souvent les membres de leur équipe décisionnelle. Les décisions cruciales qui sont prises par cette équipe décisionnelle vont du budget, à la stratégie de campagne politique et communicationnelle, ce qui donne un pouvoir considérable à ses membres (McGrane et McGrath 2020). Les biais sexistes des directeurs de campagne nationale et des collègues masculins se présentent sous la forme d'un manque de confiance dans l'expertise des femmes ainsi que dans un refus de reconnaître leurs talents de politicienne (Hawkesworth 2016).

Financement des campagnes électorales

En ce qui a trait au financement, le Canada est un pays où les fonds monétaires investis dans la campagne électorale sont très encadrés, de manière à égaliser les chances (Tremblay 2005),

contrairement aux États-Unis où il y a une haute corrélation entre l'argent investi et les chances de victoire (Moisés 2016). Malgré tout, l'argent demeure un frein à l'implication politique pour de nombreuses personnes, particulièrement dans des circonscriptions gagnables qui nécessitent davantage de temps et d'argent (Tremblay 2005). Par exemple, tel que mentionné plus haut, comme la campagne électorale nécessite beaucoup de temps, cela peut nécessiter de ne pas travailler pendant une certaine période et donc de ne pas avoir de revenus pendant la campagne électorale. De plus, les partis établissent des modalités pour leur course à la chefferie et peuvent exiger une somme d'argent significative pour déposer son dossier de candidature. Pour la course à la chefferie du printemps 2025 du Parti libéral du Québec, ce montant a été fixé à 40 000 \$⁸, ce qui représente un montant significatif pour bon nombre de Québécois·e·s, considérant que le salaire moyen au Québec en 2021 était de 41 600\$ (Institut de la statistique du Québec 2023b). Cette donnée est d'autant plus importante à considérer puisque, selon les analyses de l'Institut de la Statistique du Québec, le revenu moyen des femmes en 2021 demeurait 18 % en deçà de celui des hommes et que selon les données de 2019, le revenu d'emploi moyen des personnes issues de minorités visibles était 22 % en deçà de celui du reste de la population (Institut de la statistique du Québec 2023a)

La communauté 2SLGBTQIA*

Jusqu'en 1969, les pratiques homosexuelles étaient illégales au Canada. Les politicien·ne·s devaient donc garder cet aspect de leur vie secret de manière à pouvoir être élu·e et parfois décidait simplement de ne pas se présenter du tout (Everitt et al. 2019). Ce type de discrimination laisse des traces, puisque cela signifie que les personnes de la communauté 2SLGBTQIA* étaient moins

⁸ <https://plq.org/fr/communiqués/le-parti-liberal-du-quebec-devoile-les-modalites-de-sa-course-a-la-chefferie/>

influentes dans la création de la structure de notre gouvernement et de l'instauration de la majorité de ses lois. À ce jour, les personnes de la communauté 2SLGBTQIA* qui souhaitent se lancer en politique ont encore davantage de chances de gagner au Canada si elles ont un historique d'implication et de service à la communauté qui précède leur candidature et l'annonce de leur orientation sexuelle (Everitt et Camp 2014). Puisque les données concernant l'orientation sexuelle des candidat·e·s ne sont pas récoltées par Statistique Canada ou Élections Québec, il n'existe que très peu de recherches sur le sujet. L'exemple de la victoire d'André Boisclair à la course à la chefferie du Parti québécois contre Pauline Marois peut laisser supposer qu'il y a une ouverture sur cet aspect au Québec. En effet, la couverture médiatique à son sujet ne discutait que très peu cet aspect de son identité au profit de ses actions et de sa consommation de drogue, contrairement à l'identité de Pauline Marois qui était davantage mise de l'avant (Gingras 2014).

Les peuples autochtones

Avec l'arrivée des colons en Amérique du Nord et la fondation du Canada, les peuples autochtones ont vu un gouvernement s'instaurer, prendre le contrôle de leurs terres et détruire leurs cultures. L'Acte de 1867 a exclu les peuples autochtones de la représentation politique en territoire canadien, s'assurant ainsi qu'ils n'aient pas de canal officiel pour exprimer leurs revendications. Cette exclusion a pris fin en 1969 et les personnes autochtones sont à présent autorisées à voter et à s'impliquer en politique, mais héritent d'une institution qui a été construite sans elles et contre elles. Selon Bourgeois, il y aurait historiquement eu une reconnaissance de la multiplicité des rôles genrés, de la fluidité des genres et une acceptation de la communauté 2SLGBTQIA+* dans les peuples autochtones que l'arrivée des colons aurait contribué à éliminer, car leur domination imposée était caractérisée par des normes genrées binaires et hétérosexuelles (Bourgeois 2021).

Aujourd'hui, les peuples autochtones luttent toujours pour obtenir le droit de se gouverner eux-mêmes. Cela étant dit, l'implication politique au sein du gouvernement canadien et des gouvernements provinciaux, bien qu'autorisée par les lois actuelles, vient avec le risque de renforcer l'État qui les opprime et de faire davantage de mal à leurs communautés :

Canada's historical and ongoing domination of Indigenous peoples, their sovereign nations, and their lands ensure that Indigenous women's political participation is inherently adversarial: the colonized engaging the colonizer. (Bourgeois 2021, 42)

Malgré cela, l'implication en politique peut aussi être vue comme un mal nécessaire pour participer à la décolonisation et à des changements sociaux bénéfiques pour les peuples autochtones, ce qui crée une grande ambivalence face à cet enjeu au sein des peuples autochtones du Québec et du Canada (Bourgeois 2021).

L'électorat dans tout ça?

L'électorat choisit ses représentant·e·s en fonction des idées qu'il·elle·s défendent et de leur parti politique, mais aussi en fonction de leurs identités complexes. Selon une étude réalisée en Ontario, pour comprendre les comportements de l'électorat envers celles-ci, il faut considérer les deux types d'affinité ethniques, soit centripète et transversale. La première concerne la solidarité intra-groupe et la confiance en un·e membre pour représenter leurs intérêts, signifiant par exemple que les personnes noires voteront pour une autre personne noire. Ce type d'affinité ethnique est surtout bénéfique lorsque le groupe est en suffisamment grande concentration dans la circonscription pour que cette personne soit élue. La seconde renvoie à des conditions sociales similaires entre plusieurs groupes minorisés qui peuvent justifier une confiance en quelqu'un d'un autre groupe minorisé. Cette dernière est particulièrement pertinente dans un contexte où plusieurs minorités peuvent ainsi allier leurs forces pour être écoutées par la majorité. Si, par exemple, il n'y a pas de personne d'origine chinoise qui se présente aux élections, le groupe pourrait se tourner vers un·e autre

candidat·e racisé·e qui représenterait mieux leurs réalités qu'une personne blanche (Minani Passy et Gueye 2020). Une autre étude se basant sur les données de 51 pays et de 126 élections démontre qu'il y aurait aussi une corrélation, bien que mince, entre le fait d'être jeune et de voter pour une candidature d'un jeune âge (Sevi 2021).

Conclusion

Il est particulièrement intéressant de se pencher sur le sujet de la représentation politique des femmes au Québec avec une perspective intersectionnelle puisque très peu de recherches le font actuellement et que les élections de 2022 offrent un contexte d'avancées sociales pour les femmes et les groupes minorisés novateur. Cette recherche sur l'expérience située des femmes racisées permet de démontrer l'importance d'analyser la diversité des expériences de femmes en politique et la pertinence d'aller comprendre et de différencier les expériences des femmes blanches de celles des femmes racisées en utilisant une perspective intersectionnelle ainsi qu'une épistémologie du point de vue. Plus précisément, en nous penchant sur le récit des expériences des candidates racisées aux élections de 2022, nous pourrions voir à l'échelle microsociologique comment elles font l'expérience de la campagne, observer si elles vivent des injustices et, le cas échéant, comment. Nous avons questionné, pendant les entretiens, comment les injustices se sont présentées dans leur visibilité médiatique, dans leurs relations avec les électeur·trice·s et leur équipe de campagne. Nous avons exploré avec les personnes interviewées leur expérience en politique provinciale dans un cadre semi-structuré, guidé par une liste de thèmes comme leur identité de genre, de race, leur orientation sexuelle. Comme c'est la première fois que ce type de recherche se fait en contexte paritaire, nous avons donc pu analyser comment les barrières étaient vécues malgré la parité.

Cadre théorique

Cette recherche interdisciplinaire se situe au croisement de trois domaines d'études : la sociologie, les études féministes et la science politique. Bien que le sujet de la représentation politique des groupes minorisés soit généralement étudié en science politique, l'approche utilisée ici se situe davantage dans le domaine de la sociologie ainsi que des études féministes et de genre. Ce chapitre abordera comment la perspective intersectionnelle sera mobilisée pour permettre une analyse en profondeur de la spécificité des inégalités de genre dans toute leur complexité. S'en suivra une discussion sur les épistémologies dans lesquelles cette recherche s'est ancrée.

La pertinence de l'intersectionnalité

Les recherches sur la représentation politique publiées jusqu'à maintenant mettent l'accent sur une facette de l'identité des politicien·ne·s comme le genre ou la race et tentent d'expliquer sa sous-représentation et les embûches vécues. La réalité est toutefois complexe et l'identité englobe non seulement le genre ou la race, mais également de nombreux éléments comme la langue, la religion, l'orientation sexuelle, l'âge et la situation de handicap qui créent conjointement l'identité et façonnent les expériences de chacun·e. L'identité est comprise comme étant construite à travers trois dimensions : le soi, le nous et les autres. L'identité est à la fois comment l'on se voit, mais aussi comment nous souhaitons être perçu·e·s et l'image de nous qui nous est renvoyée par les autres (Dubar 2010). L'identité est donc quelque chose de complexe et de relationnel avec soi-même, notre cercle social ainsi que la société plus largement (Mead 1963).

En limitant le spectre d'analyse à une seule facette identitaire comme le genre, la race ou l'orientation sexuelle, les différences d'expériences entre les individus au sein d'un groupe ont tendance à être effacées de manière à faciliter l'analyse et à tirer des conclusions plus claires et moins complexes. Par exemple, les études qui se concentrent sur l'impact du genre sur la représentation politique des femmes sont portées à surreprésenter les expériences, les valeurs, les attitudes et les actions des femmes blanches hétérosexuelles de classe moyenne (Harell 2017). En préconisant une approche intersectionnelle, on met de l'avant la diversité des expériences au sein même des catégories identitaires, de manière à éviter d'invisibiliser plusieurs réalités ou de négliger l'influence d'une facette identitaire.

Qu'est-ce que l'intersectionnalité?

La perspective intersectionnelle s'ancre dans une série de présupposés qui guident les analyses (Collins 2015). Parmi ceux-ci, on retrouve l'idée que la race, la classe, le genre, la sexualité, l'âge, la capacité, la nation, l'ethnicité et d'autres catégories d'analyses sont mieux comprises lorsqu'elles sont analysées de manière relationnelle et que ces relations sont sous-jacentes et forment les intersections des systèmes de pouvoir. Ces intersections des systèmes de pouvoir servent ainsi de catalyseur à la création d'inégalités sociales complexes qui se traduisent en inégalités matérielles et en expériences sociales distinctes. Ces formations complexes d'inégalités sont ancrées dans un contexte historique, culturel et géographiquement spécifique ce qui fait que les expériences varient dans le temps et l'espace, ainsi qu'en fonction de la situation au sein des intersections des systèmes de pouvoir. Ces inégalités sociales font partie de notre société et se répercutent sur les processus électoraux et la formation de nos gouvernements (Collins 2015).

Plus spécifiquement, une approche centrée sur les processus de l'intersectionnalité sera utilisée ici afin d'observer les interactions entre plusieurs variables qui multiplient les oppressions. En accédant aux récits des candidates racisées, les expériences des candidates en lien avec leur identité de genre, de race et leur langue maternelle pourront être mieux comprises en analysant comment ils s'intègrent dans les cheminements de candidature vers l'Assemblée nationale. De plus, le récit des expériences des injustices peut nous informer sur les processus concrets des théories des barrières systémiques. Le terme injustice a été mis de l'avant, car nous nous ancrons dans les récits des candidates qui expliquent comment certains éléments de leur campagne électorale ont créé un sentiment d'injustice chez elle. Nous parlons davantage d'impressions face aux événements et ne tentons pas de déterminer s'il s'agit objectivement d'une inégalité de traitement. Cette recherche a pour objectif de cibler de quelle manière les injustices sont vécues, les systèmes d'oppression étant eux-mêmes incrustés dans la gouvernamentalité et l'organisation de la société (Choo et Ferree 2010). Une étude centrée sur l'expérience des injustices et des inégalités au sein d'un contexte et d'une institution précis permet de révéler les inégalités au sein de la société elle-même (Anthias 2012).

L'intersectionnalité est également abordée en termes de complexité qui peut être analysée avec une approche inter-catégorielle qui nécessite préalablement de reconnaître l'existence des catégories analytiques, telles que le genre et la race. De cette façon, elles peuvent être mises en relation et nous pouvons observer les inégalités à travers plusieurs dimensions, contrairement à une approche anti-catégorielle ou intra-catégorielle qui demandent respectivement de rejeter les catégories analytiques ou d'analyser ce qui se passe au sein d'une seule catégorie pour en montrer l'hétérogénéité (McCall 2005). Ainsi, il est nécessaire d'accepter, du moins temporairement,

l'existence des catégories identitaires, comme la race ou le genre, tout en les situant dans le contexte spatio-temporel de leur co-construction pour étudier les inégalités au niveau du système et en comprendre le fonctionnement (Anthias 2012).

Par ailleurs, l'intersectionnalité est une perspective d'analyse et ne peut donc pas être utilisée pour qualifier un individu ou un gouvernement (Htun 2014). C'est pourquoi, dans cette recherche, les individus seront abordés comme ayant des identités complexes. L'usage du terme « complexité » est fréquent dans les écrits féministes intersectionnels pour caractériser la diversité d'expériences féminines, l'histoire et les relations sociales. En caractérisant une identité de complexe, on renvoie à la diversité d'expériences, d'histoires, d'inégalités sociales vécues et de cultures qui construisent ensemble l'identité d'un individu. Ce faisant, l'accent de la recherche se déplace et n'est pas centré sur un seul système d'oppression, mais plutôt sur l'articulation de plusieurs d'entre eux qui sont à la fois imposés et transformés par les individus. En considérant l'identité complexe de toutes les personnes impliquées, une vision hétérogène de la population est favorisée et on diminue l'accent mis sur l'idée d'une identité « normale ».

Épistémologies

Également, il importe de se pencher sur l'épistémologie dans laquelle la recherche s'ancre, maintenant que le contexte théorique de la recherche a été présenté. Cet élément est important pour comprendre les limites des savoirs produits et les positions implicites du·e la chercheur·e (Hill Collins 2016). « Loin d'être une étude apolitique de la vérité, l'épistémologie s'intéresse à la manière dont les relations de pouvoir modèlent ce qui est cru et pourquoi. » (Hill Collins 2016, 384)

Cette recherche se situe dans une lignée d'épistémologie constructiviste et critique. Cela implique, en premier lieu, que le social est considéré comme une construction. Cette recherche met les récits des candidates comme fondement de l'analyse dans la lignée de l'épistémologie du point de vue, mais suit une méthodologie rigoureuse et reconnue académiquement expliquée dans le chapitre suivant.

Le constructivisme se traduit, entre autres, par une conception des oppressions comme des constructions sociales situées dans des contextes socio-historiques spécifiques. On peut examiner un exemple de ceci dans le choix de vocabulaire utilisé pour désigner les personnes racisées qui diffère au sein de la société québécoise : « Bien que le vocable "minorités ethnoculturelles" soit toujours utilisé au sein du gouvernement du Québec, dans les mouvements sociaux, on parle plutôt de femmes immigrantes ou de femmes racisées, le terme "racisé" visant à souligner le caractère socialement construit de la "race" » (Pires 2019, 9). La construction de ces catégories a été faite selon certaines caractéristiques physiques comme les phénotypes et ces catégories ont ensuite été hiérarchisées (Hall 1997). Les perspectives critiques impliquent que les normes établies sont questionnées, que ce soit au niveau de la société ou de la production de savoirs. En effet, les études critiques prennent le temps de déconstruire les structures de pouvoir en place pour mieux en comprendre les inégalités. Puisque ce sont les personnes et les institutions au pouvoir qui établissent les lois et les normes, celles-ci ont tendance à les avantager : « parce que les hommes blancs de l'élite contrôlent les structures occidentales de validation du savoir, leurs intérêts imprègnent les thématiques, les paradigmes et les épistémologies du savoir savant traditionnel. » (Hill Collins 2016, 383).

Les épistémologies alternatives féministes ont en commun l'importance accordée aux savoirs locaux, différentiels et oppositionnels qui avaient été disqualifiés ou considérés comme incapables de créer un esprit rassemblant toutes les femmes autour d'une expérience commune (Dorlin 2008). Les savoirs produits par les épistémologies féministes sont le fruit d'un travail historique provenant de plusieurs disciplines d'études et d'un questionnement de ce qui était écarté du politique. Ces recherches ont permis de situer les origines de la "différence sexuelle" dans son contexte historique, avec les normes sociales et culturelles qui ont suivies, de saisir la normativité de l'hétérosexualité reproductive et de la famille patriarcale, de critiquer la division sexuelle du travail, de la socialisation des corps et encore plus (Dorlin 2008).

C'est plus précisément l'épistémologie du point de vue, émergeant des épistémologies féministes, qui sera privilégiée dans cette recherche pour sa capacité à appréhender les expériences situées (Haraway 1988). Celle-ci prend racine dans le marxisme, en opposition au constructivisme, qui avait développé l'idée d'un point de vue du "capitaliste" et du "prolétaire" situé depuis leurs conditions matérielles d'existence respectives (Dorlin 2008). À l'origine, l'épistémologie du point de vue a donc créé un troisième point de vue de la "féministe" dans l'objectif de « valoriser des ressources cognitives invisibilisées et dépréciées, déterminées par, et élaborées depuis, les conditions matérielles d'existences des femmes; à transformer leur expérience en savoir. » (Dorlin 2008, 19). C'est ainsi une position politique engagée d'où les connaissances produites sont considérées comme une ressource cognitive et politique (Dorlin 2008).

En utilisant cette approche épistémologique, nous acceptons qu'il n'existe pas une seule vérité, mais plutôt une série de savoirs partiels et incomplets provenant des multiples possibilités de points

de vue, comme celui des femmes noires, des hommes asiatiques, des lesbiennes latinas. Ceci est fait sans être relativiste et considérer que les savoirs ont automatiquement tous la même valeur (Hill Collins 2016; Haraway 1988). « Chaque groupe devient plus à même de prendre en considération les points de vue des autres groupes sans avoir à mettre de côté l'unicité de son propre point de vue situé ou à supprimer les perspectives partielles/partiales des autres groupes. » (Hill Collins 2016, 410). Ces savoirs situés amènent une pratique de l'objectivité féministe qui privilégie la contestation, la déconstruction, la construction passionnée, les connexions de réseaux et l'espoir d'une transformation des systèmes de connaissances et des manières de voir.

Il n'y a donc pas un seul point de vue féministe, mais plutôt une accumulation de points de vue qui créent ensemble une vision objective forte (*strong objectivity*) de la réalité (Haraway 1988). Dans ce projet, cela implique en premier lieu la diversité de points de vue des candidates interviewées qui ont chacune leurs propres parcours migratoire, familial, professionnel et langagier différents. Dans un sens plus large, cela implique aussi que cette recherche sur l'expérience des femmes racisées s'ajoute à d'autres recherches menées sur l'expérience des femmes, des personnes racisées et des personnes de la communauté LGBTQIA2S+ pour créer une vision objective forte de la politique québécoise.

Puisque cette recherche se penche sur les femmes racisées, voici également diverses théories et épistémologies féministes pertinentes pour construire les connaissances sur ces femmes dans le contexte québécois, dont entre autres, la pensée féministe noire, les épistémologies postcoloniales/décoloniales et les épistémologies du/des Suds.

La pensée féministe noire

La pensée féministe noire s'ancre premièrement dans les mouvements de luttes pour les droits des femmes noires. Des groupes comme le *Combahee River Collective*, qui luttait contre le régime hétérosexuel, le patriarcat et le capitalisme aux États-Unis, ont influencé la manière de concevoir les oppressions en se positionnant contre le fractionnement des luttes et en proposant une solidarité avec les luttes d'autres femmes racisées, des autres femmes et des hommes noirs (Collective 2006). Avant la théorisation académique et juridique du concept d'intersectionnalité, ce groupe reconnaissait déjà que la race, le sexe et la classe fonctionnaient simultanément comme facteurs d'oppression (Collective 2006).

En progressant au sein des universités américaines, les femmes noires ont dû démontrer qu'elles pouvaient maîtriser les théories et les épistémologies existantes, mais beaucoup se sont également battues pour instaurer une nouvelle épistémologie afin de créer et évaluer de nouvelles connaissances (Hill Collins 2016). Elles ont mis de l'avant l'utilisation du dialogue avec d'autres membres de leur communauté dans l'évaluation du savoir plutôt qu'un isolement au sein de l'univers académique lors de la création du savoir (Belenky 1986).

Elles ont aussi promu une éthique du *care* dans la recherche qui s'exprime à travers l'expressivité personnelle des chercheuses, la présence des émotions dans le dialogue avec toutes les personnes impliquées dans la recherche et la capacité d'empathie au cœur du processus de validation des savoirs (Hill Collins 2016). Elles intégraient une dimension d'éthique de la responsabilité personnelle des chercheur·e·s qui signifie qu'il n'y a pas que les savoirs qui sont évalués, mais aussi la personne qui les a créés en fonction de ses valeurs et de ses actions (Hill Collins 2016). Par exemple, lors de l'analyse d'une œuvre d'art ou d'une thèse académique, les personnes se

pencheront aussi sur la·e créateur·trice pour pouvoir intégrer leur qualité de valeurs, de morales et de relations avec les autres dans leur analyse. Prenons un cas où un homme aurait un historique de violence sexuelle, son œuvre perdrait significativement en valeur. De plus, dans le cadre de leurs recherches, les femmes noires sont confrontées aux critères épistémologiques de trois groupes différents, soit les Africaines-Américaines ordinaires, les autres universitaires noires et les groupes dominants qui contrôlent les universités, soit les hommes blancs d'une classe sociale élevée.

Au centre de la pensée féministe noire se situe également la distinction entre le savoir scientifique et la sagesse : « Les conditions historiques du travail des femmes noires, tant dans la société civile noire que dans l'emploi rémunéré, ont nourri une série d'expériences qui, lorsqu'elles sont partagées et transmises, composent la sagesse collective d'un point de vue situé de Noires. » (Hill Collins 2016, 391) Pour conclure, tel qu'on peut le relever dans plusieurs épistémologies féministes, on accorde une grande valeur à l'expérience vécue comme critère de crédibilité. Ces savoirs expérientiels ont permis, par exemple, à bell hooks de réaliser que les théories qu'elle étudiait dans ses cours à l'université disant que les communautés noires ne vivaient pas d'inégalités genrées avaient tort. En effet, bell hooks vivait des inégalités genrées au sein de la communauté noire où les hommes étaient dominants et pouvait donc affirmer que, bien que sa réalité soit différente des femmes blanches, l'inégalité genrée était bel et bien présente (hooks 2019).

Épistémologies autochtones, postcoloniale et décoloniale

Au niveau des épistémologies autochtones, on peut trouver deux grandes tendances entre les « indigenist » et les « indigenous » (Singh et Major 2017). Les recherches dites du courant « indigenist » respectent trois grands principes, dont le premier est de considérer la résistance comme une nécessité émancipatoire. Il faut également faire preuve d'intégrité politique et privilégier les

voix autochtones. Dans cette perspective, les chercheur·e·s qui se réclament de ce courant doivent eux-mêmes être autochtone pour étudier ce groupe. Le second courant, dit « indigenus » met plutôt de l'avant l'idée qu'il faut intégrer les perspectives autochtones, utiliser des données culturellement appropriées et utiliser les paradigmes autochtones comme fondements de la recherche (Singh et Major 2017). Au cœur de cette vision se situe une démonstration d'empathie, de respect et de traitement éthique des personnes participantes. L'un des principes importants des systèmes de connaissances autochtones est qu'ils sont à la fois holistiques et relationnels ainsi que fluides et basés sur l'expérience vécue, prenant en compte la collectivité, la réciprocité et le respect (Singh et Major 2017).

Les épistémologies des suds, postcoloniales et décoloniales, ont comme fondement l'affirmation que les structures de savoirs actuels sont issues d'un régime colonial occidental. La majorité des savoirs et des manières de réfléchir dans toutes les disciplines des sciences sociales dans les universités occidentales sont ainsi ancrés dans les conceptions du monde et les expériences socio-historiques de quelques hommes provenant de cinq pays de l'Europe occidentale (Italie, France, Angleterre, Allemagne et États-Unis) (Grosfoguel 2013). On remarque un type d'impérialisme occidental où l'occident crée des théories qui sont ensuite exportées et enrichies par les données d'ailleurs (Connell, Beigel, et Ouédraogo 2017). Malgré les mouvements et la création de nouveaux pôles de création de savoirs pour contrer l'infériorité épistémique (Grosfoguel 2013), il en demeure une hiérarchisation des experts liée à du racisme et à du sexisme au sein des institutions universitaires (Connell, Beigel, et Ouédraogo 2017).

Les épistémologies des suds sont ancrées dans l'idéal de *Nuestra America* qui est l'antipode de l'Amérique européenne : « It is the *mestiza* America founded at the often violent crossings of European, Indian, and African blood. It is the America that is capable of delving deeply into its own roots and thereby of edifying the kinds of knowledge and government that are not imported but rather are adequate to its reality. » (Santos 2016, 51-52) L'objectif de cette notion de *Nuestra America* est de créer de nouvelles idées adaptées à leurs réalités spécifiques à partir d'une perspective latino-américaine plutôt que d'importer des idées du Nord. Ce sont dans ses racines que se situent son infinie complexité et sa nouvelle manière d'envisager le monde et de le faire prospérer.

Bien que les épistémologies du/des sud·s soient ancrées profondément dans les luttes et les réalités locales, elles accordent aussi une importance à la nécessité d'intervenir dans des agendas qui traversent leurs frontières locales, les luttes rassembleuses et la recherche d'allié·e·s (Santos 2016). Ceci implique une hybridité épistémologique capable de se concentrer sur les réalités spécifiques de leurs groupes tout en reconnaissant les similarités avec d'autres groupes et la capacité de s'unir sur des enjeux communs. Cette diversité épistémologique pourrait également permettre une lutte pour la décolonisation et une dépatricialisation qui ne serait plus cadrée dans des épistémologies eurocentrées (Grosfoguel 2013).

Ainsi, bien que cette recherche s'inspire de ces épistémologies dites radicales, elle ne prétend pas s'insérer directement dans le courant radical qui nécessite une réelle cassure avec les méthodes de recherche universitaires (Godrie, Juan, et Carrel 2022). Bien que cette recherche aborde un sujet peu étudié, de la perspective de femmes peu représentées, elle utilise une méthodologie qualitative

qui, bien que marginale dans le passé, a grandement monté en popularité au point de s'être éloignée de sa marginalité grâce au travail réalisé par des chercheur·e·s influent·e·s dans le passé.

Cette recherche s'ancre dans une épistémologie du positionnement dans l'objectif de construire des connaissances avec le point de vue des actrices en situation de minorisation pour comprendre ce qui les réunit et ce qui les distingue. Bien que l'épistémologie utilisée est l'épistémologie du point de vue, elle est influencée par toutes celles mentionnées subséquemment qui se rejoignent dans l'importance de regrouper les luttes et la valorisation des expériences vécues.

Haraway nous met toutefois en garde d'un danger qui se situe dans la romantisation ou l'appropriation des visions des groupes dominés et de prétendre voir de leurs positionnements. La vision par en bas nécessite un apprentissage difficile et comporte ses propres problématiques même si l'on fait soi-même partie d'un groupe dominé (Haraway 1988). Il ne faut pas oublier que la vision est interreliée à des questions de pouvoir d'accès à la vision et de la violence intrinsèque aux pratiques de visualisation.

Méthodologie

Cette recherche vise à comprendre comment les femmes qui s'identifient comme racisées vivent les obstacles dans leur cheminement de candidature vers l'Assemblée nationale. Pour ce faire, une méthodologie qualitative a été choisie dans l'objectif de s'ancrer dans les points de vue des candidates elles-mêmes et d'obtenir une compréhension complexe de leur expérience. Des entretiens de type récit de vie ont été réalisés avec d'anciennes candidates aux élections de 2022 dans l'objectif de comprendre leur expérience à travers le temps historique – celui de la campagne – et le temps subjectif. Dans ce chapitre, nous expliquons la pertinence des choix méthodologiques pour répondre à notre question de recherche en abordant le positionnement de la chercheuse, la méthodologie et les méthodes utilisées, les limites de celles-ci ainsi que l'analyse des données.

Positionnement de la chercheuse

Tel que discuté dans les pages précédentes, il y a plusieurs débats au sein des universitaires en ce qui concerne qui a le droit d'étudier et de parler au nom d'un groupe identitaire. Par exemple, un·e chercheur·e peut-il·elle faire une étude sur les peuples autochtones s'i·elle n'en fait pas partie? Dans le cas de cette recherche, puis-je effectuer une recherche sur l'expérience des femmes racisées si je suis une femme blanche? Je m'inscris dans la lignée de plusieurs autrices (Singh et Major 2017; Cunningham 2015) selon qui il est possible de répondre par l'affirmative à ces questions si, et seulement si, les personnes effectuant la recherche la font dans le respect des différentes identités, cultures et enjeux.

Considérant les dynamiques de pouvoir au sein même du groupe des femmes, mon identité de femme blanche peut avoir une incidence sur la recherche en général. Il est important pour moi de

faire preuve de réflexivité sur comment mes perspectives, mes privilèges et mes priorités peuvent avoir une incidence sur les résultats, sur mes actions et sur mes analyses (Çingı Kocadost 2017; Charmaz 2020). Cette réflexion s'est donc effectuée dans la lecture et la compréhension des textes lus en préparation de la cueillette de données, mais aussi pendant les entretiens avec les candidates racisées et dans l'analyse de leurs propos par la suite. Une attention particulière a été accordée au critère de validité de la sincérité (Tracy 2010) qui passait en premier lieu par la réflexivité, mais aussi à travers une transparence avec les candidates. En effet, j'ai pris le temps de répondre à leurs questions avant et après l'entretien, que ce soit sur la recherche, les concepts mobilisés et l'utilisation et la visibilité des résultats, les impacts prévus de la recherche ou encore sur mon parcours et mes motivations.

N'importe quel·le chercheur·e a des biais et une position à prendre en considération dans son analyse pour éviter qu'ils affectent les résultats (Tracy 2010) et cette recherche n'y fait pas exception. Comme dans toute recherche qualitative, une réalité sociale peut être interprétée de diverses manières (Gaudet 2018) en intégrant différentes perspectives et concepts qui permettent de comprendre et d'appréhender cette réalité. Mon analyse de l'expérience des femmes racisées en politique québécoise pourra ainsi être complétée par d'autres chercheuses qui amèneront des concepts, des points de vue et des analyses différents qui créeront un portrait plus riche de la réalité en question.

Justification de la méthode qualitative

Cette recherche n'a pas comme objectif de trouver un lien de causalité qui expliquerait la sous-représentation des femmes racisées en politique québécoise, mais plutôt de comprendre comment ces femmes vivent le processus électoral québécois dans un contexte de sous-représentation

politique. C'est à travers un raisonnement inductif ancré dans l'expérience des candidates racisées que nous pouvons répondre à notre objectif, plutôt qu'avec un raisonnement hypothético-déductif ancré dans des données standardisées. C'est grâce aux entretiens que nous accédons aux récits des candidates qui sont analysés et encodés pour établir des liens entre les différents entretiens, mais aussi avec la théorie. Ces processus permettent aussi de clarifier les concepts et à ensuite tirer des conclusions (Gaudet 2018). Selon Charmaz (2020), il y a une valeur significative à écouter les histoires des participant·e·s de leurs points de vue et de leurs positionnements parce que cette méthode permet d'ancrer les savoirs académiques dans les problèmes concrets. Puisque cette recherche se penche sur les inégalités entre les femmes, un thème qui est peu abordé au Québec, il semble d'autant plus pertinent de le faire.

Cette recherche a pour objectif de développer une meilleure compréhension des expériences vécues par des femmes racisées dans le contexte électoral québécois. L'approche qualitative nous permet ainsi de créer des connaissances qu'une méthodologie quantitative ne nous permet pas, puisque nous avons accès à toute la réflexion et le vécu des candidates en lien avec leur expérience.

Une seule réalité sociale pourrait être interprétée de plusieurs manières différentes en fonction de plusieurs éléments comme le cadre théorique choisi, le positionnement du·e la chercheur·e, et son domaine d'étude. Cette importance accordée à la complexité de la construction du problème ne signifie toutefois pas que chacune de ces interprétations soit équivalente. Plusieurs critères permettent d'évaluer la qualité d'une recherche qualitative : la rigueur, la cohérence de l'argumentaire, le respect de l'éthique, la sincérité, la crédibilité, la résonance et la significativité de la contribution(Tracy 2010). Pour faire preuve de rigueur, cette recherche s'est ancrée dans une

revue de littérature sur le contexte politique québécois et a pris le temps de trouver un nombre suffisant de candidates pour répondre aux exigences et aux contraintes d'une recherche au niveau de la maîtrise. L'analyse des entretiens s'est ensuite faite de manière à ne pas dénaturer les propos des participantes et dans l'objectif de créer des connaissances situées ainsi qu'un argumentaire cohérent. De plus, une attention spécifique a été accordée pour assurer une cohérence globale entre les objectifs de recherches, les méthodes employées ainsi que les résultats qui en ressortent. Une certification éthique a été obtenue auprès de l'Université d'Ottawa, détaillant tous les moyens employés pour assurer le respect des participantes ainsi que leur anonymat. Ce respect de l'éthique dépassait également le cadre établi par la certification en s'assurant que les relations entre la chercheuse et les participantes demeuraient professionnelles, tout en démontrant de l'empathie face aux défis auxquels elles ont fait face. Ensuite, pour répondre au critère de sincérité, tel qu'expliqué plus haut, la chercheuse s'est assurée d'être honnête avec les participantes en répondant à toutes leurs questions sur la recherche ainsi que sur son propre parcours. En ce qui a trait au critère de crédibilité, c'est à travers une attention aux explications, aux détails qui permettent de bien présenter les réflexions et l'argumentaire ainsi que les liens créés entre les divers propos que la recherche tente d'y répondre. Le critère de résonance, qui fait référence à la capacité de la recherche à avoir un impact sur les lecteur·trice·s, peut être atteint à travers le choix des citations des candidates qui évoquent bien les diverses émotions qu'elles ont vécu pendant leur campagne électorale. Pour finir, cette recherche tente d'apporter une contribution significative en explorant l'expérience des femmes racisées en politique qui n'est que très rarement le point central des recherches au Québec. En s'ancrant dans une méthodologie qualitative et une épistémologie du point de vue, cette recherche espère démontrer l'importance et la pertinence d'un cadre

théorique intersectionnel lorsqu'on aborde l'expérience des femmes et des personnes racisées et d'autres groupes marginalisés en politique.

Le processus itératif, intrinsèquement lié à la méthodologie qualitative, permettra une interprétation de la réalité sociale complexe, historiquement située et subjective des candidates racisées dans le processus électoral québécois. Il est ainsi d'une importance significative de brosser un portrait détaillé et rigoureux du contexte qui entoure leurs expériences, puisqu'elles ne pourraient être comprises dans toute leur complexité autrement. Les candidates partagent un contexte sociohistorique commun englobant les luttes historiques pour les droits civiques des personnes autochtones, des femmes, des personnes noires, des personnes asiatiques et bien d'autres identités minorisées, ainsi que de la structure de pouvoir d'origine coloniale. Elles se distinguent toutefois dans leurs réalités plus spécifiques qui peuvent varier selon leur trajectoire migratoire, leur classe sociale, leur orientation sexuelle et plusieurs autres facettes identitaires.

L'utilisation des récits de vie a permis aux participantes de réfléchir à la temporalité, à leurs motivations à se lancer dans la campagne électorale et aux réactions de leur entourage lorsqu'elles en ont parlé. En effet, en commençant l'entretien en leur demandant de nous raconter leur histoire, nous avons pu noter ce qui leur a semblé important de prime abord sans suggérer de thématiques. La recherche s'insérait donc dans une perspective émiqne où nous abordons directement le point de vue des actrices elles-mêmes. La temporalité (sociale et subjective) de ce récit pouvait aussi permettre d'observer dans certains cas une progression de l'inconfort ou des conflits avec leur parti politique ainsi que l'évolution de leurs relations avec leur entourage au fil des étapes de la campagne électorale. L'utilisation de l'entretien semi-dirigé aurait permis de nous assurer une plus

grande cohérence entre les éléments abordés entre les candidates, mais le récit de vie apportait la possibilité de comprendre la temporalité des thématiques abordées. Au-delà de l'aspect microsociologique des entretiens de type récit de vie, il est aussi important de relier l'expérience de la personne à son positionnement au sein de la société de manière à révéler « des *rappports sociaux* (notamment les rapports de pouvoir) et des contextes au sein desquels elles se sont inscrites. » (Bertaux 2016)

Recrutement et construction des données

Recrutement

Lors des dernières élections québécoises de 2022, il y a eu 53 candidates racisées à l'échelle de la province et 30 dans la région du Grand Montréal, ce qui est peu considérant le nombre total des candidatures. Dans un premier temps, nous avons transmis notre appel de recrutement (Annexe 1) aux principaux partis politiques pour qu'ils puissent transmettre notre invitation à leurs candidates respectives. Ensuite, puisque cette méthode n'a pas porté fruit, la seconde étape du recrutement s'est faite en transmettant directement notre appel de recrutement à certaines candidates qui semblaient répondre aux critères de sélection de la recherche à travers leurs adresses courriel disponibles publiquement ou leurs réseaux sociaux. Nous avons aussi considéré une troisième ronde de recrutement à travers la technique boule de neige, mais elle n'a pas été nécessaire puisque nous avons pu terminer le recrutement lors de la seconde étape du recrutement. Le recrutement et la réalisation des entretiens a duré environ 6 mois à partir du moment où l'approbation du comité d'éthique a été obtenue et le dernier entretien réalisé.

Les personnes contactées ont été choisies en fonction d'une définition restreinte de l'identité racisée dans l'objectif de favoriser la visibilité des voix des femmes racisées caractérisées de "visibles" (Pires 2019). Cela signifie que nous avons choisi de ne pas approcher directement les femmes blanches et/ou d'origine européenne, mais si ces dernières nous avaient contactés par elles-mêmes et avaient respecté les critères de sélection, elles auraient été admises dans la recherche puisqu'elles se considéraient comme racisées. Nous avons fait une exception et contacté directement deux candidates immigrantes d'origine européenne puisqu'elles étaient les seules femmes racisées de leur parti dans la région, dans l'objectif d'avoir une plus grande diversité des partis politiques d'appartenance.

Ainsi, nous avons contacté 26 candidates au total, dont 15 n'ont jamais répondu et deux ont répondu pour dire qu'elles n'étaient pas intéressées. La première a justifié sa décision en expliquant qu'elle ne se considérait pas comme racisée parce qu'elle n'est pas noire. La seconde a, pour sa part, expliqué qu'elle ne se sentait pas légitime de se prononcer sur le sujet parce qu'elle a été adoptée et que son expérience se différencie beaucoup, selon elle, de celles d'autres personnes racisées. Sur les neuf candidates qui ont répondu qu'elles étaient intéressées, huit ont pu être rencontrées. Elles provenaient de quatre partis politiques différents, soit une candidate du PCQ, deux candidates de la CAQ, deux candidates de Qs et trois candidates du PLQ. Parmi celles-ci, trois ont gagné leurs élections et sont devenues députées et les cinq autres ont perdu.

Critères de sélection et d'hétérogénéisation

Le premier critère de sélection est l'autoidentification des femmes à l'identité racisée. De cette manière, notre groupe à l'étude était relativement uniforme au niveau identitaire. Les personnes devaient également avoir fait campagne au sein d'un grand parti, car la littérature démontre que

les dynamiques internes des partis ont une incidence significative sur la sous-représentation de plusieurs groupes, comme les femmes ou les personnes racisées (Moisés 2016; Black 2020). Puis, nous avons sélectionné seulement les personnes qui étaient candidates dans la région du Grand Montréal, puisque les réalités entre les régions du Québec apportent une trop grande diversité d'expériences pour la portée de cette recherche.

Le principal critère d'hétérogénéisation des personnes choisies est le parti politique auquel elles se sont jointes. Les partis politiques semblent une variable importante à considérer, car on observe une grande variation du ratio de candidatures féminines et racisées entre les partis. Les barrières au sein de chaque parti semblent donc se présenter de manières variées et méritent d'être étudiées.

Déroulement des entretiens

Avant la tenue des entretiens, un formulaire de consentement (Annexe 2) a été envoyé aux participantes par courriel et présenté par la chercheuse pour s'assurer que ces dernières y prenaient part en connaissant le projet et ses objectifs, ce que la participation implique ainsi que les risques et bénéfices qui pouvaient en découler. Par la suite, les participantes ont signé deux copies du formulaire, elles en conservaient une et la seconde était conservée par la chercheuse.

Dans le cadre des entretiens de type récit de vie, il leur était demandé de raconter leur expérience liée aux élections en débutant avec le moment où elles ont considéré se lancer dans la course (Voir Annexe 3). Cette décision est un moment clé dans leur expérience en politique et permet de constater comment elles racontent leur saut en politique provinciale et leurs capacités à le faire.

Ce moment ouvre également la porte à des explications sur leur passé de militantisme, leurs ressources financières, leur patrimoine familial, leurs études et l'influence de leurs pairs.

La première phase de l'entretien était ainsi constituée d'une discussion sur les moments importants de leur campagne électorale. Durant cette partie de l'entretien, un calendrier (Annexe 4) était utilisé et rempli par la chercheuse de manière à servir de support visuel pour la personne interviewée qui voyait ainsi ses moments-clés sur le calendrier. Ce support permettait aussi aux participantes de se remémorer des éléments de leur expérience en faisant des liens avec ce qui avait été noté. Le calendrier était principalement utilisé pendant cette première phase de l'entretien, mais était conservé à proximité pour pouvoir ajouter des éléments au besoin et servir de support visuel. Puisque les entretiens ont été réalisés un an après la campagne électorale, les souvenirs de plusieurs candidates étaient un peu désorganisés et le calendrier a donc été utilisé à des niveaux très différents d'un entretien à l'autre. Malgré tout, pour les quelques entretiens où il a été possible de le remplir et de dresser une ligne du temps de la progression de leur campagne et de la progression de leur sentiment de confort/inconfort aux différentes étapes, l'utilisation de l'outil en valait la peine. En effet, cela a permis de cibler les moments où certaines impressions et comportements ont fait surface et ainsi mieux comprendre leur propre expérience.

Le second thème de l'entretien comportait une discussion sur les relations de la participante avec les personnes proches d'elle, soit ses ami·e·s, sa famille, son équipe de campagne et son parti d'affiliation, mais aussi sur les personnes plus éloignées, comme les journalistes et les citoyen·ne·s de sa circonscription. Le troisième thème de l'entretien portait sur les défis auxquels la participante a fait face pendant sa campagne électorale et les tâches qu'elle redoutait si cette partie n'avait pas

été abordée. L'entretien se concluait en abordant les attentes qu'avait la participante face à la campagne électorale. Il lui était également demandé à la toute fin de se décrire du point de vue identitaire en incluant ce qu'elle trouve essentiel.

Ce déroulement d'entretien était toutefois davantage une suggestion qu'une prescription. Lorsque les candidates répondaient de manière concise sans trop développer leurs réponses, le déroulement proposé était suivi de manière plus assidue que lorsque les candidates développaient leurs réponses et leurs réflexions, menant parfois à altérer le déroulement établi. Vers la fin de l'entretien, il était toujours vérifié que toutes les questions avaient été abordées de manière à s'assurer de la validité et de la constance des résultats.

Les interventions de la chercheuse étaient réduites au minimum afin d'accompagner la narration de la personne interviewée plutôt que de la diriger (Bertaux 2016). Les interventions de la chercheuse étaient guidées en partie par les différentes sphères sociales en jeu, soit la population québécoise, les communautés d'appartenance de la participante, le parti politique d'affiliation et les médias. La notion d'identité complexe avait également une incidence sur les interventions, par exemple à travers certaines facettes identitaires telles que le genre, la race ou la situation familiale. La temporalité était aussi un paramètre important des entretiens, guidée par l'utilisation du calendrier qui permettait de brosser un portrait de l'évolution de la campagne électorale.

Nous avons recueilli dans les entretiens des renseignements identificatoires directs et indirects, puisque nous avons recueilli leurs noms ainsi que plusieurs caractéristiques identitaires

intrinsèques à leur récit. Une méthode rigoureuse d’anonymisation a ensuite été suivie, en accord avec la procédure éthique, de manière à permettre aux candidates de raconter leur histoire sans crainte. Dans un premier temps, le nom des participantes a été remplacé par un pseudonyme dans toutes les données qui ressortaient de leur entretien, en commençant par le verbatim. Dans un second temps, à la suite de l’entretien, les participantes ont eu un droit de regard sur le verbatim de l’entretien et ont ainsi pu choisir de le modifier en retirant certaines parties du verbatim ou en demandant que certaines anecdotes soient utilisées de manière complètement anonyme en les dépersonnalisant au maximum. Cela signifie par exemple que le parti d’appartenance peut être retiré s’il n’est pas nécessaire à l’histoire d’une candidate.

Méthode d’analyse : théorisation ancrée

Une approche de théorisation ancrée a été utilisée, ce qui signifie que les théories qui ressortent de la recherche « sont ancrées dans le matériel de recherche empirique étudié » (Gaudet 2018, 48) et qu’elles émergent d’un processus d’analyse de comparaison continue avec une approche itérative. La théorisation ancrée est une méthode qui ancre les savoirs universitaires dans les problèmes concrets du monde (Charmaz 2020). La théorisation ancrée constructiviste critique met l’accent sur l’étude des processus et favorise donc la création de liens entre des événements et des situations, des actions et leurs sens, et entre les individus et les structures sociales qui seraient autrement passées inaperçues (Charmaz 2020). Il est donc possible à la fois d’effectuer une analyse inductive et une analyse critique.

Les données ont été analysées à travers une méthode classique en théorisation ancrée, soit l’encodage à deux niveaux, autrement appelée la double codification. Le processus de codage a permis de faire des découvertes que nous n’aurions possiblement pas faites autrement, comme

l'incidence de Dominique Anglade sur l'expérience de plusieurs candidates, puisque ça nécessitait de prendre en considération l'identité des candidates et de faire des liens entre différents éléments des entretiens qui auraient pu sembler peu significatifs et être ratés. En effet, l'encodage à deux niveaux nécessite de lire et relire plusieurs fois chaque verbatim d'entretien en ayant différents éléments en tête et de faire des liens entre chaque entretien qui sont rendus visibles grâce au codage (Charmaz 2020).

Lors de la première lecture des verbatims des entretiens, c'est une analyse verticale qui a été réalisée. Cela signifie que chaque entretien était pris à part et résumé sans prendre les autres en considération. Une deuxième lecture a permis une analyse thématique inductive et comparative, ce qui signifie que l'identité des individus a été mise de côté pour uniquement se concentrer sur ce qui est dit (Bilge 2009) avec une attention particulière au vocabulaire utilisé (Charmaz 2020). De cette manière, on laisse davantage les entretiens et les personnes parler d'eux-mêmes (Charmaz 2006) avant même de les mettre en relation avec les autres entretiens. Cette seconde lecture a servi à créer des liens entre les entretiens de manière à voir les éléments communs qui ressortaient et ceux qui se distinguaient.

Lors d'une troisième lecture, nous avons également pris en compte les diverses dimensions de l'identité complexe des personnes interviewées comme le genre, la race, la classe, l'orientation sexuelle, la situation de handicap, l'ethnicité, la religion, l'âge et toutes autres catégories pertinentes (Bilge 2009). De cette manière, nous laissons parler les entretiens qui faisaient ressortir les défis lors des deux premières lectures pour ensuite se questionner sur leurs fonctionnements et l'identité complexe des personnes qui y ont fait face.

De cette analyse transversale, se sont distinguées deux thématiques significatives, soit l'expérience de la différence en politique ainsi que les discriminations institutionnalisées au sein de leurs partis politiques respectifs. Dans l'expérience de la différence en politique en tant que femmes racisées, on remarque les différents éléments déclencheurs qui ont provoqué le sentiment de différence chez les candidates, comment celui-ci se présentait chez elles ainsi que les stratégies qu'elles ont mises en œuvre pour y remédier. Ensuite, dans les discriminations institutionnalisées au sein des partis politiques, on voyait ressortir les diverses dimensions qui avaient des impacts négatifs sur les campagnes électorales des candidates racisées et diminuaient donc leurs chances de victoire.

La théorisation ancrée comporte habituellement une troisième étape, soit la théorisation, sauf que, l'échantillon de cette recherche étant très limité, la démarche s'est arrêtée à la deuxième étape de l'analyse transversale qui suivait le premier codage. Plusieurs éléments intéressants sont ressortis de cette analyse et mériteraient davantage de recherche de manière à pouvoir être théorisés, comme l'incidence de l'expérience de Dominique Anglade lors de l'élection de 2022 en lien avec le concept de falaise de verre.

Limites de l'étude

Les limites de cette recherche se situent majoritairement au niveau des critères de sélection de la population d'étude. En effet, vu les contraintes de la recherche dans le cadre d'une maîtrise, que ce soit au niveau du temps ou des moyens financiers, cela implique des objectifs et des perspectives de recherche limitée. Les conclusions tirées sont donc géographiquement limitées à la région du Grand Montréal qui n'est pas représentative des innombrables diversités de réalités à travers les régions du Québec. Nous limitons donc les expériences identitaires à celles présentes en milieu urbain. Comme toutes les candidates autochtones étaient situées dans des circonscriptions à

l'extérieur du Grand Montréal, nous n'avons donc pas pu nous pencher sur leurs expériences. Puis, en ciblant l'élection de 2022, nous prenons un portrait photo des expériences des femmes racisées pendant une seule année. Nous ne pouvons donc pas savoir si les réalités étaient similaires lors des élections précédentes de 2018 ou encore si c'est différent lors d'une élection partielle dans une seule circonscription. Finalement, en restreignant les candidates choisies à celles ayant fait campagne au sein d'un des grands partis politiques (CAQ, PCQ, PLQ, PQ, Qs), nous nous privons de l'expérience de candidates indépendantes ou de certaines ayant fait campagne au sein d'un parti politique plus alternatif comme le Parti vert du Québec. Sans oublier que nous n'avons pas réussi à recruter des candidates pour chacun des partis politiques, alors que le seul parti manquant aurait pu être porteur de barrières ou d'initiatives différentes.

Chapitre 1 : L'expérience de la différence

L'expérience des femmes racisées dans le champ politique québécois se distingue puisqu'elles n'y sont pas traditionnellement incluses et dominantes. Dans ce premier chapitre d'analyse des entretiens, l'expérience des candidates pendant la campagne électorale et, dans certains cas après leur élection, sera étudiée. Ce chapitre se penche sur les moments qui ont provoqué un sentiment de différence chez les candidates dues à leur identité qui se distingue de l'*homo politicus*.

Nous commencerons par aborder leurs récits à travers des thèmes et des extraits de verbatims qui énumèrent ce qui a provoqué ce sentiment de différence chez les candidates à travers la lunette de leur identité de genre, de race ainsi que de leur âge. Nous aborderons ensuite les diverses stratégies qu'elles ont mises en œuvre afin de légitimer leur présence auprès du public et de démontrer qu'elles avaient leur place en politique. Nous analyserons ces stratégies et leurs impacts sur leur expérience de la campagne électorale.

La perception de la compétence

Un thème central abordé par la grande majorité des candidates en entretien a été une présomption de manque de compétences de la part du public. Plusieurs candidates ont mentionné avoir été considérées comme moins compétentes que leurs adversaires ou leurs interlocuteur·trice·s, ce qui a surpris Candidate G qui considère, à tort ou à raison, qu'un niveau d'éducation élevé fait partie de ce qui caractérise un politicien et qu'elle remplissait ainsi l'un des standards.

Je suis quand même une personne éduquée, avec une certaine expertise. J'ai un doctorat, j'ai publié, je suis une experte dans mon domaine, puis je le mettais de l'avant [...] (Candidate G 2023)

Candidate G mettait donc de l'avant ses qualifications académiques pour démontrer sa compétence dans son domaine et son intelligence lors de la campagne, mais elle s'est tout de même fait traiter comme si elle n'était pas intelligente et ne connaissait rien par des citoyen·ne·s dans des rôles d'influences au sein de sa circonscription en raison de son genre.

Fait que tu sais, ces tensions-là, je les ai vécues sur le terrain avec des personnes qui avaient des propos racistes, misogynes, tout ça. Puis je le vis encore, certains moments de misogynie, de machisme, parce qu'il y a une clique d'hommes blancs qui continuent dans la circonscription à garder des espaces de privilège, de pouvoir qui te regardent et te traitent comme si tu ne connaissais rien de la vie là. Je le vis encore, je l'ai vécu pendant la campagne et je le vis toujours. (Candidate G 2023)

Comme Candidate G, Candidate H, a aussi expliqué que des gens sur les réseaux sociaux la traitent de folle ou lui disent qu'elle ne sait pas de quoi elle parle.

Je ne pense pas que c'est juste une carapace. Je le saurais si je vivais quelque chose comme Je vous salue salope⁹. Si je vivais un truc comme ça, là je verrais. Mais c'est difficile quand tu ne reçois pas vraiment des propos graves... Il y en a là des : « Ah, c'est une folle », « Elle ne sait pas de quoi elle parle ». Tu sais, mais je veux dire, c'est une pauvre personne, c'est clair. Mais si j'en recevais tout le temps, tout le temps, tout le temps, tout le temps, juste ça, c'est sûr que ça viendrait m'affecter, mais ce n'est pas arrivé. (Candidate H 2023)

On constate que même si les deux candidates ont reçu des insultes en lien avec leurs compétences, elles n'ont pas réagi de la même manière. En effet, Candidate G est affectée par ces propos et trouve des stratégies pour se défendre, alors que Candidate H ne considère pas ces propos comme des attaques sérieuses et décrédibilise les gens qui lui envoient ces messages.

Le mépris véhiculé par certaines personnes ne venait toutefois pas seulement des hommes. En effet, Candidate B a vécu un moment où elle s'est sentie méprisée par une femme haut placée dans son parti. Cette femme l'avait contacté après que Candidate B ait pris une décision qui avait un

⁹ « Je vous salue salope : La misogynie au temps du numérique » : Documentaire réalisé par Guylaine Maroist et Léa Clermont-Dion sur les cyberviolences vécues par les femmes. <https://jevoussaloesalope-film.com/>

impact positif sur sa campagne électorale sans avoir demandé l'approbation du parti¹⁰. Dans cette conversation, l'employée du parti a haussé le ton en lui demandant à quoi elle avait pensé et en lui disant que le parti ne pouvait pas appuyer cette décision. Candidate B l'a interrompue pour se défendre, car elle ne pouvait pas accepter de se faire parler sur ce ton.

Si je n'avais pas arrêté Madame X à ce moment-là, elle aurait toujours continué à me crier après et à me mépriser comme une immigrante ignorante sur laquelle on peut crier à n'importe quel moment. Mais du moment que je l'ai arrêtée... Ouais, je l'ai bloquée au moment où elle criait : « Est-ce que tu me menaces? » Tac! J'ai senti qu'elle s'est dégonflée, comme un gros ballon. [...] Les femmes, on est déjà trop fatiguées de se faire maltraiter par les hommes, il ne faut pas que nous le fassions entre nous-mêmes. Forget it. (Candidate B 2023)

Elle ressentait non seulement un mépris de la part de son parti envers sa compétence et son jugement en tant que candidate, mais aussi une frustration causée par le fait que ce soit une autre femme qui tienne ces propos et ces comportements à son égard. De plus, cette employée du parti n'était pas la seule à avoir des propos de ce genre avec la candidate. Pendant son porte-à-porte plusieurs citoyennes ne lui avaient pas montré de soutien et lui avaient manqué de respect. Elle était à la fois choquée par les jugements de la société québécoise qui assumait qu'elle n'était pas une candidate compétente, mais aussi par le manque de solidarité féminine dans le contexte de minorisation en politique.

Pour des candidates racisées du Parti libéral, le fait que leur cheffe était aussi une femme noire entrait également en ligne de compte dans les jugements posés sur elles. Celles-ci recevaient beaucoup de commentaires à cet égard, par exemple Candidate A s'est fait dire à plusieurs reprises que madame Anglade n'était pas intelligente.

Puis sur le terrain, tu vois Monsieur/Madame tout le monde: « Oh ta cheffe elle n'est pas intelligente. » Parfois je les regardais et je disais : « mais monsieur, vous ne savez pas ce que vous dites ». C'est quand même... mais c'est normal que Monsieur/Madame tout le monde dit que ta cheffe n'est pas intelligente. C'est ce qui est véhiculé, c'est la façon qu'on a vendu cette femme-là. Puis

¹⁰ Les événements précis ne peuvent être expliqués davantage dans l'objectif de protéger la candidate.

Monsieur/Madame tout le monde en regardant TVA, ils ne vont pas analyser plus loin, ils vont prendre ce que TVA dit. Ils vont prendre ce que le Journal de Montréal écrit, ils ne vont pas aller plus loin que ça. (Candidate A 2023)

Selon elle, c'est la faute des médias qui véhiculent ces idées-là, qui sont ensuite adoptées et répétées par les gens. À ce sujet, Candidate D questionnait les biais des médias sur la compétence des candidates aux élections.

Mais c'est sûr que tu sais... Il y a des questionnements qui peuvent être faits sur le traitement médiatique et puis du sérieux qui va être accordé à quelqu'un qui ne répond pas d'emblée à une présomption de compétence. (Candidate D 2023)

Dans ce contexte où les médias mettaient de l'avant l'idée que madame Anglade n'était pas compétente, il devenait d'autant plus difficile pour les candidates racisées de convaincre les gens de leur propre compétence et de leur valeur dans le choix électoral.

Il y a ça qui était un peu... qui était très rough, je te dirais, du côté du porte-à-porte, parce qu'on était vraiment laissées à nous-mêmes. Puis c'était extrêmement difficile de partir en faire à tous les jours. Puis moi j'avais tout le temps ce sentiment-là aussi de me dire genre « je suis dans une circonscription qui ne donne pas sa chance à un parti comme le mien habituellement et là je suis une personne noire, avec une cheffe noire, qui va devoir les convaincre qu'on est la meilleure option pour eux. » C'était un fardeau que j'avais à tous les jours avec moi, tu sais de me dire « Okay, fais comme si ta couleur de peau ne comptait pas, parce que si toi tu n'es pas convaincue que ça ne compte pas, tu ne vas pas pouvoir convaincre les autres que ça ne compte pas. » (Candidate F 2023)

Certaines candidates ont mentionné que leur âge entrainait aussi en ligne de compte dans les propos et les attitudes des citoyen·e·s qui jugeaient de leur valeur. En effet, Candidate D exprime très clairement qu'elle croit devoir travailler plus fort pour bénéficier du même niveau de crédibilité que ses collègues.

Je sais qu'il faut que je travaille plus fort pour être prise au sérieux. Parce que c'est sûr que là... 1. Je suis jeune. Je suis jeune et j'ai l'air jeune. 2. Je suis une femme. Bon c'est de moins en moins un enjeu au niveau de la crédibilité, mais c'est sûr qu'avec la variable jeune, ça joue. Et puis, évidemment, une femme noire, donc racisée. Donc jeune femme racisée (Candidate D 2023)

Une autre candidate, Candidate H, est pour sa part bien heureuse de ne plus être jeune et d'ainsi pouvoir être considérée comme une politicienne plus crédible. Elle met même son âge de l'avant pour bénéficier de cette crédibilité ajoutée.

Moi je n'ai jamais été aussi fière d'être vieille. Je vais avoir 46 ans dans 2 jours. [...] Je n'ai pas arrêté de le dire. Je veux dire, je le mets de l'avant parce que quand je me suis présentée en 2018, les gens pensaient que j'étais la nièce ou la petite sœur ou quelque chose d'un ancien député. Le fait d'être jeune : « Ahh t'es une jeune femme » Ça ce n'est pas bon en politique parce que ça enlève de la crédibilité. Fait que je n'arrête pas de dire : « Moi, dans moins de 5 ans, je vais avoir ma carte de l'âge d'or. » (Candidate H 2023)

Par ailleurs, en analysant les récits des candidates, nous avons remarqué que les seules qui ont gagné sont celles qui avaient déjà fait une ou plusieurs campagnes électorales par le passé. En effet, les candidates élues avaient toutes eu non seulement une longue expérience d'implication au sein du parti, mais elles avaient aussi déjà participé à au moins une campagne électorale en tant que candidates, et elles avaient travaillé en tant que bénévoles au sein d'équipes locales. Une des candidates expliquait qu'en s'impliquant dans les campagnes électorales d'autres personnes et en s'impliquant au sein du parti les années précédentes, elle avait pu créer des liens avec les diverses équipes et créer un lien de confiance avec les personnes en charge. Cela lui a donc servi, puisque ces mêmes personnes lui faisaient déjà confiance et elle n'avait pas à leur prouver sa compétence. Une autre candidate abondait dans le même sens, elle se sentait très à l'aise et même protégée au sein de son parti, puisqu'elle y est impliquée depuis longtemps. Elle mentionne aussi qu'elle a le sentiment d'avoir moins de choses à prouver.

Jugements sur leur manière de s'exprimer et de se présenter

À travers les entretiens avec les candidates, un thème émerge de façon importante, celui de la perception d'une pression à se conformer à certaines normes et attentes de la part de la population. Candidate G explique avoir ressenti cette pression à adapter sa manière de se présenter et de s'exprimer. Cette présentation passe à travers son approche interactionnelle, mais aussi sa présentation de soi à travers ses vêtements, sa coiffure et son maquillage.

Moi je ne changerai pas, mon équipe ne changera pas. Soit ils apprennent à vivre avec nous, soit bein... tu sais on ne va pas s'adapter à ces codes-là. Je rentre quand même dans plusieurs codes de qu'est-ce qu'on s'attend d'une députée, mais il y en a certains dans lesquels je ne rentre pas, pis je suis correcte avec ça. C'est-à-dire que je ne suis pas toujours la madame en talons, toujours bien maquillée et souriante qui est juste là pour la présence. Je ne suis pas comme ça. Je ne suis pas toujours dans le : « Bonjour ! » non. Quand je le sens, je le sens. Si je ne le sens pas, je ne le sens pas. Je ne cherche pas à juste être dans les trucs d'influence. Ce n'est pas moi, ça ne va jamais être moi, puis ça ne m'intéresse pas. (Candidate G 2023)

Elle parle ainsi de l'existence de codes et d'attentes de la part des gens quant à ce que devrait être une politicienne. Elle aborde l'apparence physique, mais aussi une certaine pression pour adopter une attitude constamment sympathique, prenant les devants dans les discussions, mais qui donne l'impression que ce n'est pas totalement authentique. Candidate G négocie donc entre les attentes sociales et son propre besoin d'authenticité pour trouver son équilibre.

Candidate D a aussi abordé cette nécessité de porter une attention particulière à ses manières d'être afin d'être prise au sérieux, abordant plus spécifiquement la manière de s'affirmer et de s'imposer.

Il y a souvent cette espèce de... dans l'espace médiatique, dans le traitement qui est donné aux personnes qui sont issues de la diversité si elles ne s'imposent pas d'une certaine manière, comme Madame Rizqy le fait par exemple. Tu sais, la personne ne sera pas prise au sérieux. (Candidate D 2023)

Malgré tout, selon Candidate H, il faut faire attention dans sa manière de s'affirmer et de s'imposer, car ça peut aussi se retourner contre soi. Cette dernière s'est fait critiquer, car elle était considérée trop 'batailleuse'. Selon son expérience, les attentes genrées font en sorte que les femmes doivent démontrer une certaine douceur et ne pas parler trop fort de manière à ne pas brusquer les gens.

Honnêtement, dans ma vie, j'ai plus vécu du sexisme. Je pense que le fait d'être une femme, le fait d'être une femme forte qui bataille ça... Les gens n'aiment pas ça, Les gens disent qu'ils acceptent tout mais non, ce n'est pas vrai. Je l'ai vu pendant la, pendant la course là, même des féministes : « Ah, on va laisser au gars l'attitude de batailleur, puis les femmes, il faut qu'elles soient gentilles et douces, puis qu'elles parlent avec la petite voix ». C'est pas une découverte pour moi, mais un petit peu, tu sais... (Candidate H 2023)

Selon cette même candidate, ces normes n'émanaient pas seulement des hommes et des personnes conservatrices, mais aussi des femmes, féministes ou non, qui les ont intériorisées ainsi que des personnes progressistes.

Ouais mais même les femmes, elles ont intériorisé ça. Mais tu sais, moi, je ne fonctionne pas comme ça parce que j'imité un gars, c'est ma personnalité. C'est comme ça que je suis dans la vie, c'est ma personnalité, mais ça dérange. Les gens préfèrent que les femmes parlent avec la petite voix douce, c'est intériorisé. (Candidate H 2023)

Bien que ça ne lui soit pas reproché directement, elle ressentait tout de même le jugement face à sa manière d'être qui est davantage associée au genre masculin.

Après ça, dans la vie ce n'est rien de frontal, mais je le sens que le fait que je prenne ma place, puis que je sois combative, c'est comme si je fais de la politique comme les hommes. Ça peut t'être reproché à mots couverts, mais bon... Fait que là, je n'ai pas des exemples concrets, pas dans la population. Puis, en même temps il y en a qui trouvent ça hot tu sais, des femmes vont trouver ça hot que je sois comme ça. (Candidate H 2023)

L'accent et l'importance de la langue

Un thème qui a émergé dans l'expérience des candidates est une forme de racisme par l'accent ou la langue. En effet, plusieurs candidates se sont fait parler de leur accent (ou l'absence d'accent) ou même de la surprise qu'elles parlent français tout court.

Candidate H, qui n'a pas d'accent elle-même, a abordé la discrimination sur la base de l'accent, autrement appelée la glottophobie, pendant notre discussion sans qu'aucune question sur le sujet ne lui ait été posée. Elle a expliqué que, selon elle, au Québec, le racisme selon l'accent est important, peu importe les traits physiques de la personne. Selon elle, même une personne blanche qui n'est pas visiblement racisée pourrait donc vivre de la discrimination si elle a un accent prononcé.

Alors que l'aspect 'vient d'ailleurs', on dirait qu'au Québec, tu sais... Moi je n'ai pas d'accent, mais si j'en avais un, je ne sais pas.. Puis c'est con, mais le racisme basé sur l'accent est important. Tu sais, il y a des Russes blondes, des Ukrainiennes, tout ça. Elles ont un accent marqué, je suis sûre qu'il y a quelque chose par rapport à ça, mais il est moins étudié. (Candidate H 2023)

La présence de la glottophobie peut amener une certaine anxiété chez les personnes qui ont un accent lorsqu'elles ont à communiquer avec des personnes qui n'en ont pas, dans le contexte linguistique québécois. Candidate G mentionne avoir un complexe sur sa manière de s'exprimer

qui se présente particulièrement lorsqu'elle devait parler devant les médias. Elle s'inquiète de comment elle sera perçue et est consciente du poids que ça ajoute sur ses épaules de toujours y porter attention lorsqu'elle parle dans les médias ou dans ses réseaux sociaux.

Je le faisais, si mon équipe, mes DOCs¹¹ de campagne me disaient : « tu t'en vas à TVA, puis il faut que tu le fasses ». Je fais : « Ok, je vais le faire, je suis trooper¹² là, je vais le faire. Mais ça, c'était difficile parce que je pense que comme femme immigrante, il y a des complexes sur la façon dont on s'exprime, sur comment les gens vont nous recevoir, sur comment les gens vont nous lire, sur comment les gens vont nous percevoir par la suite. Puis, tout ce qui vient avec la charge de tout ça, les médias sociaux et tout... (Candidate G 2023)

Pendant qu'elle faisait du porte-à-porte, plusieurs personnes ont en plus exprimé à Candidate G leur surprise qu'elle parle français à cause de son nom à consonance étrangère qu'elles avaient aperçu sur ses pancartes électorales.

J'ai vécu des attaques, bien sûr, qui étaient très, très minimales de la part des gens quand on cognait à leur porte. Ce n'était pas la majorité, mais se faire dire : « Ah c'est cool de savoir que tu sais parler français parce qu'on voyait juste ton nom sur la pancarte. » Ou genre : « Ton français est donc bien bon, bravo ! » Puis là je dis « Bien oui, j'ai écrit un doctorat en français Monsieur » (Candidate G 2023)

Elle répondait aux commentaires en mettant de l'avant son haut niveau de scolarité effectué en français pour contredire le préjugé des gens sur son nom d'origine étrangère qui leur suggérait qu'elle ne parlait pas français, même si elle se présentait en politique québécoise pour un des cinq grands partis.

Pour sa part, Candidate B a vécu de la discrimination au sein même de son parti où son directeur de presse refusait qu'elle participe à quoi que ce soit de médiatique parce qu'il ne croyait pas qu'elle était en mesure de s'exprimer clairement. Quand, à la fin de la campagne électorale, Madame B a pris la parole dans un événement de bilan devant toutes les anciennes candidatures et

¹¹ Directeur·trice·s de campagne

¹² Quelqu'un qui va faire quelque chose de désagréable et difficile sans se plaindre.

les employé·e·s du parti, elle raconte avoir remarqué la surprise du directeur de presse ainsi que de celle de beaucoup d'autres personnes.

Quand, on m'a assigné un directeur de presse. Il me surveillait et s'assurait que je n'aille participer à aucun discours, aucun débat, rien. Quand il a entendu mon discours à la fin de la campagne électorale, il était surpris. Il ne croyait pas que j'étais capable de m'exprimer publiquement comme ça, à ce niveau-là de français, devant toutes les autorités qui étaient là. (Candidate B 2023)

Malgré tout, selon Candidate D, il y aurait eu une amélioration de l'attitude de la population envers les personnes racisées qui ont un accent (ou qui n'en ont pas) depuis la dernière campagne électorale qu'elle avait menée une décennie plus tôt. En effet, elle a raconté avoir eu des commentaires qui exprimaient la surprise qu'elle n'ait pas été adoptée parce qu'elle n'avait pas d'accent alors qu'elle était visiblement racisée lors de cette campagne électorale il y a 10 ans. En effet, Candidate D ayant effectué toute sa scolarité ici, elle explique avoir appris la manière de prononcer chaque son et chaque mot comme tous les autres Québécois·e·s de sa classe. Elle constate une progression depuis sa campagne électorale précédente puisqu'elle n'a pas reçu de commentaires similaires en 2022.

Avant, quand j'étais jeune, je me faisais demander si j'étais adoptée parce que j'avais pas d'accent et que clairement, tu sais, l'accent c'est héréditaire! Il y a une normalisation maintenant parce qu'il y a de la représentativité, il y a une normalisation du fait que, bien tous les Québécois peuvent parler avec l'accent québécois s'ils sont allés à l'école ici. Puis que ce n'est pas quelque chose qu'on attrape dans le ventre de sa mère, c'est compris. Tu sais, ce sont des choses qui sont vraiment comprises aujourd'hui. Il y a l'effet du temps, il y a l'effet du contact. (Candidate D 2023)

Sexualisation et fétichisation

Candidate D, qui a fait de la politique quand elle était plus jeune, remarque une diminution dans les messages à connotation sexuelle qu'elle a reçus, bien que ces comportements soient toujours présents. Lorsqu'elle avait fait sa campagne précédente, alors qu'elle était une jeune adulte, elle avait reçu plusieurs messages déplacés sur ses réseaux sociaux, dont des demandes en mariage.

Oui, pendant cette campagne-là, on en recevait... Évidemment, il y a le contexte différent de cette époque, c'est sûr que c'était une autre dynamique. Il faut compter le facteur femme aussi, parce que... Quand j'étais plus jeune, le nombre de messages d'hommes d'un certain âge qui faisaient un peu de fétichisme, c'était particulièrement troublant. Puis ça, à un moment donné j'avais juste décidé d'abandonner mes réseaux sociaux, parce que je n'étais plus capable là, parce que c'était... jusqu'à un point que je n'étais juste plus vraiment visible là-dessus, puis après j'ai juste arrêté de recevoir des messages (Candidate D 2023)

Ces messages l'avaient menée à quitter les réseaux sociaux pour se protéger, elle avait une certaine appréhension à l'idée de recommencer à publier davantage et de manière publique sur ses réseaux sociaux pour la campagne électorale de 2022.

Tu sais moi j'avais peur que ça recommence pendant l'investiture honnêtement. J'étais comme : « tu redeviens plus visible sur les médias sociaux... Est-ce que ce monde-là qui veulent te marier, ils reviennent ? » Mais finalement non. J'ai aussi beaucoup plus de carapace aujourd'hui qu'à l'époque. Tu reçois des messages, puis tu passes à travers versus quand j'étais plus jeune... Tu sais je n'avais pas cette expérience-là, puis évidemment j'étais plus jeune, plus immature donc il y avait tout un contexte autre. Tu sais psychologiquement ça me dérangeait beaucoup plus quand j'étais plus jeune, versus, aujourd'hui j'ai un certain détachement qui me permet de regarder ça pis d'être correcte. (Candidate D 2023)

C'est grâce à son expérience précédente et à la maturité qu'elle a gagnée au fil des années que Candidate D a réussi à ne pas être affectée par certains messages qu'elle recevait pendant la campagne électorale de 2022.

Pour sa part, Candidate H a reçu à plusieurs reprises des photos pornographiques non-sollicitées de la part de citoyens ainsi que plusieurs messages la complimentant sur son apparence physique, ce qu'elle considère comme des comportements sexistes. Bien qu'elle reconnaisse avoir vécu ces situations, elle explique que ça ne l'affecte pas vraiment, ne considérant pas ces messages comme des actes graves.

Pour finir, une candidate a également reçu une insulte directe à connotation sexuelle de la part d'un homme qui passait près d'elle avec ses deux jeunes enfants dans son panier d'épicerie.

Mais quand je suis allé au Costco pour recueillir des signatures, il y a un gars québécois qui m'a insulté terriblement : « Va te faire enculer » *Ahh ahhhh*. C'était la première fois qu'on me disait quelque chose de si désagréable, de si dégueulasse. Je l'ai regardé, il s'est retourné vers moi : « oui

» et il m'a dit : « va te faire enculer » et il a continué son chemin. Il avait ses 2 petits enfants de 3 ou 4 ans dans le panier et l'un d'eux avaient les yeux au beurre noir. (Candidate B 2023)

Elle a cherché la police ou un gardien de sécurité des yeux pour pouvoir dénoncer la situation, mais sans en trouver. Elle a ensuite pris la décision de ne pas retourner récolter des signatures dans des endroits comme le Costco où elle se sentait trop vulnérable à ce type d'interaction.

Homogénéisation de la différence par les médias

À travers les discussions avec les participantes, quelques-unes ont abordé le traitement médiatique reçu par les politiciennes racisées à travers des incidents précis. Candidate D a abordé avec émotion les propos que Denis Lessard aurait tenus en 2019 lors de la course à la chefferie du Parti libéral. Elle a évoqué une période où les personnes qui étaient pressenties pour cette course étaient Dominique Anglade et Marwah Rizqy.

Il disait « Bien les investitures... » Comme si ça ne comptait pas parce qu'il y avait juste des candidats issus de la diversité qui se présentaient aux investitures. Donc ce n'étaient pas des vraies campagnes, ce ne sont pas des vraies courses, on n'est pas des vraies personnes... Alors ça ne compte pas. (Candidate D 2023)

Dans un premier temps, selon Candidate D, les propos du journaliste diminuent la valeur des candidatures des personnes racisées, puis créent l'illusion que celles-ci sont similaires. Le journaliste les considère comme étant identiques puisqu'elles sont deux femmes racisées, et ce, malgré tout ce qui les distingue. Par exemple, Madame Anglade est ingénieure de formation, alors que Madame Rizqy est avocate de formation.

Mais, en 2019, qu'un journaliste qui est connu, a une autorité et une crédibilité dise ces choses-là dans des journaux ... Puis que personne ne remette ça en question. Les gens le lisent, puis ils acceptent de dire : « Bien oui, elles ont le même profil ». Ce n'est pas la chose la plus choquante, on en revient là, mais tu sais, c'est ce genre de détails que tu te dis : « Bien pourquoi est-ce qu'on les met dans le même panier? » Elles n'ont rien à voir l'une avec l'autre là, mais rien, rien, rien à voir là. (Candidate D 2023)

Dans le même ordre d’idée, une autre candidate¹³ a expliqué que, même après son élection, les journalistes la mélangent encore souvent avec d’autres députées qui sont, avec elle, les « brunes » de l’Assemblée nationale. Même si elles ne se ressemblent pas physiquement, elles se font constamment interpeller sous le nom d’une autre par les journalistes, mais aussi par la population qui les réduit aussi à leur couleur de peau sans y réfléchir davantage.

Préjugés et situations spécifiques aux personnes racisées

Pour certaines des candidates qui ont immigré au Québec, certains des propos qu’elles ont reçus ont eu un impact très particulier. En effet, lors de son investiture, Candidate G se faisait constamment répéter qu’elle ne venait pas de la circonscription. Elle était consciente de la véracité de l’affirmation puisqu’elle venait tout juste de déménager dans le quartier, mais ça venait la blesser à cause de son parcours migratoire.

Mais se faire dire, « Tu ne viens pas d’ici, tu ne viens pas d’ici » à plusieurs reprises... Moi j’avais le goût, puis j’ai commencé à le dire : « c’est sûr, je ne viens pas de la circonscription, je ne vais jamais venir d’ici. Je suis née ailleurs ». Ça c’était, c’est toujours, la partie un peu violente là, de se dire : « Bien oui, je viens d’ailleurs, je ne vais jamais venir d’ici là, mais arrêtez de le répéter parce que c’est à la fois non inclusif de ne pas voir quelqu’un qui, même s’il ne vient pas du coin, a une intention sincère de s’impliquer dans le coin. (Candidate G 2023)

Il était violent pour elle de se faire répéter qu’elle ne venait pas du quartier, comme si elle n’était pas aussi légitime que quelqu’un qui y serait né. Bien qu’il soit fréquent en politique que les citoyen·ne·s soient attaché·e·s à l’enracinement des candidatures dans la circonscription, Candidate G, en tant que personne immigrante, avait l’impression que sa différence était pointée du doigt et qu’il y avait un refus de l’accepter à cause de celle-ci. Pendant son porte-à-porte, elle a aussi rencontré des gens qui se permettaient de lui faire part de leurs opinions négatives envers les personnes immigrantes, les décrivant comme des profiteurs du système québécois.

¹³ Il est impossible d’être plus précis dans l’objectif de conserver l’anonymat de la candidate.

Puis là, on sonnait chez des gens qui déchargeaient des propos violents à propos des personnes immigrantes sur nous : « Moi les immigrants ... » Puis toi tu es là devant eux puis tu dis, « Bein tu sais les personnes dont vous parlez là, c'est ma mère, c'est mon frère, puis c'est les gens avec qui j'ai grandi, c'est moi-même. » Puis ils étaient en train de dire qu'ils viennent voler nos services publics, alors que moi je suis ici, en train de les défendre. (Candidate G 2023)

Pendant la campagne électorale, M. Boulet¹⁴ avait affirmé dans un point de presse que les personnes immigrantes ne travaillaient pas et ne parlaient pas français¹⁵, ce qui peut avoir contribué à cette attitude et ces préjugés chez les citoyen·ne·s. Une des candidates en a vécu les répercussions directes dans sa campagne puisqu'elle était aussi candidate pour la CAQ. Elle n'osait plus sortir de chez elle pour faire campagne dans des quartiers avec un haut taux d'immigration par honte d'être associée à ces propos. Elle s'est donc dirigée vers les quartiers habités majoritairement par des Québécois·e·s blanc·he·s pour les convaincre que les propos de M. Boulet n'étaient pas véridiques. Plusieurs candidates racisées de ce parti recevaient des insultes de la part d'autres personnes racisées en lien avec leur implication dans un parti qualifié de raciste. Une des candidates les avait signalés à la permanence du parti, mais ils lui ont répondu de ne pas s'en inquiéter et de ne pas répondre sans offrir aucun soutien supplémentaire.

Stratégies de légitimation

Étant elles-mêmes conscientes de leur différence et de l'écart à la norme du champ politique québécois qu'elles représentaient pour les gens qu'elles rencontraient en campagne, on peut discerner plusieurs stratégies de légitimation au sein du groupe de participantes. Ces stratégies émergent d'une pression, appliquée par elles-mêmes ou par leur entourage, de mener une campagne parfaite et d'ainsi démontrer qu'elles ont leur place en politique. La plupart des

¹⁴ Ministre du Travail et aussi à ce moment, ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

¹⁵ <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/759805/la-verite-sur-l-immigration-en-trois-graphiques>

candidates vont aussi travailler jusqu'à un état d'épuisement significatif, même si certaines se doutaient déjà qu'elles ne gagneraient pas.

« C'est ma société et bien je vais... Les plafonds de verre, il faut toujours les éclater, il faut aller plus haut. Bien c'est sûr que le chemin est toujours plus difficile, mais je sais dans ma tête que je suis chez moi. Je suis chez moi en fait, je dois travailler ici, je dois faire ma place ici alors, alors voilà. »
(Candidate A 2023)

Pression de la perfection

Plusieurs candidates ont verbalisé avoir ressenti une pression d'être parfaite, de toujours dire la bonne chose, d'être prête à tout et de ne jamais faire d'erreur. Candidate G exprimait qu'elle faisait beaucoup d'anxiété de performance, elle ressentait beaucoup de stress relié aux tâches qui étaient plus difficiles pour elle.

Personnellement, je vivais beaucoup d'anxiété sur ma performance. Je suis une fille extrêmement perfectionniste, puis je le dis toujours, mon plus grand défi, c'était les médias, j'haïs ça. Je ne suis pas une fille qui aime se me mettre devant le kodak. C'était la chose qui me stressait le plus, les débats télévisés. Puis c'était toujours d'avoir la caméra devant là, puis parler. Oh mon Dieu ! J'avais moins le contrôle de comment ça va être reçu et tout... (Candidate G 2023)

Elle se préparait longuement avec son équipe pour s'assurer de ne pas faire d'erreurs dans ses entrevues. Au-delà de la pression qu'elle se mettait d'être parfaite, elle se mettait aussi beaucoup de pression sur les épaules afin de gagner pour son parti et pour les gens qui l'ont aidé en donnant de leur temps dans tout ce processus.

Candidate A a aussi mentionné cette pression de toujours dire la bonne chose. Elle explique que le contexte de la campagne où elle ne se sentait pas épaulée l'avait rendue agressive envers son ex-conjoint.

J'ai réalisé que j'étais devenue agressive. Pourquoi j'étais devenue agressive? C'est la frustration de ne pas avoir été entourée. Je n'étais pas encadrée dans ce processus-là et il y avait beaucoup de pression parce qu'en politique tu ne veux pas dire n'importe quoi. Tu dois savoir ce que tu dis. Quand quelqu'un te pose une question, tu ne veux pas commencer à parler et à dire n'importe quoi en politique. (Candidate A 2023)

Candidate D expliquait pour sa part qu'elle s'était sentie prête et en confiance grâce à la préparation qu'elle avait faite avant de se lancer. Elle avait un niveau d'éducation et d'expériences professionnelles connexes au domaine de la politique et de l'administration publique plus élevés, ce qui contribuait à son sentiment de confiance et à son désir de ne pas « faire honte » à son entourage.

Donc le sentiment d'être prête, puis d'être à la hauteur... Puis là, c'est toujours bizarre comme femme de dire ces choses-là, mais tu sais, j'avais le sentiment que je ne serais pas pire qu'un autre pour sauter dans l'arène maintenant. Puis avec mes compétences ou ce que j'avais acquis comme expérience, je pense que je ne ferais pas honte à mon monde si je les représentais. Donc je sentais que c'était correct si je me lançais. Il y avait tout ça qui m'animait. (Candidate D 2023)

Candidate D a en quelque sorte compensé son syndrome de l'imposteur en allant faire des études supérieures et en travaillant pour se sentir à la hauteur du poste qu'elle souhaitait, de manière à ne pas décevoir ses proches. D'autres candidates n'avaient pas ce niveau de préparation et ont choisi de vivre cette campagne comme une expérience d'apprentissage, mais ça n'a pas affecté le niveau d'énergie et de dévouement qu'elles y ont investi.

Travail acharné jusqu'à l'épuisement

Un des principaux éléments qui ressort de chaque entretien est justement le niveau d'énergie investi dans la campagne électorale, et ce, peu importe les chances de succès. Les candidates ont toutes mis un temps significatif et toute leur énergie dans cette campagne électorale pour la mener à terme pour elles-mêmes, mais aussi, car certaines d'entre elles avaient l'impression d'avoir quelque chose à prouver.

Candidate G a ressenti la pression de prouver qu'elle était capable de travailler fort à son équipe de campagne locale qui ne l'en croyait pas capable à cause de sa position haut placée au sein de la structure du parti.

J'étais vue par certains comme la fille du national qui débarque comme un parachute qui sort de nulle part. J'essayais de leur faire dire : « Oui, je suis une femme en position de pouvoir au sein de

notre organisation. Je suis une femme en position d'influence, mais je ne suis pas une princesse. Je sais faire le travail de terrain et je vais vous le montrer. » C'est-à-dire, je sais c'est quoi passer la fin de semaine à cogner aux portes, je suis capable de faire un 4h de porte-à-porte sans chialer. (Candidate G 2023)

Elle a travaillé sans relâche pendant son investiture en visitant et en faisant des appels à tous les membres du parti dans sa circonscription après ses journées de travail et la fin de semaine.

La partie le fun, c'était que quand je rencontrais les gens, puis j'ai fait beaucoup de porte-à-porte. J'ai fait beaucoup de nouvelles cartes de membres juste en cognant aux portes des inconnus... (rire) ça n'avait pas de bon sens. Et j'ai visité les centaines de portes des autres membres. Je me suis rendue chez eux là... Ça n'avait pas de bon sens notre affaire, on était motivés. C'était justement pour montrer qu'on est capable, puis qu'on est capable de gagner en ayant ces contacts-là, puis créer la confiance avec les gens, fait que ça j'ai vraiment trippé. (Candidate G 2023)

Ce travail ne s'arrêtait bien évidemment pas à la fin de l'investiture, mais continuait pendant toute la campagne électorale, où s'ajoutaient entre autres des entrevues avec les médias, des rencontres avec les organismes locaux. Son expérience de campagne électorale a duré cinq ou six mois en incluant sa campagne d'investiture, contrairement à d'autres candidates qui ont principalement fait campagne à partir de la fin du mois d'août jusqu'au 3 octobre 2022.

Une seule autre candidate qui a participé à cette recherche a vécu le processus d'investiture, les autres candidates ayant été nommées par le parti, et elle a donc aussi eu une expérience de campagne électorale qui a duré plusieurs mois, plutôt que quelques semaines. Cette candidate a vécu une investiture intense d'autant plus qu'elle avait un jeune bébé qu'elle allaitait encore pendant tout le processus. Elle partait avec son poupon le matin, parfois sans accompagnement, pour faire du porte-à-porte pour faire signer des cartes de membre jusqu'à la campagne électorale où elle a pu commencer à le nourrir avec des céréales. Elle a pu se séparer de son poupon pendant de plus long laps de temps à partir de la campagne électorale, où elle pouvait aller à la rencontre des citoyen·ne·s en faisant confiance à son entourage rapproché pour s'en occuper.

Malgré tout, la longueur de leur implication dans la campagne électorale n'affectait pas le niveau d'intensité et d'énergie qui y étaient investis, comme le mentionne Candidate B : « J'étais exténuée, fatiguée. Et je devais continuer. Donc vraiment, c'était très dur, très en effort personnel, physique, mental. Vraiment fort, on donne tout pour tout dans, pendant un mois. » (Candidate B 2023)

Même si Candidate G travaillait pendant son investiture, lorsque la campagne électorale a été déclenchée, elle a concentré ses efforts à temps plein sur sa campagne, comme la majorité des candidates qui nous ont partagé leur expérience. Pour sa part, Candidate E n'a pas arrêté de travailler pendant la campagne électorale : « Je vous dis, c'était beaucoup d'organisation, beaucoup de de travail, beaucoup, beaucoup là. On travaillait, je pense que, en plus de mon travail encore en 5-6 h par jour, facile le week-end et tout. » (Candidate E 2023). Elle avait imaginé des méthodes qui lui permettaient, malgré tout, de mener à bien sa campagne électorale. Par exemple, elle avait créé une ligne téléphonique et une adresse courriel qui étaient inscrites sur des cartes d'affaires qu'elle laissait un peu partout.

Ah, c'était vraiment... J'étais épuisée. Tout, tout, tout le temps quelqu'un venait à la maison chercher des pancartes, faire des affaires. En tout cas, on répondait tout le temps au téléphone. J'avais un téléphone créé exprès pour ça. Donc partout où je laissais ma carte d'affaires, il y avait un numéro de téléphone, il y avait un e-mail et tout ça. Le monde m'appelait pour dire : « À tel endroit, ta pancarte est abîmée, il faut la remplacer » ou des choses comme ça. (Candidate E 2023)

Son équipe électorale et les citoyen·ne·s pouvaient la rejoindre en tout temps, malgré son emploi du temps chargé.

Candidate A était pour sa part candidate dans une circonscription où son parti avait très peu de chance de gagner et elle le savait, mais elle menait tout de même sa campagne comme si elle allait la gagner en faisant du porte-à-porte, des rencontres avec les organismes communautaires et même plus de cinq débats locaux.

Moi je passais mes journées dehors, je ne dormais pas pour... tu sais en étant dans une circonscription que je savais que je n'allais pas gagner, j'aurais pu rester puis dormir... Mais je sortais tous les jours, j'allais rencontrer des gens de la circonscription, je faisais du porte-à-porte, j'allais dans les associations, j'allais dans les organismes communautaires, j'allais rencontrer les gens et discuter. (Candidate A 2023)

Elle s'est impliquée sans relâche jusqu'à la fin, sans abandonner, et sans s'accorder beaucoup de repos. Avec du recul, elle qualifie sa campagne électorale comme étant la pire expérience de sa vie et qu'elle ne le referait jamais dans des circonstances similaires.

Candidate F a adopté une attitude assez similaire à Candidate A où elle a choisi de faire une multitude de rencontre avec les organismes communautaires, en plus de son porte-à-porte et elle effectuait un travail complet pour préparer chacune de celles-ci.

J'étais partout à la fois, à tous ces moments-là... et toutes ces rencontres-là, il fallait que je les prépare. Quand j'arrive à voir un organisme communautaire, il faut que je sache c'est quoi qu'ils font, c'est quoi leur place dans la Communauté. Donc ça nécessite un moment de recherche de dire : « OK bien dans la plateforme électorale, voici ce qui les rejoindrait le plus. » Donc quand eux ils vont me faire leur pitch, moi, je peux leur revenir avec ce pitch-là et cetera. (Candidate F 2023)

Candidate F est allée jusqu'à négliger ses besoins primaires, comme le sommeil et l'alimentation, pour la préparation de sa campagne. En effet, elle travaillait souvent à la préparation de ses rencontres et à la pratique de ses discussions jusqu'à 2h du matin, sans nécessairement avoir soupiré puisqu'elle avait une rencontre en soirée.

J'avais quand même besoin d'un support quand j'étais à la maison. Tu sais, je pouvais littéralement pas me préparer à manger parce que j'avais une autre rencontre à 19h le soir, puis après ça on revient, puis il faut que je me pratique jusqu'à comme 2h du matin. (Candidate F 2023)

Une autre candidate a aussi, pendant une certaine période de sa campagne, choisi de repousser les limites de son corps alors qu'elle avait attrapé la COVID et qu'elle ne pouvait pas quitter son appartement. Elle se fâchait contre son équipe de campagne électorale parce qu'elle souhaitait continuer à aller faire du travail sur le terrain. Son équipe lui envoyait des listes d'appels qu'elle pouvait faire de la maison et quand elle les terminait, lui disait d'aller se coucher au lieu de lui en

donner davantage pour la forcer à se reposer. Malgré tout, elle demandait toujours plus de listes d'appels pour pouvoir continuer à mener sa campagne.

Contrôle de l'image et du discours

En exerçant un contrôle sur ce qu'elles présentaient à la population, les candidates pouvaient limiter les possibilités d'attaques de gens qui cherchent à les décrédibiliser. Tel que mentionné précédemment, Candidate D avait reçu plusieurs messages inappropriés sur ses réseaux sociaux lors de sa campagne précédente et sa solution avait été de les abandonner complètement, de manière à réduire sa visibilité et ainsi attirer moins d'attention indésirable. Elle a malgré tout pris la décision d'y revenir pour sa campagne de 2022 puisqu'elle sait que c'est devenu un outil important pour la diffusion d'informations.

Pour sa part, Candidate H qui n'avait jamais vraiment utilisé les réseaux sociaux avant de se lancer en politique, s'est créés des comptes de manière à pouvoir mettre de l'avant ses activités et ses positions. Elle a pris le contrôle d'une partie de son image publique en choisissant ce qu'elle mettait de l'avant et comment elle souhaitait s'exprimer.

C'est parce que moi je n'ai jamais été sur les réseaux sociaux, sauf LinkedIn avant de devenir députée. Moi je n'avais même pas de Facebook. Je l'ai ouvert en 2017, sachant que peut-être j'allais me représenter et c'est tout. Je n'ai jamais, jamais été là-dessus. Je me rappelle quand ça a commencé. Tout le monde me disait : « il faut que tu ailles là-dessus ». Ça ne m'intéressait pas, mais O, alors que moi j'adore les réseaux sociaux comme outil de travail pour promouvoir ce que je fais maintenant. Je suis même celle qui en fait le plus je pense, même si c'est moi qui m'en occupe. J'adore Instagram et tout ça, mais faire des choses personnelles sur ma vie personnelle, ça n'a jamais été ma force. Je ne le fais presque jamais, très rarement... (Candidate H 2023)

Elle a aussi pris la décision de ne pas publier fréquemment sur sa vie personnelle, utilisant seulement les réseaux sociaux comme outil politique.

Je me dis parce que j'essaie d'être le plus politique possible. Il y en a qui vont trouver que c'est plate, mais moi j'essaie d'être le plus politique fait que je mets pas mon entourage... Je mets toujours mon personnage de députée, je ne mets pas ma personnalité parce que je ne l'ai jamais fait. Pis ce n'est pas un besoin que j'ai. Même que ça m'agace quand j'en vois qui le font. (Candidate H 2023)

C'est une réflexion qu'a aussi eue Candidate G en ce qui concerne l'étendue de ce qu'elle accepterait de partager sur son parcours et celui de sa famille. En effet, elle souhaitait faire part de son parcours migratoire et familial pour que les gens comprennent les barrières qu'elle avait surmontées. Candidate G devait toutefois trouver un équilibre pour protéger sa famille puisqu'elle a vécu des périodes plus difficiles qu'elle préfère garder privées et à l'abri des jugements de la population et des journalistes.

La différence comme source de soutien

Malgré les barrières présentées plus haut et les stratégies de légitimation développées par les candidates au fil de la campagne électorale, leurs différences ont aussi été une source de soutien de la part des personnes de la même origine qu'elles, des autres femmes racisées et, plus largement, de la communauté issue de l'immigration.

L'importance de la représentation politique

En effet, les personnes qui font partie de groupes minorisés en politique reconnaissent l'importance de la représentation politique et souhaitent ainsi l'encourager. En premier lieu, grâce à la présence accrue de femmes et de personnes racisées à l'Assemblée nationale et des progrès de manière générale dans la société, il devient possible aux représentant·e·s de groupes minorisés de parler d'enjeux qui les touchent précisément en campagne électorale et en fonction parlementaire, sans que ça devienne le seul enjeu dont il leur est possible de parler.

On peut parler un peu de son identité, sans que ça nous définisse dans l'espace public exclusivement. Puis ça, je pense que c'est la plus grande avancée qu'on ait d'avoir de la représentativité. Parce qu'à un moment donné on ne veut pas parler que de ça. Ça fait en sorte que les gens, le public en général, peuvent nous voir et nous percevoir dans toutes les facettes de qui nous sommes. (Candidate D 2023)

Les personnes sont libres de parler d'enjeux qui les touchent en tant que femmes racisées, comme le Mois de l'histoire des Noir·e·s ou encore l'accès à l'avortement, puis d'aller travailler sur leurs autres dossiers en économie, en travail, en culture, ou en santé.

La représentation politique au sein de l'Assemblée nationale a un impact symbolique qui s'ajoute à l'impact plus concret des voix diversifiées qui participent à l'écriture des lois. La fonction de parlementaire vient avec un certain prestige et une reconnaissance au sein de la société. Quand Candidate B a appris qu'elle était choisie pour être candidate pour son parti dans sa circonscription, elle était très émue.

Pour moi, c'était « Wow! » Je ne pensais jamais arriver à ce statut comme immigrante. Pour moi c'est très significatif. Déjà d'avoir mon bureau ici, d'avoir ma profession ici, j'étais émerveillée. J'ai failli me... [fait semblant de s'évanouir]. (Madame B 2023)

Il y a une fierté dans l'acte de représenter le peuple en tant que personne immigrante, particulièrement lorsqu'il y a de nouvelles avancées, comme l'élection et la nomination de Madame Champagne Jourdain, première femme autochtone dans les deux fonctions ou encore l'élection de Madame Zaga-Mendez, la première femme latino-américaine à faire son entrée à l'Assemblée nationale. Ces succès des candidates racisées et autochtones inspirent les autres femmes racisées et autochtones à s'impliquer en politique et démontrent qu'elles peuvent accéder à d'autres postes hauts placés dans la société québécoise.

Des jeunes femmes noires qui ont écouté mon débat sont venues me voir et une m'a dit: « Ça m'a fait plaisir de voir quelqu'un qui me ressemble en avant. » Et là dans ma tête, j'étais comme : « OK, même si je perds cette élection là... » C'est toujours ça qu'on veut... Lorsqu'on voit quelqu'un qui nous ressemble, ça nous donne l'impression que demain on peut faire la même chose aussi. Puis elle m'a dit: « Ah moi je veux être journaliste. J'ai toujours eu peur à cause de ma couleur de peau, mais en te voyant ici devant moi, j'ai pris une certaine confiance que je peux y arriver. » (Candidate A 2023)

Lorsque l'expérience des candidates racisées est grandement médiatisée et que ça ne se passe pas bien, ça peut toutefois avoir l'effet contraire et refroidir des candidatures potentielles qui ne veulent

plus s'impliquer de peur de vivre une expérience similaire. Selon Candidate D, c'est ce qui pourrait se passer suite à l'expérience de Dominique Anglade aux élections de 2022.

Il y a un ressac de façon générale, mais je sais que son expérience c'est sûr que ça a refroidi bien des gens. Dominique elle n'a pas eu une chefferie parfaite, personne n'a une chefferie parfaite. Il y a le plafond de verre, mais tu as la falaise de verre aussi puis c'était une crainte dès le départ que ce serait une falaise de verre, puis c'est un peu ce que c'est devenu pour Dominique. (Candidate D 2023)

Un autre risque associé à la représentation est que cela peut inspirer des personnes à se lancer avec de grands espoirs qui sont ensuite déçus lorsque les personnes réalisent qu'aucune mesure concrète n'a été prise pour favoriser leur participation.

Si Dominique [Anglade] arrive à devenir Vice-Première ministre, elle devient cheffe avec une énorme visibilité médiatique sur son rôle... Je sais qu'il y en a plein de jeunes femmes racisées à travers le Québec qui l'ont vue et qui ont fait : « Ah oui, WOW, comme, ça peut être moi aussi! » puis qui ont décidé de se lancer, qui sont devenues candidates qui ont fait cette expérience-là. [...] Puis je le sais qu'il y en a qui ont été déçues... Parce qu'elles se disent qu'elles ont été mises en arrière (Candidate D 2023)

C'est en effet une déception que plusieurs candidates ont partagée, expliquant qu'elles s'attendaient à ce que la présence de Dominique Anglade ait un réel impact sur leur campagne électorale en termes de soutien de la part du parti, mais puisqu'elle avait elle-même de la difficulté à recevoir l'appui de son propre parti, il était difficile pour elle de transformer les méthodes pour les autres.

De manière à favoriser l'implication des femmes racisées, Candidate H et Candidate D croient qu'il est nécessaire de prendre des actions concrètes. En effet, selon Candidate H, il faut que les partis politiques instaurent des mesures de discrimination positive plutôt que d'uniquement compter sur les aptitudes individuelles des potentielles candidates à surmonter les diverses barrières. Madame D croit de son côté qu'il serait aussi important pour les femmes d'avoir accès à une forme de mentorat de la part de personnes de la communauté qui sont déjà impliquées en politique, car c'est grâce à ce mentorat qu'elle s'est elle-même lancée en politique et y a pris son envol.

Le soutien reçu de la part de leur communauté

Ainsi, comme les personnes racisées saisissent bien l'importance de la représentation politique, les candidates racisées ont pu bénéficier d'un effet de solidarité de la part de leur communauté. Particulièrement dans des circonscriptions majoritairement peuplées de personnes issues de l'immigration, les candidates ont remarqué cet engouement pour leur candidature.

Tu sais, le fait qu'ici on a souvent eu des femmes, ça fait longtemps qu'on a des femmes qui sont élues dans la circonscription, mais on n'avait jamais eu de femme racisée comme élue. Puis moi, j'avais une énorme, une belle réception. C'est pour ça que les gens issus des différentes communautés qui voyaient ça, qui disaient : « OK, on n'en a jamais eu. » C'est sûr que ça suscitait un grand enthousiasme. Je le voyais, les gens voulaient encourager la représentativité. C'était super, super important pour eux. (Candidate D 2023)

Les candidates pouvaient aussi mettre de l'avant le caractère novateur de leur présence en politique pour capitaliser sur l'aspect positif de leur différence.

Chaque fois que je les croise, j'ai l'occasion de créer ces dialogues, de créer des ponts avec toutes les communautés immigrantes, parce qu'il n'y a jamais eu une personne immigrante qui a représenté la circonscription dans l'histoire du Québec. Donc il y avait vraiment ce lien qui se créait toujours. (Candidate G 2023)

Toutefois, la solidarité semblait avoir ses limites pour une candidate dans une circonscription en banlieue de Montréal. En effet, elle avait approché des personnes de la communauté noire pour qu'elles lui accordent une certaine visibilité, mais ces dernières avaient refusé.

Même par exemple des personnes de la communauté noire qui étaient connues sur les réseaux, ils ne voulaient pas nous donner de plateforme parce qu'ils disaient qu'ils ne voulaient pas s'affilier à un parti, puis moi je leur répondais : « Tu n'as pas besoin de t'affilier avec moi, tu peux me donner une plateforme, puis après ça, aller voir tous les autres candidats pour leur donner la plateforme aussi. C'est juste que moi je suis la personne qui a reach out en premier. » C'est pas mal ça là. Finalement ça a comme pas eu lieu parce qu'ils disaient la même chose, ils ne voulaient pas s'affilier avec un parti. (Candidate F 2023)

Malgré tout, les candidates pouvaient toutes compter sur le soutien de leur famille, de leurs ami·e·s et de leurs proches, que ce soit simplement une présence aux événements organisés ou une prise d'action dans les activités quotidiennes de la campagne électorale. Pour une candidate, sa famille a aussi pu lui libérer les bras en s'occupant de son bébé régulièrement.

Ma famille a définitivement aidé pour garder le bébé... Parce que tu sais elle était à environ 10 minutes à peine du local électoral, peut-être un petit peu plus loin. Alors ça, c'était génial d'avoir

beaucoup de famille, puis en plus de la famille qui habite pas loin. Tu sais, pas dans la circonscription, mais juste à côté, ça aide. (Candidate D 2023)

Deux autres candidates étaient même retournées habiter chez leurs parents pour limiter leurs dépenses et pour avoir un soutien au niveau des tâches quotidiennes comme les repas et le lavage.

Fait que ça faisait que on, on dormait là mon, mon conjoint et moi, je te dirais comme 3-4h par nuit, donc à un moment donné, on, on, on voyait aussi que d'habiter à Montréal c'était comme plus faisable, fait qu'on est retourné chez mes parents pendant tout le, le déroulement de la campagne et on se disait que ça allait peut-être aussi être plus facile parce que on avait, on n'avait pas le temps de se préparer à souper, pas le temps de se préparer à dîner, rien. (Candidate F 2023)

Cette présence pouvait toutefois aussi être une source de conflit, si le soutien offert des personnes de leur entourage n'était pas à la hauteur de leurs attentes.

On a été un peu laissées à nous-mêmes là-dedans. Tantôt, je te parlais de mon entourage qui avait été là pendant la soirée de lancement, je pensais que ça allait suivre, puis finalement ça a pas suivi du côté familial. Ce sont vraiment plus mes amis qui m'ont aidée. Pour ma famille, ils étaient très absents. C'est sûr, ça a créé genre des conflits parce que ma famille et moi on est très proches à la base... (Candidate F 2023)

Ce soutien de leur famille venait même pour plusieurs candidates malgré un désaccord avec leur parti d'affiliation : « Même mes enfants ils m'ont dit, et c'est ça... Ils m'ont dit, je ne veux pas voter pour le parti maman. Si je vote, c'est pour toi, mais pas pour le parti. Et beaucoup de mes amis aussi. » (Candidate B 2023) Ce soutien s'élargissait à l'extérieur de leur cercle rapproché où des personnes acceptaient de les aider, de signer pour leur cahier de candidature officielle ou allaient même jusqu'à voter pour elles, grâce à leur identité de femme racisée.

Je me rappellerai toujours, à un moment donné, il y avait une femme âgée qui était avec sa fille. Puis sa fille, elle m'a carrément dit : « oui, moi je suis d'un autre parti, mais je vais voter pour toi parce que je trouve ça beau une femme de ton âge. Tu es jeune, tu te présentes, c'est beaucoup de travail, ce n'est pas facile. » Puis sa mère n'arrêtait pas de l'insulter puis de lui dire des trucs. Puis elle lui disait : « Signe maman. C'est pour la soutenir et c'est ça que je n'aime pas dans nos dans nos populations à nous, on ne se soutient pas assez entre nous. Signe, signe! » Puis sa mère elle a signé, mais en disant plein de gros mots, mais elle a signé. (Candidate C 2023)

Toutefois, ce soutien avait aussi ses limites. Même si les personnes étaient prêtes à la supporter avec leur signature ou leur vote, elles n'étaient pas prêtes à investir leur temps bénévolement pour l'aider à gagner, ce qui rendait sa campagne électorale très solitaire.

C'était très très, très difficile parce que les gens me disaient : « Non, on vient te soutenir, mais on ne veut pas travailler pour ton parti ». Je disais : « Vous ne travaillez pas pour le parti, vous travaillez pour moi. Et moi, j'ai besoin de ça pour pouvoir être élue, pour pouvoir vous défendre. Quand bien même que vous n'allez pas prendre pour le parti, moi je vais être là pour vous défendre et défendre vos intérêts. » (Candidate C 2023)

Conclusion

En lisant tous ces extraits, nous pouvons nous poser cette question : « pourquoi ces candidates ont vécu toutes ces situations inconfortables et ces difficultés? » Nous avons abordé dans la première partie du chapitre comment les candidates étaient souvent perçues comme moins compétentes, moins intelligentes, moins crédibles, qu'elles étaient parfois sexualisées et fétichisées ainsi que critiquées sur leur manière de s'exprimer et de se présenter. En faisant des liens avec la littérature scientifique mobilisée dans la problématique, on peut attribuer ces tendances à leur différence de l'*homo politicus* au Québec, qui est traditionnellement un homme blanc d'un certain âge (Norris et Lovenduski 1989). En tant que jeunes femmes racisées, plusieurs des candidates qui ont partagé leurs expériences se distinguent beaucoup de la norme et étaient donc systématiquement jugées en fonction de stéréotypes et considérées comme de moins bonnes candidatures, tel que présenté dans la revue de la littérature. Bien qu'elles répondaient à d'autres normes des politiciens blancs, comme un haut niveau d'éducation ou des qualités interpersonnelles, elles devaient adopter plusieurs stratégies pour prouver qu'elles méritaient d'être considérées comme une candidate compétente pour le poste. Elles devaient, entre autres trouver leur chemin pour à la fois obéir aux normes masculines blanches pour prouver leur compétence, tout en respectant les codes de la féminité pour ne pas se faire trop critiquer (Pilote et Montreuil 2021) Elles ont vécu des expériences de racisme, de sexisme et d'âgisme au sein du champ politique québécois.

L'expérience permet d'avoir des relations de confiance préexistantes avec le personnel du parti, mais aussi d'apprendre les normes qui permettent de rendre l'expérience plus positive. En effet,

une des candidates exprimait que certains commentaires ne l'affectaient plus autant, parce qu'elle avait pu se bâtir une endurance. Une autre expliquait que ça lui avait permis d'apprendre ce qui était adéquat à dire à des journalistes et à s'habituer à le faire sans que ça provoque la même anxiété qu'au départ. Grâce à leur expérience, elles ont ainsi appris à intégrer les normes du champ politique québécois et à surmonter les défis rattachés à leur différence. On peut dire que c'est entre autres à travers une connaissance des normes du champ et de son fonctionnement qu'elles ont pu s'adapter et atteindre leur objectif de devenir députée.

Chapitre 2 : La discrimination institutionnalisée au sein des partis politiques

En principe, pour pouvoir se présenter en politique en tant que candidat·e au Québec, aucune barrière d'éligibilité n'empêche les gens de le faire autre que d'avoir la citoyenneté canadienne et de résider sur le territoire du Québec. Les personnes qui souhaitent déposer leur candidature pour devenir un·e représentant·e du peuple peuvent soit le faire en tant que candidature indépendante ou au sein d'un parti politique. Beaucoup de personnes choisissent cette dernière option, puisqu'elle offre une visibilité et une légitimité supplémentaire, en plus d'un encadrement et d'un soutien pendant la campagne électorale. Toutefois, cela signifie aussi que le parti politique choisit les individus qui porteront ses couleurs et a un certain contrôle sur ce que ces individus font pendant la campagne pour s'assurer qu'ils respectent les valeurs et les positions du parti. Les partis politiques deviennent un filtre qui limite l'implication et la liberté d'expression des personnes candidates aux élections.

Dans ce chapitre, nous analysons en premier lieu comment les partis politiques effectuent ce recrutement de candidatures et comment ce processus a été vécu par les candidates racisées du Grand Montréal. Un élément important qui ressort des données des entretiens est le sentiment fréquent d'avoir été instrumentalisées et d'avoir mené une campagne électorale dans des circonscriptions non-compétitives. Leur expérience rejoint les conclusions d'une étude réalisée par Lapointe, Ferland et Bergeron (2024) sur les élections canadiennes de 2015 à 2021 qui démontre que les candidatures féminines et racisées sont encore utilisées comme des candidatures poteaux par les partis principaux au palier fédéral. Les récits des candidates nous permettent de comprendre comment les candidates ont vécu cette barrière à leur implication politique. Ensuite, nous

aborderons comment les dynamiques internes du parti ont affecté leur expérience de campagne électorale. Plus précisément, nous aborderons l'allocation des circonscriptions ainsi que les pratiques d'allocation des ressources financières, matérielles et humaines des partis politiques entre les candidat·e·s.

Le recrutement

Il a été choisi de se pencher uniquement sur les candidatures au sein des partis politiques puisque c'était un élément fréquemment abordé dans la littérature comme source d'inégalités (Tremblay 2005; Hawkesworth 2016; Moisés 2016). Toutes les candidates avec qui nous avons discuté sont passées à travers une première barrière d'accès au champ politique, soit le recrutement et la nomination par le parti de leur choix. Les candidates avaient l'option de mener leur campagne électorale de manière indépendante et d'ainsi éviter cette barrière, mais l'appartenance à un parti politique vient avec des avantages non-négligeables. En effet, le parti politique procure une crédibilité aux yeux des médias et de la population, des ressources ainsi qu'une certaine structure organisationnelle. Le parti politique fournit également une plateforme électorale complète qui a déjà été réfléchi et à laquelle elles n'avaient qu'à ajouter leur touche personnelle.

Les partis politiques ont le loisir de choisir les personnes qui les représenteront dans chaque circonscription en fonction de leurs critères. Selon la théorie de Bourdieu telle que comprise par Dulong (2020), les partis politiques ont ainsi le loisir de déterminer les sortes de capitaux qui peuvent être reconvertis en politique en imposant des conditions d'entrée. Cela signifie que ce sont les partis politiques qui ont le dernier mot, mais le vent peut tourner en faveur des personnes qui souhaitent être candidates si le parti jouit d'une mauvaise réputation. En effet, cela crée un contexte

dans lequel le parti a moins de candidatures parmi lesquelles choisir. Les partis politiques peuvent même se retrouver dans une situation où ils cherchent désespérément des candidatures puisqu'ils ont avantage à présenter des personnes candidates dans les 125 circonscriptions à cause des règles internes de financement du Directeur général des élections du Québec (DGEQ). En effet, si les partis politiques présentent des candidatures dans toutes les circonscriptions, le pourcentage de leurs dépenses électorales qui sont remboursées est plus élevé.

On observe deux types d'expériences différentes au sein de l'échantillon des candidates interviewées en ce qui concerne l'entrée dans le champ de la politique, soit celles qui ont approché le parti pour être candidates et celles qui ont été recrutées par celui-ci. Une première candidate a contacté le parti politique qui correspondait à ses idéaux en lui transmettant son curriculum vitae. Elle a ensuite eu une entrevue avec un·e représentant·e du parti et a été choisie parmi trois autres personnes pour le représenter dans sa circonscription de résidence. Une autre s'est pour sa part portée candidate dans le processus d'investiture et a été choisie par les membres de son parti politique au sein de sa circonscription, après avoir fait une première campagne pour celui-ci dans le passé.

Parmi les candidates qui se sont fait recruter, plusieurs se sont fait contacter par une connaissance, généralement une autre personne racisée. Dans l'un des partis, les candidates faisaient ensuite une entrevue avec des représentant·e·s du parti et remplissaient un long questionnaire. Lors de son entrevue, une des candidates de ce parti expliquait s'être fait poser plusieurs questions sur son opinion sur la Loi sur la laïcité de l'État, soit la loi sur le port de signes religieux qui avait été adoptée quelques années plus tôt. Elle avait répondu ne pas être très informée sur celle-ci, qu'elle

pouvait lire sur le sujet et leur revenir plus tard avec une réponse réfléchie. Les représentant·e·s du parti n'avait pas apprécié sa réponse, croyant qu'elle cherchait à éviter la question et à ne pas se positionner sur cet enjeu qui avait été la source de grands remous au sein du Québec et avait même fait des vagues dans le reste du Canada. On peut se questionner sur les motivations du parti à insister autant sur la position de la candidate sur cette loi, alors qu'elle-même ne porte aucun signe religieux. On peut aussi se demander si cette même lignée de questions a été posée aux personnes blanches qui tentaient d'être candidates à Montréal.

En somme, lorsqu'on détaille la portion du recrutement, les candidates semblent avoir eu une expérience sans grandes embûches pouvant être liées à leur identité, mis à part les questions reçues par une candidate sur la Loi sur la laïcité de l'État, et ce, peu importe si elles se sont portées volontaires ou si elles ont été contactées par le parti. Elles ont réussi à passer à travers la première barrière pour s'impliquer en tant que candidates sans trop de difficultés.

L'incidence de Dominique Anglade sur le recrutement

Il est aussi important de souligner l'historicité des élections de 2022 qui ont été marquées par l'arrivée de Dominique Anglade, une femme noire d'origine haïtienne, à la tête du Parti libéral. Il émerge du terrain que son arrivée en politique et à la chefferie a eu un impact significatif sur l'expérience des candidates de son parti autant à l'étape du recrutement que pendant la campagne électorale.

C'était la première fois qu'une femme était cheffe du Parti libéral, mais aussi la première fois qu'une personne racisée était aspirante première ministre. Nous aurions pu croire que Dominique

Anglade avait brisé le plafond de verre pour les femmes racisées au poste de la chefferie, mais selon Candidate D, c'est plutôt devenu une falaise de verre qui a éclaté sous ses pieds.

Il y a un ressac de façon générale, mais je sais que son expérience, c'est sûr que ça a refroidi bien des gens. Madame Anglade elle n'a pas eu une chefferie parfaite puis personne a une chefferie parfaite. C'est un peu ce que je disais tantôt. Si tu fais ce projet-là, tu dois connaître le plafond de verre, mais t'as la falaise de verre aussi... C'était une crainte dès le départ que ce serait une falaise de verre pour elle, puis c'est un peu ce que c'est devenu. (Candidate D 2023)

Anglade s'est lancée dans la course à la chefferie alors que peu de personnes étaient intéressées par le poste puisque le parti traversait une période de grandes remises en question difficiles. Finalement, un seul autre candidat a déposé sa candidature, mais l'a retirée un peu moins de six mois plus tard. Dominique Anglade a donc été nommée à la chefferie du Parti libéral du Québec par acclamation.

Malgré l'engouement d'une partie du Québec pour la nouvelle cheffe, une autre partie de la population, des médias et même de l'intérieur de son parti n'était pas du tout convaincue qu'elle était la bonne personne pour succéder à M. Couillard.

Le pire, c'était à l'intérieur du parti. Si c'était seulement de l'extérieur, tu pouvais dire : « OK, bon, c'est les journalistes », mais ça se nourrissait même à l'interne. Il y avait une sorte de boycottage, de tout ce qu'elle faisait même à l'interne en fait. (Candidate A 2023)

Selon plusieurs candidates interviewées, Madame Anglade subissait non seulement la critique dans les médias, mais aussi une vague de boycottage de tout ce qu'elle faisait au sein de son parti, ce qui lui rendait la tâche de mettre son parti de l'avant difficile. La présence d'Anglade avait également des répercussions négatives sur le recrutement, puisque plusieurs personnes qui se présentaient habituellement ne l'ont pas fait, selon des candidates de son parti. Toutefois, il y a aussi eu des répercussions positives sur le recrutement, puisque plus de femmes racisées étaient prêtes à se porter volontaires, inspirées par l'ascension historique d'une femme noire à la chefferie d'un grand parti politique au Québec. Malheureusement, ces dernières ont majoritairement perdu

leurs élections, ce qui a créé le sentiment d'avoir été instrumentalisée chez plusieurs candidates. Ce sentiment était également partagé par des candidates d'autres partis qui, elles aussi, avaient l'impression d'avoir été recrutées pour être des candidates-poteaux et se sentaient instrumentalisées dans le seul objectif d'atteindre les 125 candidatures de leur parti.

Candidate F exprimait avoir été consciente que le parti qui la recrutait vivait des difficultés et que c'est à cause de ce contexte particulier qu'autant de femmes racisées étaient candidates à ses côtés.

Dans un certain sens, je me disais aussi que le milieu politique québécois n'est pas aussi diversifié. Donc si on est aussi diversifié parmi les candidatures, ce n'est pas parce que les Caucasiens ont laissé leur place. En fait, c'est parce qu'ils ne voulaient pas faire partie du bateau. C'est difficile à dire pour le parti, mais à la fin, ils cherchaient des candidats partout. C'était eux qui allaient vers les gens pour trouver des candidats. Je pense que s'ils n'avaient pas eu à faire ça, on n'aurait pas eu le même portrait. (Candidate F 2023)

Selon elle, c'est en raison du refus de s'impliquer des personnes blanches dans un parti en baisse de popularité qu'autant de femmes racisées ont pu être candidates. Selon cette interviewée, le Parti libéral s'est donc tourné, entre autres, vers de jeunes femmes noires sans expérience qui accepteraient de vivre une campagne électorale dans ces conditions. De plus, puisque le parti était désespéré, plusieurs personnes, dont Candidate F, ont été recrutées à la dernière minute.

Ça a été assez dur par contre d'être annoncée tard dans la précampagne parce qu'il y a des gens qui faisaient campagne depuis avril, parce qu'ils avaient été nommés vraiment, vraiment plus tôt. (Candidate F 2023)

Les candidates ont perdu un temps précieux de préparation pour leur campagne électorale à cause d'un recrutement tardif, causé par les difficultés de recrutement du parti, ce qui sous-entend qu'elles n'étaient pas les premiers choix. Elles ont aussi manqué l'événement de réseautage avec les autres personnes candidates et n'avaient pas l'occasion de créer des liens avec celles-ci et possiblement profiter de leur expertise et de leur support.

Les femmes racisées, en soi, on ne se connaissait pas tant parce qu'il n'y avait pas vraiment eu d'événements... Il y a eu un lac-à-l'épaule, mais c'était vraiment plus tôt avant que la campagne soit lancée. Il l'y en a beaucoup d'entre nous qui avaient été confirmées comme

à la dernière minute, donc on n'a pas pu bénéficier de ce moment-là où tout le monde a créé des connexions avec les autres personnes du parti. (Candidate F 2023)

Initiative de discrimination positive

L'un des partis politiques avait, pour sa part, un comité interne qui se chargeait de recruter des candidatures diversifiées. En effet, ce parti s'assurait que même les candidatures aux investitures étaient représentatives de la population, que ce soit en termes de genre, de diversité ethnique, de race ou encore de diversité d'orientation sexuelle. Candidate G travaillait à ce moment au sein de ce parti à recruter des personnes candidates et elle a été sollicitée par une des personnes à la direction du parti pour se présenter dans une circonscription clé.

La course avait commencé à la fin mars si je m'en souviens bien. C'était quand même drôle parce que je me chargeais de recruter d'autres candidates, mais je n'avais jamais pensé à moi. C'est quelqu'un dans la direction du parti, une autre femme qui m'a dit : « Tu es pas mal le profil qu'on cherche ». Moi, je recrutais quelqu'un de racisé qui avait de l'expérience dans mon domaine et elle m'a dit : « C'est un peu toi ». (Candidate G 2023)

Une autre femme racisée de ce même parti avait été approchée par le parti à la suite de la démission d'une ancienne personne députée pour qu'elle la remplace dans sa circonscription. Après plusieurs campagnes électorales dans d'autres circonscriptions, elle s'est présentée à l'investiture à cet endroit et personne n'a contesté le choix du parti.

Peut-être que je vis du racisme, puis je ne le vois pas, mais moi je ne le vois pas pour vrai. Si je suis aujourd'hui députée, c'est parce que je suis une femme qui vient d'ailleurs, parce que notre parti a fait de la discrimination positive qui voulait avoir une femme issue des minorités. (Candidate H 2023)

Pour Candidate H, son identité a été un point positif dans sa carrière en politique, ce qui lui a permis d'accéder plus facilement à la candidature dans une bonne circonscription et de devenir députée grâce à la discrimination positive au sein de son parti.

Les motivations de recrutement des personnes racisées et des femmes

Avec la montée de l'attention accordée au féminisme et à l'importance de la parité en politique, les médias se sont mis à produire des données sur les candidatures de chaque parti. Ils publient des

résumés, plus ou moins étoffés, des statistiques du nombre de candidatures féminines, de l'âge moyen, des candidatures des minorités visibles et du niveau d'éducation. La possibilité de gagner du capital social grâce à des candidatures diversifiées est donc apparue. Certains partis qui étaient traditionnellement moins inclusifs ont ainsi commencé à recruter davantage de femmes et de personnes racisées comme candidates. La première barrière d'entrée dans un parti politique a été partiellement retirée, bien que cela ne signifie pas que les personnes traditionnellement marginalisées sont maintenant incluses au même titre que les candidatures d'hommes blancs.

Dynamiques internes des partis

Les partis politiques se sont mis à recruter ou à accepter davantage de candidatures de femmes ou de personnes racisées, mais plusieurs semblent l'avoir fait de manière superficielle. En effet, ces derniers ont développé d'autres moyens pour que ces candidatures ne soient pas élues et ne deviennent pas des personnes importantes dans leur parti. Parmi ces moyens, on retrouve des stratégies d'allocation des circonscriptions ainsi que l'allocation des ressources financières, matérielles et humaines.

Allocation des circonscriptions comme outil d'exclusion

Une fois que les candidates racisées étaient recrutées, il ne restait qu'à décider dans quelles circonscriptions ces dernières mèneraient leur campagne électorale. Selon plusieurs interviewées, c'est à cette étape de leur campagne électorale qu'elles ont ressenti une première discrimination. On remarque que les partis politiques ont profité de cette étape pour exclure les candidatures auxquelles ils accordaient moins de valeur en les présentant dans des circonscriptions où les chances de gagner étaient nulles ou très basses.

Par exemple, Candidate C souhaitait se présenter dans la circonscription où elle habite avec sa famille, mais le parti a refusé et lui a plutôt proposé une circonscription qui n'avait aucune chance de victoire, contrairement à celle qu'elle souhaitait.

Ils m'ont dit : « on va te garder, on aime bien ton dossier, mais ce ne sera pas pour ta circonscription de résidence ». Je pense que c'est la première discrimination que j'ai vécue., parce que moi... que tu ne me donnes pas ma circonscription de résidence, c'est correct, ça passe à la limite, mais ils m'ont dit : « on va te donner une autre circonscription qui est très immigrante. » Je leur ai dit : « je n'ai jamais évolué dans cette circonscription, je n'ai pas grandi là-bas. Vous me prenez pour cette circonscription parce que je la représente selon vous. » (Candidate C 2023)

Elle avait l'impression que c'était à cause de la couleur de sa peau qu'elle se faisait attribuer une circonscription habitée majoritairement par des personnes racisées où, en plus, leur parti n'était pas populaire. Lorsqu'elle avait été présentée avec d'autres candidates, un journaliste avait mentionné cette idée que toutes les femmes racisées avaient été présentées dans des circonscriptions peu compétitives : « Ma circonscription, pour eux, c'était perdu d'avance, comme l'avait dit le journaliste quand nos nominations ont été annoncées. Ils nous ont mis dans les circonscriptions où ils savaient que ça allait être perdu d'avance, mais bon... » (Candidate C 2023)

C'était un sentiment partagé par plusieurs des candidates qui expliquaient avoir eu cette impression de mener des campagnes dans des circonscriptions sans aucune chance de réussite.

Vers le milieu de la campagne, c'est un peu comme ça que je me sentais à me dire : « est-ce qu'on est autant de personnes racisées et de femmes racisées parce qu'ils savaient qu'ils n'avaient aucune chance de gagner dans ces circonscriptions-là ? (Candidate F 2023)

Candidate B exprimait non seulement s'être sentie utilisée par son parti qui ne l'aidait pas à mener sa campagne dans sa circonscription pour gagner des appuis à long terme, mais en plus qu'elle avait l'impression que son parti ne voulait pas qu'elle gagne et travaillait activement contre elle.

J'ai dit écoute, on va continuer, on va faire ce qu'on peut faire parce qu'eux, ils ne vont pas nous supporter, c'est évident. Ils ne veulent pas qu'on gagne. Ils nous ont utilisées. C'est à la fin qu'on s'en est rendu compte, mais j'ai dit : « Je vais faire de mon mieux. Je veux faire tout ce que je peux faire moi-même pour gagner ou pour au moins bien m'en sortir. (Candidate B 2023)

Malgré ce sentiment d'instrumentalisation, la candidate ne souhaitait pas abandonner sa campagne électorale et voulait terminer ce qu'elle avait commencé parce qu'elle croyait au programme et aux valeurs du parti et qu'elle souhaitait terminer son expérience la tête haute.

L'incidence du portrait démographique de la circonscription

Le portrait démographique des circonscriptions joue également un rôle dans le choix de la personne qui y représentera le parti et il pouvait avoir une incidence significative sur leur campagne électorale. Candidate D, qui a traversé une investiture avant de pouvoir être nommée candidate dans sa circonscription, exprimait son incompréhension à l'égard de son parti politique qui n'avait pas pris la décision de nommer directement une personne racisée alors que c'est une circonscription avec une grande proportion de personnes racisées.

Comment ça se fait qu'au parti on ne se dise pas qu'on est capable, qu'on n'est pas rendu là dans la circonscription et qu'on hésite? On se dit : « Oh non! On ne peut pas... » Tandis que tous les autres partis ou presque ont juste nommé quelqu'un issu de la diversité. (Candidate D 2023)

Tous les autres partis avaient décidé que ça pouvait valoir la peine de nommer directement une personne racisée au lieu de présenter une personne blanche dans cette circonscription avec un haut taux de personnes immigrantes. Être une candidate racisée dans une circonscription avec un haut taux de personnes issues de l'immigration peut être un avantage pour bénéficier d'une solidarité intragroupe et ainsi augmenter les chances de victoire de son parti (Minani Passy et Gueye 2020).

Toutefois, cela peut également représenter un défi supplémentaire de mener une campagne dans cette circonscription. En effet, puisqu'il faut le statut de citoyenneté pour participer aux élections et au processus d'investiture au Québec et que beaucoup de personnes au sein de ces circonscriptions ne l'ont pas encore obtenu, elles ne pouvaient agir à titre de signataires pour appuyer les candidates. Cependant, puisque ces personnes ne connaissaient pas nécessairement le

fonctionnement du système politique québécois, elles signaient tout de même pour supporter les candidatures des personnes qui le leur demandaient. Les candidates se faisaient ensuite refuser leur cahier de candidature et devaient retourner sur le terrain pour récolter les signatures de personnes citoyennes, ce qui pouvait allonger significativement le processus.

J'abordais beaucoup d'étrangers, beaucoup de personnes racisées pour qu'ils signent pour moi. Ça a été très facile d'avoir mes signatures. Quand j'ai remis les 100 signatures dont j'avais besoin, j'en avais ramassé un peu plus, à peu près 125. Il y en a beaucoup qui ont été éliminées, qui n'ont pas été acceptées parce que la personne n'avait pas le droit de vote. Soit elle n'était ni Canadienne ni immigrante reçue, soit elle n'habitait pas dans la circonscription puisqu'il fallait que ce soit des gens qui habitent dans la circonscription qui signent pour moi. J'ai donc eu à faire cet exercice à 3 ou 4 reprises. (Candidate C 2023)

Candidate C a fini par réussir à obtenir ses signatures grâce à sa directrice des élections locales qui lui a indiqué une rue de la circonscription habitée principalement par des personnes qui ont leur statut de citoyenneté canadienne qu'elle connaissait et qui pouvait combler son manque de signatures valides.

Dans une circonscription de banlieue majoritairement blanche, Candidate F a rencontré un enjeu différent où elle devait, en tant que femme noire, convaincre non seulement de la validité de sa propre candidature, mais aussi de celle de sa cheffe qui était aussi noire.

Ce qu'on peut comprendre, c'est que finalement, la plupart des personnes racisées ont été mises à l'extérieur de Montréal, dans des circonscriptions qui n'étaient pas en majorité... comment dire... diverses. Et ça fait en sorte que, bien évidemment, quand tu mets une femme noire en banlieue, quelque part qui est Bloquiste, Caquiste puis Péquiste. Avec une cheffe qui est noire aussi, ce n'est pas... c'est ça. (Candidate F 2023)

Cette dernière s'inquiétait aussi du soutien d'autres personnes racisées dans son travail terrain qui, bien que positif et aidant, pourrait aussi nuire à sa campagne.

C'est sûr que c'est quelque chose que je me posais souvent de me dire, genre, est-ce que ça a un impact le fait que, comme la majorité de mon équipe, c'est des personnes noires, puis que les gens vont genre... on dirait que je ne me donne pas de chance à ce que la personne voit une personne blanche qui supporte une personne noire qui vient frapper à sa porte. (Candidate F 2023)

C'est une inquiétude qui l'habitait à chaque fois qu'elle sortait avec son équipe pour aller vers les gens. Pour sa part, Candidate E a développé une stratégie pour utiliser à son avantage le fait que

les gens ont tendance à se sentir en confiance avec des gens qui leur ressemblent. En effet, elle avait créé un outil avec son conjoint qui leur permettait de catégoriser les quartiers en fonction des origines des personnes qui y habitaient et elle allait ensuite faire du porte-à-porte avec un·e bénévole de cette origine.

Aussi, vu que j'avais la liste électorale et tout, on avait séparé tous les quartiers, les rues... Mon conjoint avait fait un programme pour savoir par exemple ils sont situés où exactement les électeurs chinois, les électeurs de l'Europe de l'Est, tout ça selon leurs noms. Ça a été fait et ça a très bien fonctionné parce que quand je m'en allais dans un quartier chinois, j'avais besoin de bénévoles Chinois avec moi. (Candidate E 2023)

Allocation des ressources comme outil pour favoriser les candidatures que l'on souhaite voir gagner

Une fois les circonscriptions allouées, les candidates devaient mener leur campagne électorale. Pour se faire, elles avaient besoin de rendre visible leur candidature pour se faire connaître des électeur·trice·s ce qui signifie à la fois un aspect plus matériel ainsi qu'un aspect humain avec leur équipe de campagne qui allait parcourir la circonscription avec elles. Pour tout cela, leur parti politique leur servait de cadre et de support puisqu'il avait avantage à ce qu'elles mettent sa plateforme de l'avant.

Ressources financières et matérielles

Tel que mentionné plus tôt, une campagne électorale peut durer plus longtemps que le temps officiel annoncé. En effet, plusieurs candidat·e·s passent des semaines à préparer leur campagne avant son déclenchement et certaines doivent passer à travers le processus d'investiture. À travers celui-ci, plusieurs ont pris un congé de travail et se retrouvaient dans une situation financièrement précaire pour mener leur campagne. Malgré cela, aucune compensation financière n'était offerte à ces femmes qui donnaient tout leur temps au parti pendant plusieurs semaines.

J'ai eu mes parents, j'ai eu mes économies que j'ai passées parce que ça a quand même duré un bon 4 mois. Un bon 4 mois sans que le parti ne te donne rien, à part les 100 pancartes qu'ils avaient

données. À part ça, tu n'as rien. Ils ne savent pas qu'est-ce que tu manges dans une journée. Ils ne savent pas l'essence que tu mets dans ta voiture et ils ne savent pas si tu as besoin d'une bouteille d'eau pour quand tu vas dans les débats. Ils ne savent rien en fait. (Candidate A 2023)

Candidate A a passé quatre mois à travailler bénévolement pour son parti en vivant chez ses parents et en épuisant ses économies. Non seulement les candidates ne recevaient pas d'argent pour leur travail acharné, mais elles étaient également responsables de recueillir des fonds pour pouvoir payer les dépenses liées à la campagne.

Je leur ai dit : « Pour faire des campagnes de financement, il faut que tu aies l'expérience, que j'aie quelqu'un avec moi qui peut me supporter, qui peut me donner des conseils, qui peut me dire ce qu'il faut faire. Et là vous me dites "allez chercher de l'argent". Comment aller chercher de l'argent avec un parti qui est en train de mourir et que tout le monde me le dit? » (Candidate A 2023)

Dans le cas de Candidate A, l'expérience de campagne de financement était rendue plus difficile par son parti d'affiliation qui avait mauvaise réputation ainsi que par un manque d'expérience dans le domaine, alors que personne ne la guidait dans le processus.

Malgré tout, en échange d'accepter de suivre la ligne de parti et de mettre de l'avant les positions de ce dernier, les personnes candidates pouvaient bénéficier de la centralisation de certaines tâches et de certaines dépenses. Par exemple, les partis politiques s'occupent généralement de la conception graphique du matériel électoral, que chaque personne candidate peut ensuite commander auprès d'eux à partir de l'argent récolté localement.

On pourrait croire que le parti ne se mêlait pas précisément de ce qui était commandé et faisait confiance aux candidates et à leur équipe sur le terrain, mais ça n'a pas été le cas pour Candidate F. Cette dernière a fait une commande pour son matériel en fonction de l'argent que son équipe locale avait, mais le parti a jugé bon de modifier sa commande à la baisse sans l'en informer.

Pour une raison inconnue, la candidate qui s'était présentée dans les élections précédentes elle avait ramassé beaucoup d'argent, donc j'avais de l'argent à dépenser sur ma campagne, puis je voulais le faire pour justement être le plus présente possible et vraiment m'assurer que je m'étais donné toutes les chances de réussir. J'ai commandé un forfait de matériel électoral qui était différent et plus grand

que celui de base. Mais finalement, j'ai reçu celui de base quand même, puis là, je n'ai pas compris. J'ai appelé la compagnie de livraison en disant : « Vous avez oublié des trucs. » Puis ils m'ont dit : « Non, non, c'était ça. ». Donc j'ai rappelé le parti, et ils m'ont dit : « On considère que dans ta circonscription ça ne vaut pas la peine que tu dépenses ça sur un forfait qui est plus gros ». Donc le parti s'est juste dit : « On va commander le forfait de base pour toi. » (Candidate F 2023)

Le parti a décidé, d'une part, comment la candidate et son équipe locale devaient utiliser son budget, mais a aussi jugé de la quantité de matériel dont elle pouvait avoir besoin. Cette décision du parti affectait directement et négativement la visibilité de la campagne de la candidate dans sa circonscription alors qu'elle souhaitait profiter des fonds qu'elle avait de disponibles pour augmenter ses chances de réussite.

Ainsi, bien que les personnes candidates payaient leur matériel avec de l'argent qu'elles (ou la personne qui les avait précédées) avaient amassé, c'est le parti qui s'occupait de la commande avec les imprimeurs et qui avait le dernier mot sur la commande, mais aussi sur l'adresse de livraison qui était fournie pour chaque commande. Ainsi, le parti de Madame F avait refusé que chaque circonscription se fasse livrer leurs commandes respectivement et demandait que chaque région ait une seule adresse et que chaque personne candidate aille ensuite les chercher à cet endroit.

Les candidats, on a été obligés de choisir un endroit où se faire livrer les pancartes de toute la région parce qu'ils ne voulaient pas aller livrer à chacun d'entre nous. Alors finalement, moi j'ai proposé que ça soit livré dans mon stationnement, après ça, les autres candidats de la région vont venir chercher leurs pancartes chez nous. [...] C'est ce qui s'est passé, mais pendant ce temps-là tu sais, le parti ne me répondait pas à savoir quand j'allais me faire livrer mes pancartes. (Candidate F 2023)

La candidate ne savait pas à quel moment le matériel serait livré, mais devait assurer une présence constante pour que quelqu'un puisse recevoir la commande. Cela signifie que ni elle ni toutes les autres personnes candidates de la région, ne pouvait prévoir et organiser la pose des pancartes puisque personne ne savait quand elles arriveraient. En plus, leur déplacement nécessitait un gros véhicule puisque les pancartes étaient rangées sur des palettes de bois.

Un autre frein à la visibilité de la campagne électorale d'une candidate causé par son parti politique a été le refus qu'elle fasse de la publicité en ligne. En effet, le parti politique de Candidate A avait refusé qu'elle dépense pour de la publicité sur ses réseaux sociaux et l'avait ainsi empêchée d'accroître sa visibilité et de se faire connaître davantage dans la circonscription. On remarque donc que les décisions de l'allocation des ressources financières et matérielles affectaient négativement la visibilité de plusieurs candidates, soit Candidate A et Candidate F.

Ressources humaines

Une campagne électorale représente une quantité de travail colossal, c'est pourquoi les candidates doivent se monter une équipe. Cette équipe leur permet de réaliser tout le travail terrain comme le porte-à-porte, les appels, la pose de pancartes, la distribution de tracts, la préparation à des entrevues médiatiques, l'organisation d'événements, etc.

Il y avait la personne responsable des pancartes pour s'assurer qu'elles soient remplacées quand elles sont usées. Il y avait une responsable du local électoral pour accueillir les bénévoles, responsable de la bouffe, responsable du pointage, responsable du porte-à-porte, je pense. Ma directrice de campagne pourrait plus t'en parler, mais on était une super belle équipe. On a fait un événement d'ouverture du bureau de campagne et l'ancien député était venu. C'est des moments le fun avec des vieux militants qui sont venus aussi parler des débuts de comment c'était dans la circonscription. Donc on a fait ça comme un moment de fête. Il y avait aussi des moments le fun, des débats électoraux... Fait que j'avais une bonne équipe. (Candidate H 2023)

Candidate H avait une grande équipe réunissant des personnes responsables de la diversité des tâches, ce qui la déchargeait d'une grande partie de la charge mentale qui était assumée par le parti, sa directrice de campagne et tout le reste de son équipe.

Je ne réfléchissais à rien, je ne réfléchissais à aucune organisation, toute l'organisation a été faite au niveau national, coordonnée avec ma directrice de campagne. [...] Puis moi, on me disait : OK, viens faire du pointage telle journée, viens faire telle affaire », puis mon agenda était réglé comme ça, j'étais prise en charge. (Candidate H 2023)

En ayant toutes ces tâches de sa campagne électorale assumées par son équipe, elle avait davantage de temps pour aller donner un coup de main dans d'autres circonscriptions qui pouvaient profiter de sa notoriété. Les partis n'avaient toutefois pas tous ce réflexe d'encourager leurs candidat·e·s qui profitent d'une belle visibilité médiatique d'aller supporter d'autres candidates plus novices.

Par exemple, Candidate F avait invité plusieurs personnes influentes au sein de son parti à sa soirée de lancement, mais personne n'était venu à l'exception d'un employé du parti chargé de s'assurer que l'événement se passait bien.

Je me suis sentie un peu seule avec mon entourage dans la planification de la soirée de lancement, parce que j'avais contacté des député·e·s qui étaient en fonction, j'avais contacté des membres du parti importants si je peux dire, haut placés, pour qu'ils puissent assister à ma soirée de lancement et pouvoir me dire que : « OK, le parti me supporte, puis je ne suis pas seule là-dedans. » Puis finalement, personne n'est venu à part les gens qui étaient vraiment dans l'équipe d'organisation de campagne. Ils devaient vraiment être là pour rapporter au parti que toutes les soirées de lancement se sont bien passées. (Candidate F 2023)

Tout au long de sa campagne, elle a trouvé difficile de ne pas pouvoir bénéficier du support et de la légitimité qu'accorde la visite d'ancien·ne·s député·e·s qu'elle appelle les « candidat·e·s vedettes » dans sa circonscription.

Au-delà de la notoriété des « candidat·e·s vedettes », c'est en grande partie de leur expérience que plusieurs candidates auraient aimé bénéficier, que ça vienne de la part de personnes ayant déjà vécu une campagne électorale en tant que candidates ou en ayant travaillé pour celle de quelqu'un d'autre. Candidate F parle de la nécessité de mentors dans son parti, puisqu'elles étaient nombreuses à en être à leur première expérience de campagne électorale.

Mes attentes, c'était que j'allais arriver dans cette campagne, qu'on allait peut-être avoir des mentors, parce qu'on était beaucoup de nouveaux. Qu'il allait y avoir des député·e·s qui allaient dire : « C'est comme ça qu'on mène une campagne, tu peux m'appeler quand tu veux, et cetera. » Puis finalement, ça c'est fait pour certaines personnes qui ont été capables de bâtir un lien avec un député actuel, mais ce n'était tellement pas institutionnalisé que finalement c'était vraiment : « Si tu arrives à avoir un mentor, super pour toi, mais sinon tu vas être ton propre mentor ». (Candidate F 2023)

La capacité à obtenir un certain mentorat dépendait de la capacité des candidates racisées à établir des liens avec l'un·e des ancien·ne·s député·e·s, même si elles avaient été nommées à la dernière minute. Au moins, les candidates pouvaient généralement bénéficier d'une plateforme en ligne ou d'un guide qui leur donnait certaines grandes lignes sur comment mener une campagne électorale.

Tu sais la seule affaire pour laquelle je vais remercier le parti pour ce qu'ils ont fait honnêtement, c'est une plateforme dans laquelle on avait des formations sur pas mal tout ce qui va arriver dans une campagne électorale. Cette plateforme-là, je l'ai regardée de A à Z pour être le plus outillée

possible parce que c'est pas mal tout ce que j'avais en termes de mentorat, tu sais? (Candidate F 2023)

Lorsque les membres de l'équipe sont expérimentés, ça peut aussi alléger la tâche de la personne candidate qui a ainsi moins besoin de tout savoir ou encore de tout devoir leur apprendre.

Je pense que d'une part, il y avait certaines personnes de mon investiture que j'ai choisies pour être là. Mais ce n'était pas tout à fait évident parce qu'il y avait plein de gens pour qui c'était la première implication en politique, qui s'impliquaient pour moi. Donc ils n'étaient pas des gens qui étaient rodés, qui savaient bien comment ça se passait. Donc moi, je jouais un peu tous ces rôles-là. (Candidate D 2023)

Malgré cela, Candidate D avait pris la décision de prioriser le lien de confiance au sein du reste de l'équipe, mais de se trouver un directeur de campagne expérimenté pour compenser. Elle savait que si elle avait un bon bras droit, elle serait capable de former les autres, tout en créant un bon esprit d'équipe avec des personnes qu'elle connaissait et en qui elle avait confiance. Son expérience lui a ainsi fréquemment évité d'utiliser les ressources du parti, puisqu'elle n'avait pas besoin de leur support.

Honnêtement, moi pendant la campagne j'étais dans ma bulle. Il y avait des choses qu'on regardait de l'extérieur, mais j'ai décidé de rester dans ma bulle de circonscription. Mon travail pendant cette période, c'est gagner le comté, puis de vivre mon expérience... tu sais ici. Il y avait une continuité avec l'investiture, on avait un esprit de gang, un esprit de corps qui faisait en sorte que je n'avais pas besoin du parti. (Candidate D 2023)

Ce n'était toutefois pas le cas de toutes les candidates qui n'avaient pas nécessairement les contacts pour se trouver un bon·ne directeur·trice de campagne et de monter leur équipe ou encore les connaissances pour ne pas avoir besoin de poser des questions au parti.

Donc j'ai été capable de monter mon équipe, mais encore une fois, sans l'aide du parti, ça a vraiment été moi toute seule. Dès le début, ils m'ont dit : « On n'aura aucune ressource qu'on peut te fournir là-dessus. Il va falloir que tu montes ça toute seule. » Puis d'un côté, je me disais c'est difficile parce que tu sais je me lance dans quelque chose de complètement nouveau, mais en même temps ça va me permettre d'avoir des gens que je connais à côté de moi, puis d'avoir une équipe dans laquelle je me sens à l'aise. (Candidate F 2023)

Candidate F a été relativement laissée à elle-même à partir du moment où elle a été approchée pour être candidate pour le parti, malgré son absence d'expérience. Comme Candidate D, elle a malgré tout considéré l'aspect positif de monter sa propre équipe avec des gens en qui elle avait confiance

malgré leur manque d'expérience. La seule différence est que, puisque Candidate F n'avait elle-même pas d'expérience, elle ne pouvait pas les outiller de la même manière. Une personne avait été désignée au sein de sa région pour aider les candidatures locales, mais puisque cette dernière était elle-même candidate dans une circonscription, elle n'avait pas beaucoup de temps à accorder aux diverses personnes candidates. De plus, puisque Candidate F se débrouillait généralement assez bien, cette personne n'avait pas le temps de lui expliquer ce qu'elle pourrait faire pour amener sa campagne plus loin.

C'est-à-dire: « ce que tu fais live c'est parfait, mais voici comment tu peux en faire plus ». Je pense qu'il était vraiment concentré avec sa propre campagne parce qu'il était candidat dans Masson. Plus il y avait des gens qui n'étaient pas capables de démarrer leur campagne, donc c'était difficile pour lui. (Candidate F 2023)

Candidate C avait pour sa part eu beaucoup de difficultés à trouver quelqu'un qui pourrait agir à titre de directeur·trice de campagne et avait fini par devoir se contenter de quelqu'un qui ne pouvait pas être présent tout le long de la campagne et continuait à travailler pendant la semaine. Elle avait demandé de l'aide à son parti, mais il n'avait fait que la rediriger vers l'aile jeunesse qu'elle a sollicitée à plusieurs reprises sans succès.

C'est dans les derniers miles, les dernières journées que je n'ai pas eu l'aide nécessaire et je n'ai pas eu d'aide pour trouver un directeur de campagne, mais bon, ça ça ne relève pas d'eux. C'était à moi de le faire, mais quand même, j'étais allée leur demander l'aide. (Candidate C 2023)

Au-delà de savoir comment monter son équipe, l'expérience en politique permet de connaître davantage les divers rouages et exigences spécifiques qui régissent les activités de campagnes électorales. Par exemple, plusieurs candidates ont fait des achats pour la campagne électorale qui ne pouvaient pas être remboursés par le Directeur général des élections du Québec et donc, par le parti. Par exemple, une candidate avait fait imprimer des cartes d'affaires avec ses coordonnées et sa photo pour pouvoir les distribuer aux citoyen·ne·s de sa circonscription, mais le parti l'a informé

par la suite que la dépense ne pouvait pas être remboursée en raison de l'absence de la mention d'agent·e officielle qui légitimait le matériel à distribuer. Elle n'a donc pas été remboursée.

Une autre candidate était allée dans des résidences pour personnes âgées et ne voulait pas arriver les mains vides. Elle avait acheté de petits cadeaux à offrir aux personnes pour les remercier de l'accueillir, sans savoir qu'elle n'avait pas le droit puisque la dépense devait être acceptée et remboursée par son parti.

Certains éléments logistiques de l'organisation du Jour J (le jour des élections) pouvaient également leur être inconnus. Par exemple, une des résidences pour personnes âgées dans la circonscription de Candidate C avait un bureau de vote sur place à toutes les dernières élections. Lors de la campagne en 2022, Élections Québec n'avait pas prévu de bureau de vote dans cette résidence et Candidate C n'en avait pas été informée. Ainsi, elle et son directeur de campagne n'ont pas pensé à planifier un transport vers le bureau de vote le plus près.

Donc je ne sais pas c'est la faute de qui. Est-ce que c'est mon directeur de campagne qui aurait dû s'organiser pour qu'il y ait un bureau de vote sur place ou c'était le parti eux-mêmes sachant qu'il n'y en avait pas à cet endroit cette année et qu'ils organiser un transport ou auraient dû me demander : « Est-ce que vous voulez qu'il y en ait? » Donc il y a un manque quand même de ce côté-là. (Candidate C 2023)

En plus des connaissances provenant de l'expérience et de l'absence d'une équipe forte pour l'aider, Candidate B n'a pas reçu de support de son parti et a aussi réalisé en parlant avec d'autres candidat·e·s racisé·e·s que le parti avait accordé toutes ses ressources à deux candidates blanches dans la région.

J'ai commencé à m'informer auprès des autres candidats parce que nous étions déjà en contact, c'était tous presque des immigrants, très peu de Québécois. Alors tu demandes : « est-ce que vous avez ça ? Est-ce que vous avez ça ? » Personne n'avait ni directeur de campagne, ni local de campagne, ni des bénévoles, mais par contre 2 candidates avaient tout. Il y avait deux candidates qui avaient tout. Elles avaient tous les bénévoles à son service, des locaux, elles avaient les technologies, les ordinateurs. [...] C'est les deux seules candidates qui ont gagné. (Candidate B 2023)

Ainsi, selon Candidate B, l'attribution de ressources humaines et matérielles de la part du parti avait grandement contribué à la victoire de ces deux candidates favorisées aux dépens des candidates racisées. Non seulement Candidate B ne recevait aucune ressource de la part de son parti, mais son responsable des communications refusait aussi qu'elle participe à toute entrevue médiatique ou qu'elle participe à des discussions avec d'autres candidat·e·s.

On m'envoyait plusieurs invitations pour aller rencontrer d'autres candidats et discuter. « Non, non, tu ne peux pas y aller. Non, on ne veut pas que tu y ailles. » Vraiment? Je te dis, ils m'ont interdit de participer à quoi que ce soit. Et après je me suis rendue compte qu'ils ont interdit de participer à tous les immigrants. Nous avons tous et toutes l'interdiction de participer à n'importe quel discussion, n'importe quelle présentation des candidats. (Candidate B 2023)

Puis, certaines des candidates qui avaient un certain soutien de leur parti se le sont fait retirer en cours de route, bien que pour des raisons différentes. Candidate C était épaulée par une personne qui était responsable d'aider les personnes candidates de sa région, mais en cours de campagne, elle a été relocalisée vers une circonscription où les probabilités d'une victoire étaient plus élevées.

Mais comme je te disais, cette personne-là c'est une personne qui, elle, a grandi dans ma circonscription c'est une québécoise de souche mais elle a ma circonscription sur le cœur, donc elle a fait ses courses, son école, tout là-bas. Elle est même venue à plusieurs reprises, d'abord pour avoir mes signatures. Elle était présente et en plus de ça pour faire du porte-à-porte, elle est venue aussi avec moi pendant une journée parce qu'elle aussi, après ça, ils l'ont déplacée, ils l'ont voté, ils l'ont mise ailleurs. OK donc mais elle ça... Je pense que ça ne lui a pas plu. Ça c'est moi qui le dis là ce n'est pas elle. (Candidate C 2023)

Elle a perdu une personne qui l'aidait significativement au profit de la campagne d'une autre candidate dans la circonscription pour laquelle Candidate C souhaitait présenter sa candidature au départ.

Pour sa part, une autre candidate a perdu une partie des ressources qui lui étaient accordées par le parti pour les envoyer ailleurs, mais c'était parce que ce dernier évaluait qu'elle n'en avait plus besoin. En effet, selon la candidate, quand le parti retire des ressources à ta campagne électorale

deux semaines avant la fin, ça veut dire que le parti pense que, soit tu ne gagneras pas, ou soit tu n'as pas besoin de ces ressources pour gagner. Dans les deux cas, les ressources peuvent être relocalisées à un endroit qui a des chances de victoire et où elles seront davantage utiles. C'est donc parce qu'elle était en mesure de gagner avec l'équipe qu'elle avait recruté elle-même, que le parti avait choisi de relocaliser une partie des bénévoles et de ses employé·e·s.

Candidate C n'avait pour sa part pas une grande équipe pour la soutenir et la perte des ressources humaines du parti avait affectée négativement sa campagne électorale. En effet, malgré ses recherches et ses demandes d'aide au parti, elle n'avait pas été capable d'avoir un·e directeur·trice de campagne à temps plein avec elle et avait très peu de bénévoles pour lui donner un coup de main. Elle n'était pas la seule à manquer de bénévoles, Candidate F se faisait même prendre des bénévoles de sa circonscription pour donner un coup de main dans d'autres circonscriptions avec des « candidat·e·s vedettes ».

On savait aussi que dans ces circonscriptions-là qui étaient connues, ils prenaient des gens qui habitaient dans d'autres circonscriptions, mais qui allaient faire du porte-à-porte pour eux parce que ce candidat·e-là était connu·e. Pendant ce temps, il y avait une candidate noire qui était enceinte de quelques mois qui racontait qu'elle ne pouvait jamais prendre de pause parce qu'il y avait tellement de travail et qu'elle manquait de bénévoles... C'est comme si le parti ne s'était pas assuré, que tous les candidats étaient supportés par des membres actifs du parti. (Candidate F 2023)

Ainsi, plusieurs candidates manquaient de bénévoles pour pouvoir mener à bien leur campagne électorale. En effet, puisque les membres actif·ve·s étaient relocalisés dans des circonscriptions considérées plus compétitives, les candidates et leurs bénévoles se rendaient aux limites de l'épuisement. Le parti n'offrait pas non plus de soutien supplémentaire à des candidates enceintes ou avec de jeunes enfants. Candidate F parle d'une autre candidate qui était enceinte et qui ne se permettait pas de prendre de pause de porte-à-porte puisque personne ne pouvait prendre le relais. Il y avait aussi Candidate D qui avait un jeune bébé qu'elle allaitait pendant qu'elle faisait son

porte-à-porte. Selon Candidate H, avoir un enfant ajoute une difficulté si significative pendant une campagne qu'elle n'aurait même pas voulu le faire.

Moi je ne trouve pas que ça aurait valu la peine. Je ne le dis pas trop fort parce que je ne veux pas que ça soit juste les femmes sans enfants qui s'impliquent en politique, tu sais, [...]... Mais moi, en connaissant ma personnalité, j'aurais souffert, j'aurais eu l'impression d'être poché dans toute. (Candidate H 2023)

Les candidates dépendaient de leur entourage et de leur famille pour compenser l'absence de support institutionnel.

Bien que plusieurs partis politiques n'aient pas supporté suffisamment les participantes à notre recherche, un de ces derniers avait développé une initiative d'aide psychologique pour ses personnes. En effet, à la suite des rétroactions reçues des élections de 2018, le parti a décidé d'appeler régulièrement les personnes racisées pour s'assurer que leur campagne se passait bien : « Puis aussi, ce qui est drôle, c'est que dans le parti, ils ont instauré un mécanisme que je trouvais drôle qu'il m'appelle moi, pour les personnes racisées, hommes ou femmes, où est-ce que là ils nous appelaient. » (Candidate H 2023). Pour Candidate H, ce processus n'était pas nécessaire, mais elle trouvait que cette ligne aurait dû être élargie à l'ensemble des candidatures féminines qui en auraient eu davantage besoin qu'elle.

À la fin, il y a eu un bilan de la campagne, et je leur ai dit que ce n'était pas nécessaire de m'appeler moi. Même à la limite, je trouve que ce serait bien d'appeler les femmes de façon générale, racisées ou pas parce que c'est difficile pour elles. Plus difficile avec leur famille et tout ça... Puis celles qui sont dans des comtés moins faciles, c'est peut-être mieux de les appeler pour s'assurer de si ça se passe bien. Fait que le parti fait ça, c'est bon ça. (Candidate H 2023)

Le même parti organisait aussi une rencontre à la fin de la campagne électorale avec toutes les femmes pour faire un bilan et recevoir leurs commentaires sur ce qui pourrait être fait pour mieux les soutenir dans une prochaine campagne électorale. Ce même type d'initiative n'est toutefois pas chose commune dans les autres partis où une candidate a même mentionné que certaines personnes

craignaient de s'exprimer et d'être ensuite écartées du parti. Puisqu'elle-même ne souhaitait pas continuer avec eux, elle s'était donc permis de dire, devant le parti en entier, ce qu'elle en pensait.

C'étaient des choses que personne n'osait dire, parce que si tu tombais sur la mauvaise personne et qu'elle le rapporte au parti, cette personne-là qui gère tout le parti, elle t'écarte, tu es mise de côté, jusqu'à ce que tu quittes de ton propre chef. Moi, je n'ai aucun intérêt à continuer dans le parti, vraiment. Garder quoi? Qu'est-ce que je vais garder du parti? Ils ont fait exprès qu'on perde. Ils nous ont jeté tout simplement. (Candidate B 2023)

Conclusion

Ainsi, plusieurs candidates ont eu l'impression d'être instrumentalisées par divers partis politiques pour obtenir du capital social sur la diversité identitaire au sein de leurs candidatures. Toutefois, tel que mentionné précédemment, peu de ces femmes racisées ont réussi à se tailler une place au sein de leur caucus de député·e·es élu·e·s respectif. Plus précisément, comme on peut le voir dans le Tableau 1 présenté dans l'introduction, seulement 7 femmes racisées ont réussi à être élues parmi les 53 qui s'étaient portées candidates. Ces remarques font écho à une étude récente sur les candidatures aux élections fédérales canadiennes qui concluait que les candidatures des femmes et des personnes racisées étaient toujours utilisées comme des candidatures-poteau (Lapointe, Ferland, et Bergeron 2024)

On remarque dans les récits des candidates que la plupart ont eu l'impression que les dynamiques internes de leur parti les désavantageaient, que ce soit dans l'allocation des circonscriptions ou des ressources financières et humaines. Comme les circonscriptions et les ressources sont généralement attribuées en fonction d'une évaluation de la qualité de leur candidature et de leurs chances de victoires, tel qu'expliqué dans la portion sur les discriminations institutionnalisées au sein des partis dans la revue de la littérature, on peut se questionner sur les biais sexistes et/ou racistes qui ont fait en sorte que leur parti ne croyait pas bon de les aider davantage.

Même si le PLQ avait significativement plus de candidatures de femmes racisées que les autres partis, il n'a élu qu'une seule femme racisée de plus dans la région du Grand Montréal que Qs et deux de plus que la CAQ qui en avaient présentés significativement moins que le PLQ. Ceci soulève la question de la valeur que le PLQ a accordée à toutes ses candidatures de femmes racisées et ce qui aurait pu être fait pour les supporter. Selon Candidate D, le Québec est capable d'avoir une discussion sur la parité femmes/hommes et l'importance que les femmes soient dans des circonscriptions gagnables, mais n'est pas encore en mesure de le faire au niveau de la représentativité du reste de la diversité québécoise, et ce, de manière non partisane.

Conclusion de la thèse

Cette recherche sur l'expérience de la campagne électorale des femmes racisées s'insère dans le contexte des élections de 2022 où la représentation statistique des femmes et des personnes racisées avait augmenté. En effet, c'est la première fois qu'une zone paritaire était obtenue au sein de toutes les candidatures : 47 % de candidates parmi les partis politiques principaux et 43% au sein de toutes les candidatures (Élections Québec 2022). Par ailleurs, cet écart pourrait être analysé dans une recherche future dans l'objectif de comprendre pourquoi les femmes ont davantage tendance à se présenter en tant que candidate au sein des principaux partis politiques plutôt que dans un petit parti politique ou en tant que candidate indépendante. De plus, lors des mêmes élections de 2022, 14 % des candidatures se sont identifiées à leur parti comme faisant partie d'une minorité visible ou comme étant autochtone (Blais 2022). Plus spécifiquement, il y avait 9 candidatures autochtones, ce qui représente une grande avancée au Québec (Pedneaud-Jobin 2022).

C'est dans ce contexte que nous avons choisi de nous questionner sur la manière dont les femmes racisées vivent les obstacles dans leur cheminement de candidature vers l'Assemblée nationale. Pour répondre à cette question, huit entretiens de type récit de vie ont été réalisés avec des candidates un an après les élections de 2022. C'est en utilisant une approche de théorisation ancrée que nous avons ensuite analysé chacun de ces entretiens pour en faire ressortir des thématiques, des expériences communes ainsi que ce qui les distinguait les unes des autres.

En premier lieu, nous avons été surpris.e.s que plusieurs candidates abordent l'importance de la présence de Madame Dominique Anglade sur leur propre campagne électorale. Dominique

Anglade a brisé le plafond de verre par sa nomination en tant que cheffe du PLQ, mais son expérience s'est rapidement transformée pour devenir une falaise de verre qui a éclaté sous ses pieds et le Québec en entier a observé sa chute. Selon plusieurs candidates, cette chute serait en partie due aux dynamiques au sein de son parti au sein duquel ses initiatives étaient boycottées. L'impopolarité de Dominique Anglade dans son parti a eu un impact important sur le recrutement de candidatures qui a été difficile et qui a forcé son parti à accepter des candidatures qui, en temps normal, n'auraient peut-être pas été choisies. Selon une candidate, c'est grâce à ce contexte qu'elle, et plusieurs autres femmes noires, ont pu accéder à leur nomination de candidate. Toutefois, comme ces nominations se sont faites tardivement, les candidates ont souvent manqué de soutien et de contacts au sein du parti puisqu'elles avaient manqué les événements de réseautage qui avaient eu lieu plus tôt dans la campagne où les équipes recevaient, entre autres, des ressources qui expliquaient les diverses étapes de la campagne électorale. Comme certaines avaient été nommées jusqu'à quelques jours du début officiel de la campagne électorale, elles avaient aussi eu très peu de temps pour se préparer et planifier leur campagne.

Plusieurs candidates noires se sont portées volontaires, car elles étaient inspirées par Dominique Anglade et pouvaient croire que sa présence à la tête du parti signifiait qu'il serait davantage favorable à l'implication des femmes noires en politique. Leurs attentes n'ont toutefois pas été remplies puisqu'elles n'ont pas eu accès à un soutien ou à un accompagnement de la part du parti et qu'elles se sont senties utilisées comme des candidates poteau. La présence de Dominique Anglade a donc inspirée plusieurs femmes noires à faire le saut en politique, mais beaucoup n'ont pas réussi, tout comme Dominique Anglade, à surmonter les barrières qui étaient sur leur chemin.

Tous partis confondus, plusieurs candidates ont vécu des difficultés au niveau de la perception de leurs compétences de la part des médias et de la population en général. Pour compenser pour cette lacune perçue, elles ont mis en place plusieurs stratégies de légitimation qui les épuisaient encore davantage. En effet, elles ne s'accordaient pas le privilège de commettre une erreur et tentaient d'être parfaites dans chacune de leurs tâches. Cette pression pouvait se présenter de diverses manières comme de se préparer pour des rencontres jusqu'à tard dans la nuit, de ne pas prendre le temps de manger ou de continuer à travailler alors qu'elles étaient en convalescence. Elles accordaient aussi une attention particulière à leur image que ce soit dans les réseaux sociaux ou dans les médias traditionnels. Certaines n'avaient aucun contrôle sur leurs pages de réseaux sociaux qui étaient contrôlées par le parti, mais la majorité pouvaient décider ce qu'elles choisissaient de publier et étaient préoccupées de comment elles seraient perçues dans leurs communications et des commentaires qui pouvaient s'en suivre.

Ensuite, plusieurs candidates ont exprimé avoir manqué de soutien de la part de leur parti. Elles auraient aimé être davantage encadrées ou du moins guidées à travers le processus complexe qu'est une campagne électorale. Elles se sont senties laissées à elles-mêmes alors que c'était leur première campagne électorale et qu'elles avaient peu de repères. Ce sentiment d'isolement rejoint les constats du GFPD qui a conçu un projet pilote il y a quelques années où un mentorat était proposé à des candidates et des élues de la part d'ancien·ne·s élu·e·s ou de personnes actuellement élues de manière non-partisane pendant 18 mois (Blanc et Cuerrier 2007). Ce mentorat avait permis aux femmes de développer leur savoir-faire pour la prise de parole en plus d'apprendre la culture et les règles implicites du champs politique québécois, l'intégration des réseaux d'influence et le développement de plusieurs autres compétences et connaissances pertinentes (Blanc et Cuerrier

2007). Il pourrait donc être pertinent, au sein des partis politiques, d'avoir une forme de mentorat institutionnalisé pour les femmes racisées qui sont candidates ou qui souhaiteraient le devenir.

Certaines candidates ont également souffert de l'absence de soutien financier ou de ressources matérielles de la part de leur parti. Comme la très grande majorité des candidates interviewées ne travaillaient pas pendant leur campagne électorale, plusieurs ont souffert de cette longue période sans aucun revenu ou compensation financière pour tout le travail accompli. De plus, seulement trois des candidates interviewées ont réussi à avoir un local électoral ainsi que du matériel électronique fourni par leur parti pour les aider à gagner dans leur circonscription. Deux candidates avaient même un soutien significatif de la part de leur parti qui leur a permis de ne pas trop s'épuiser et même, pour une des candidates, d'aller aider dans d'autres circonscriptions.

Pour faire face aux diverses difficultés auxquelles les candidates faisaient face pendant leur campagne, l'élément central qui semble avoir aidé plusieurs candidates est l'expérience préalable dans le champ politique. En effet, le fait d'avoir déjà mené une campagne électorale pour soi ou pour quelqu'un d'autre a permis à plusieurs candidates de surmonter le manque de support du parti ou encore à savoir quoi faire pour mener à bien une campagne. En connaissant déjà les diverses étapes de la campagne électorale, les candidates ne perdaient pas de temps et d'énergie à chercher les informations ou à essayer des stratégies qui ne portent pas fruits. De plus, en sachant déjà à quels types de commentaires inappropriés ou violents elles pouvaient faire face en politique, elles avaient développé une capacité à ne pas se laisser affecter par ceux-ci.

Malgré toutes les difficultés auxquelles les candidates ont fait face pendant leur campagne électorale et du manque de soutien de la part de leur parti politique, elles ont aussi pu compter sur la solidarité de la part d'autres personnes racisées. En effet, leur famille et leurs ami·e·s les ont aidées, mais elles étaient aussi soutenues par d'autres personnes qu'elles ne connaissaient pas.

Ainsi, les candidates ont traversé plusieurs barrières significatives dont la perception d'incompétence influencée par les stéréotypes et les préjugés de la population envers les femmes, les personnes racisées et plus spécifiquement les femmes racisées. En effet, tel qu'expliqué par Norris et Lovenduski (1989), plusieurs facteurs identitaires comme le genre, la race ou encore la classe sociale qui distinguent les candidates de l'*homo politicus* peuvent les désavantager puisqu'elles ne sont pas considérées comme ayant leur place au sein du champ politique *ipso facto*. Elles doivent donc prouver qu'elles sont compétentes puisqu'elles ne profitent pas de la présomption de compétence.

Plusieurs ont aussi dû surmonter les défis associés à mener une campagne presque sans aucun support de la part de leur parti dans une circonscription peu compétitive qui leur avait été assignée. Malgré tout, elles ont pu bénéficier d'un grand support et de la solidarité de ce que plusieurs d'entre elles appellent « la communauté » en parlant des personnes racisées de leur circonscription ou des personnes de la même origine qu'elles. En effet, la famille et les ami·e·s des candidates les ont aidées de diverses manières, que ce soit en encourageant leurs cercles sociaux à voter pour elles, en les aidant dans leurs tâches reliées à la campagne électorale ou encore en les logeant et les nourrissant ou en gardant leurs enfants. De plus, d'autres personnes inconnues appuyaient leurs

candidatures pour soutenir les personnes de « la communauté » et encourager une plus grande diversité à l'Assemblée nationale.

Les résultats de cette recherche démontrent l'importance d'utiliser une approche intersectionnelle lorsque nous analysons la représentation politique des groupes marginalisés. Il ressort de cette recherche que les femmes racisées qui s'impliquent en politique au Québec ont une expérience qui leur est spécifique et qu'il importe de ne pas généraliser l'expérience des femmes ou des personnes racisées sans égards à ce qui les distinguent. Certains éléments présents dans la littérature ont trouvé écho dans les propos des candidates comme l'importance d'allouer des circonscriptions compétitives aux personnes de groupes marginalisés au lieu de les utiliser comme des candidatures poteau (Lapointe, Ferland, et Bergeron 2024). Tel que précédemment mentionné, les dynamiques au sein des partis sont aussi ressorties comme un élément qui a un impact significatif dans les campagnes électorales des candidates racisées.

D'autres éléments mentionnés par les candidates semblent toutefois se distinguer de la littérature et mériteraient d'être étudié davantage au Québec. Par exemple, l'accent semble avoir un impact sur la perception de la compétence des candidates et il pourrait être intéressant d'essayer de comprendre davantage comment cet élément influence leur expérience. Ensuite, comme cette recherche a choisi de se pencher uniquement sur l'expérience des femmes racisées dans le Grand Montréal, les résultats qui en ressortent sont géographiquement situés au milieu urbain. Mener une campagne électorale dans une circonscription majoritairement habitée par des personnes blanches ou par des personnes racisées, même en milieu urbain, semble avoir mené à des expériences très différentes pour les candidates. Il serait donc intéressant, dans un premier temps, de se pencher sur

cet aspect de manière plus spécifique en comparant l'expérience des candidates en fonction du portrait démographique de leurs circonscriptions. Dans un second temps, il serait intéressant d'élargir la recherche au Québec en entier pour mieux comprendre les réalités de campagne électorale différentes dans les milieux ruraux et urbains pour les femmes racisées. Il serait également intéressant d'effectuer une recherche similaire ainsi qu'une étude quantitative sur l'expérience des personnes de la communauté 2SLGBTQIA+* puisque très peu de données et de recherches existent sur le sujet. Pour finir, il serait également intéressant de mener ce type de recherche pendant une campagne électorale, de manière à pouvoir faire plusieurs entretiens avec les mêmes candidates à différents moments de la campagne pour documenter davantage leur quotidien au fur et à mesure.

Annexes

Annexe 1 : Appel de recrutement

Sollicitation à participer à une étude portant sur
l'accès à la représentation politique



Participation à 1 entretien individuel d'environ 90 minutes en ligne ou en
présentiel

Ci-dessous, les critères pour participer :

1. Avoir participé aux élections provinciales du Québec de 2022.
2. Avoir fait campagne au sein de l'un des partis politiques suivants : la Coalition Avenir Québec (CAQ), le Parti conservateur du Québec (PCQ), le Parti libéral du Québec (PLQ), le Parti québécois (PQ) et Québec solidaire (QS).
3. Habiter au Québec et s'être présentée dans une circonscription dans le Grand Montréal.
4. S'identifier comme étant une femme racisée.

Si vous répondez aux critères et que vous souhaitez participer à mon étude sur
l'expérience des Injustices dans le processus de mise en candidature électorale au Québec ou avoir davantage d'informations, veuillez me contacter :

Constance-Marguerite Proulx

Annexe 2 : Formulaire de consentement

Université d'Ottawa | University of Ottawa

Titre du projet : Expérience des femmes racisées dans le processus de mise en candidature des élections du Québec.

Chercheur principal : Constance-Marguerite Proulx
Département de sociologie et d'anthropologie
Université d'Ottawa
Adresse de courriel :
Numéro de téléphone :

Thèse de maîtrise supervisée par :
Stéphanie Gaudet
Département de sociologie et d'anthropologie
Université d'Ottawa
Adresse de courriel :
Numéro de téléphone :

Invitation à participer : Je suis invitée à participer à la recherche, nommée ci-haut. Ce projet de thèse de maîtrise est mené par Constance-Marguerite Proulx.

But de l'étude : Le but de l'étude est de décrire et comprendre les injustices vécues par les candidates racisées dans les processus de mise en candidatures des élections provinciales de 2022. Plus largement, cette recherche a comme objectif que les nouvelles connaissances créées sur le vécu des injustices permettent une meilleure compréhension des barrières systémiques au Québec et de la diversité des expériences féminines dans la période électorale.

Participation : Ma participation consistera à participer à une entrevue individuelle d'approximativement une heure et demie. On me demandera de raconter mon expérience liée aux élections en débutant avec le moment où j'ai considéré me lancer dans la course. Je serai ensuite encouragée à discuter de plusieurs autres facettes de mon cheminement ainsi que ses moments-clés. Plusieurs questions me seront ensuite posées sur mes relations avec mon équipe de campagne et mon parti, sur la couverture médiatique de ma campagne, sur les défis que j'ai rencontrés ainsi que sur mon identité.

Un enregistrement sonore des entretiens sera réalisé de manière à en permettre la retranscription pour l'analyse. La transcription de mon entretien me sera envoyée par courriel par la chercheuse principale. La transcription sera dans un document protégé par un mot de passe pré-établi à la fin de l'entretien avec la chercheuse principale. J'aurai deux semaines pour

Université d'Ottawa
Pavillon Tabaret

University of Ottawa
Tabaret Hall

613-562-5700

1-877-868-8292

613-562-5323

uOttawa.ca

75 Laurier E.
Ottawa ON K1N 6N5
Canada



demander de retirer certaines parties de mon entretien ou encore pour dépersonnaliser complètement certaines séquences en la retirant de ma propre transcription, tout en accordant le droit à la chercheuse de l'utiliser pour sa recherche.

Risques : Je comprends que puisque ma participation à cette recherche implique que je donne de l'information personnelle et qu'il est possible que j'aborde des sujets sensibles, il se peut qu'elle crée un inconfort émotionnel.

J'ai reçu l'assurance de la chercheuse que des mesures sont prises en vue de minimiser ces risques à travers l'anonymisation de mon témoignage si je le souhaite ainsi que la possibilité de refuser de répondre à n'importe quel moment. J'aurai également un droit de regard sur le verbatim qui découlera de mon récit.

Bienfaits : Ma participation à cette recherche n'aura pas de bénéfice direct pour moi autre que d'être une occasion pour moi de faire part de mon expérience.

Confidentialité et vie privée : La chercheuse m'a donné l'assurance qu'elle traitera l'information que je partagerai avec elle de façon strictement confidentielle. Je m'attends à ce que le contenu ne soit utilisé que pour l'analyse dans le cadre d'une recherche sur l'expérience des injustices vécues dans le processus de mise en candidature aux élections du Québec et selon le respect de la confidentialité.

Mon anonymat est préservé, si je le souhaite, en remplaçant mon nom par un pseudonyme qui sera utilisé pour me désigner dès la rédaction du verbatim. J'aurai également l'option de dépersonnaliser certaines séquences du verbatim pour qu'elles ne soient pas associées à mon pseudonyme et à mon récit.

- Je souhaite que mon nom soit remplacé par un pseudonyme.

Conservation des données : Les données collectées, soit les formulaires de consentement, enregistrements audios, les verbatims et le calendrier rempli, seront conservées de façon sécuritaire dans un dossier protégé par un mot de passe dans l'ordinateur de la chercheuse principale et dans iCloud eux aussi protégés par mot de passe. Les données physiques seront conservées dans un tiroir de classeur barré au domicile de la chercheuse. L'ensemble des données, auxquelles seules la chercheuse principale et sa superviseure de thèse auront accès seront conservées cinq ans.

Participation volontaire : Ma participation à cette recherche est volontaire et je suis libre de me retirer en tout temps, de refuser de répondre à toute question à laquelle je ne veux pas répondre sans subir de conséquences

négatives. Si je choisis de me retirer de l'étude, les données collectées jusqu'à ce moment seront détruites et ne seront donc pas utilisées.

Pour tout renseignement additionnel concernant cette étude, je peux communiquer avec la chercheuse ou sa superviseure.

Pour tout renseignement sur les aspects éthiques de cette recherche, je peux m'adresser au Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche de Université d'Ottawa au (613) 562-5387 ou ethique@uottawa.ca.

La chercheuse me recommande de (garder/imprimer/sauvegarder) une copie du formulaire de consentement.

Acceptation : En signant mon nom, je consens à participer à cette recherche.

Nom de la participante : _____ Date : _____

Signature de la participante : _____ Date : _____

Nom de la chercheuse : _____ Date : _____

Signature de la chercheuse : _____ Date : _____

Annexe 3 : Guide d'entretien

Guide d'entretien

Trame de questions ouvertes

Questions sur les moments de la campagne :

1. Pouvez-vous me raconter votre expérience des élections provinciales québécoises de 2022 en décrivant les moments forts à partir du moment où vous avez pris la décision de déposer votre candidature?
 - Comment votre identité a-t-elle influencé ces moments?

2. Comment avez-vous vécu les moments-clés de la campagne électorale?
 - Comment s'est déroulé votre mise en candidature?
 - Comment avez-vous vécu le lancement de la campagne?
 - Pouvez-vous me raconter votre expérience de la mi-campagne?
 - Comment avez-vous vécu la journée des élections?

3. Pouvez-vous me parler de votre expérience à la fin de la campagne électorale, dans les semaines qui ont suivi l'annonce des résultats?

4. Comment décririez-vous votre relation avec votre équipe de campagne?
 - Votre parti politique d'appartenance?
 - Est-ce que votre équipe/parti vous faisait confiance et méritait la vôtre?
 - Votre équipe/parti était-elle prête à vous accommoder au besoin?
 - Est-ce que votre équipe/parti était en mesure d'aller au-devant de vos besoins pour vous éviter des situations inconfortables?

Questions sur les médias

5. Pourriez-vous me raconter comment votre campagne électorale a été couverte dans les médias? Comment décririez-vous votre relation avec ces derniers?
 - Comment votre identité a-t-elle influencé cette couverture et/ou la réception de celle-ci?

- Avez-vous fait appel à d'autres moyens de communication que les médias traditionnels pour mettre votre campagne électorale de l'avant?
 - Pourquoi?
 - Comment avez-vous perçu la réception de ces initiatives?

Questions sur les défis

6. Dans votre quotidien de candidate, y-a-t-il des tâches que vous redoutiez et que vous auriez préféré éviter si vous aviez pu?
 - Pourquoi?

7. Pourriez-vous me raconter quels ont été les plus gros défis rencontrés pendant la campagne?
 - Comment ceux-ci sont-ils influencés par votre identité?
 - Votre équipe électorale et/ou votre parti politique vous a-t-il apporté le soutien que vous aviez besoin et/ou que vous auriez voulu?

Conclusion :

8. Est-ce que la campagne a correspondu à ce que vous vous étiez imaginé?
 - Est-ce que vous aimeriez vous représenter aux élections en 2026?
 - Pourquoi?

9. Voudriez-vous me partager comment vous vous décrivez du point de vue identitaire en incluant tout ce qui vous semble important?

Thèmes à garder en tête pour les relances :

- Diverses sphères en jeu : la population québécoise, la-es communauté-s d'appartenance, le parti d'appartenance et les médias.
- Identité complexe : genre, race, orientation sexuelle, etc.
- Temporalité : changement, évolution?

Bibliographie

- Andrew, Caroline, John Biles, Matti Siemiatycki, et Michael Caverhill. 2014. *Electing a Diverse Canada: The Representation of Immigrants, Minorities, and Women*. Vancouver: UBC Press.
- Anthias, Floya. 2012. « Transnational Mobilities, Migration Research and Intersectionality: Towards a Translocational Frame ». *Nordic Journal of Migration Research* 2 (2): 102. <https://doi.org/10.2478/v10202-011-0032-y>.
- Armony, Victor. 2020. « Quand toutes les voix ne sont pas pareilles : le défi particulier que posent les consultations sur le racisme et la discrimination systémique ». *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, n° vol. 22, n° 1 (décembre). <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.5162>.
- Belenky, Mary Field. 1986. *Women's Ways of Knowing: The Development of Self, Voice, and Mind*. New York: Basic Books.
- Bertaux, Daniel. 2016. *Le récit de vie*. Armand Colin.
- Bilge, Sirma. 2009. « Smuggling Intersectionality into the Study of Masculinity: Some Methodological Challenges ». https://www.academia.edu/235051/Smuggling_Intersectionality_into_the_Study_of_Masculinity_Some_Methodological_Challenges.
- Black, Jerome H. 2020. « Visible Minority Candidates and MPs in the 2019 Federal Election ». *Canadian Parliamentary Review* 43 (2): 17-23.
- Blais, Annabelle. 2022. « Québec 2022: voici les candidats des 125 circonscriptions ». TVA Nouvelles. 27 août 2022. <https://www.tvanouvelles.ca/2022/08/27/outil-interactif-quebec-2022-voici-les-candidats-des-125-circonscriptions>.
- Blanc, Martine, et Christine Cuerrier. 2007. *Le mentorat en politique auprès des femmes: un mode d'accompagnement prometteur*. Montréal: Éditions du remue-ménage.
- Bourgeois, Robyn. 2021. « Adversarial Politics: Understanding the Colonial Context of Indigenous Women's Political Participation in Canada ». In *Women, Power, and Political Representation: Canadian and Comparative Perspectives*, édité par Roosmarijn De Geus, Erin Tolley, Elizabeth Goodyear-Grant, et Peter John Loewen, 41-49. Toronto: University of Toronto Press.
- Brown, Nadia E. 2021. « Black Women's Hair Matters: The Uneasy Marriage of Electoral Politics and (Dis)Respectability Politics ». In *Women, Power, and Political Representation: Canadian and Comparative Perspectives*, édité par Roosmarijn De Geus, Erin Tolley, Elizabeth Goodyear-Grant, et Peter John Loewen, 62-70. Toronto:

University of Toronto Press.

Campus, Donatella. 2013. *Women Political Leaders and the Media*. Palgrave Studies in Political Leadership. Houndmills, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan.

Candidate A. 2023. 21 septembre.

Candidate B. 2023. 27 septembre.

Candidate C. 2023. 28 septembre.

Candidate D. 2023. 29 septembre.

Candidate E. 2023. 18 octobre.

Candidate F. 2023. 28 octobre.

Candidate G. 2023. 13 novembre.

Candidate H. 2023. 4 décembre.

Charmaz, Kathy. 2006. *Constructing Grounded Theory: A Practical Guide through Qualitative Analysis*. London ; SAGE.

———. 2020. « “With Constructivist Grounded Theory You Can’t Hide”: Social Justice Research and Critical Inquiry in the Public Sphere ». *Qualitative Inquiry* 26 (2): 165-76. <https://doi.org/10.1177/1077800419879081>.

Choo, Hae Yeon, et Myra Marx Ferree. 2010. « Practicing Intersectionality in Sociological Research: A Critical Analysis of Inclusions, Interactions, and Institutions in the Study of Inequalities ». *Sociological Theory* 28 (2): 129-49. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9558.2010.01370.x>.

Çingı Kocadost, Fatma. 2017. « Le positionnement intersectionnel comme pratique de recherche : faire avec les dynamiques de pouvoir entre femmes ». *Les cahiers du CEDREF. Centre d’enseignement, d’études et de recherches pour les études féministes*, n° 21 (décembre), 17-50. <https://doi.org/10.4000/cedref.1053>.

Collective, Combahee River. 2006. « Déclaration du Combahee River Collective1 ». *Les cahiers du CEDREF*, n° 14 (janvier), 53-67. <https://doi.org/10.4000/cedref.415>.

Collins, Patricia Hill. 2015. « Intersectionality’s Definitional Dilemmas ». *Annual Review of Sociology* 41 (1): 1-20. <https://doi.org/10.1146/annurev-soc-073014-112142>.

Connell, Raewyn, Fernanda Beigel, et Jean-Bernard Ouédraogo. 2017. « Building Knowledge from Fractured Epistemologies ». *Méthod(e)s: African Review of Social Sciences*

- Methodology* 2 (1-2): 5-13. <https://doi.org/10.1080/23754745.2017.1353795>.
- Courtney, Michael, Michael Breen, Claire McGing, Iain McMenamin, Eoin O'Malley, et Kevin Rafter. 2020. « Underrepresenting Reality? Media Coverage of Women in Politics and Sport ». *Social Science Quarterly* 101 (4): 1282-1302.
- Cunningham, Julie. 2015. « Faire de la recherche avec les femmes autochtones et faire sa part pour reconstruire le cercle : expérience d'une étudiante québécoise ». In *Le sujet du féminisme est-il blanc?: Femmes racisées et recherche féministe*, édité par Naïma Hamrouni et Chantal Maillé, 58-66. Saint-Laurent, CANADA: Editions du Remue-Ménage.
- Dazey, Margot. 2021. « Rethinking Respectability Politics ». *The British Journal of Sociology* 72 (3): 580-93. <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12810>.
- Dobrowoloski, Alexandra. 2020. « Mobilizing Equality Through Canada's Constitution and Charter: Milestones, or Missed and Even Mistaken Opportunities? » In *The Palgrave Handbook of Gender, Sexuality, and Canadian Politics*, par Manon Tremblay et Joanna Everitt. Cham: Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-49240-3>.
- Dorlin, Elsa. 2008. « Épistémologies féministes ». In *Sexe, genre et sexualités : Introduction à la théorie féministe*. Presses universitaires de France.
- Dua, Enakshi. 2007. « Exclusion through Inclusion: Female Asian Migration in the Making of Canada as a White Settler Nation ». *Gender, Place & Culture* 14 (4): 445-66. <https://doi.org/10.1080/09663690701439751>.
- Dubar, Claude. 2010. *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*. Vol. 4e éd. Le Lien social. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/la-crise-des-identites--9782130583653.htm>.
- Dulong, Delphine. 2020. « Champ politique ». In *Dictionnaire international Bourdieu*, édité par Gisèle Sapiro, François Denord, Julien Duval, Mathieu Hauchecorne, Johan Heilbron, Franck Poupeau, et Héléne Seiler. CNRS Editions. <https://www.politika.io/fr/article/champ-politique-bourdieu>.
- Duval, Dominic, et Joanie Bouchard. 2021. « Gender, the Media and Parity: The Case of the 2018 Québec Election » 54 (3): 637-54. <https://doi.org/10.1017/S000842392100038X>.
- Élections Québec. 2018. « Statistiques sur les candidatures – 1er octobre 2018 ». Élections Québec. 2018. <https://www.electionsquebec.qc.ca/resultats-et-statistiques/statistiques-sur-les-candidatures/statistiques-sur-les-candidatures-1er-octobre-2018/>.
- . 2022. « Statistiques sur les candidatures – 3 octobre 2022 ». Élections Québec. 2022. <https://www.electionsquebec.qc.ca/resultats-et-statistiques/statistiques-sur-les-candidatures/statistiques-sur-les-candidatures-3-octobre-2022/>.

- . s. d. « Histoire du droit de vote au Québec ». Élections Québec. Consulté le 19 novembre 2022. <https://www.electionsquebec.qc.ca/comprendre/comprendre-le-vote/histoire-du-droit-de-vote-au-quebec/>.
- Escobar-Lemmon, Maria C., et Michelle M. Taylor-Robinson. 2014. *Representation: The Case of Women*. New York: Oxford University Press.
- Evans, Elizabeth. 2016. « Diversity Matters: Intersectionality and Women's Representation in the USA and UK: Table 1 ». *Parliamentary Affairs* 69 (3): 569-85. <https://doi.org/10.1093/pa/gsv063>.
- Everitt, Joanna, et M. Camp. 2014. « In versus Out: LGBT Politicians in Canada ». *Journal of Canadian Studies* 48 (1): 226-251,276. <http://dx.doi.org/10.3138/jcs.48.1.226>.
- Everitt, Joanna, Manon Tremblay, et Angelia Wagner. 2019. « The Eligibility, Recruitment, Selection, and Election of LGBT Candidates ». In *Queering Representation: LGBTQ People and Electoral Politics in Canada*, 20.
- Franceshet, Susan. 2021. « Gender Quotas and Women's Political Representation: Lessons for Canada ». In *Women, Power, and Political Representation: Canadian and Comparative Perspectives*, édité par Roosmarijn De Geus, Erin Tolley, Elizabeth Goodyear-Grant, et Peter John Loewen, 125-32. Toronto: University of Toronto Press.
- Gaudet, Stéphanie. 2018. *L'aventure de la recherche qualitative: du questionnement à la rédaction scientifique*. Praxis. Ottawa, Ontario: Presses de l'Université d'Ottawa.
- Gingras, Anne-Marie. 2014. *Genre et politique dans la presse en France et au Canada*. Presses de l'Université du Québec. https://muse.jhu.edu/pub/228/edited_volume/book/36174.
- Godrie, Baptiste, Maïté Juan, et Marion Carrel. 2022. « Recherches participatives et épistémologies radicales : un état des lieux ». *Participations* 32 (1): 11-50. <https://doi.org/10.3917/parti.032.0011>.
- Goodyear-Grant, Elizabeth. 2013. *Gendered News Media Coverage and Electoral Politics in Canada*. Vancouver [B.C.: UBC Press.
- Goujon, Alexandra. 2015. « Chapitre 2. La démocratie représentative ». In *Les Démocraties*, 23-38. Cursus. Paris: Armand Colin. <https://www.cairn.info/les-democraties--9782200287276-p-23.htm>.
- Grosfoguel, Ramon. 2013. « The Structure of Knowledge in Westernized Universities: Epistemic Racism/Sexism and the Four Genocides/Epistemicides of the Long 16th Century ». *Human Architecture: Journal of the Sociology of Self-Knowledge* XI (1): 73-90.
- Hall, Stuart. 1997. *Representation: Cultural Representations and Signifying Practices*. Culture,

- Media, and Identities. London ; Sage in association with the Open University.
- Haraway, Donna. 1988. « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective ». *Feminist Studies* 14 (3): 575-99.
- Harell, Allison. 2017. « Intersectionality and Gendered Political Behaviour in a Multicultural Canada ». *Canadian Journal of Political Science* 50 (2): 495-514. <https://doi.org/10.1017/S000842391700021X>.
- Hawkesworth, Mary. 2016. « Gender and Democratic Governance: Reprising the Politics of Exclusion ». In *Gender and Power*, édité par Mino Vianello et Mary Hawkesworth, 215-34. London: Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9781137514165_14.
- Hill Collins, Patricia. 2016. *La pensée féministe noire : Savoir, conscience et politique de l'empowerment*. Montréal: Les Éditions Remue-Ménage. <https://web-s-ebcohost-com.proxy.bib.uottawa.ca/ehost/ebookviewer/ebook?sid=fe75306c-6f0c-4f30-ad37-f5de981fdb02%40redis&vid=0&format=EB>.
- Hinojosa, Magda, Miki Caul Kittilson, et Alexandra M. Williams. 2021. « Gender Quotas and Beyond: Policy Solutions to Women's Under-Representation in Politics ». In *Women, Power and Political Representation: Canadian and Comparative Perspectives*, édité par Roosmarijn De Geus, Erin Tolley, Elizabeth Goodyear-Grant, et Peter John Loewen, 101-7. Toronto: University of Toronto Press.
- hooks, bell. 2019. *Apprendre à transgresser*. M éditeur & Éditions Sylepse.
- Htun, Mala. 2014. « Political Inclusion and Representation of Afrodescendant Women in Latin America ». In *Representation*, édité par Maria C. Escobar-Lemmon et Michelle M. Taylor-Robinson, 118-34. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199340101.003.0007>.
- Institut de la statistique du Québec. 2023a. « Portrait des personnes issues de minorités visibles sur le marché du travail au Québec en 2021 – Un aperçu ». Institut de la statistique du Québec. 18 juillet 2023. <https://statistique.quebec.ca/fr/produit/publication/portrait-minorites-visibles-marche-travail-quebec-2021-apercu>.
- . 2023b. « Revenu moyen ». Institut de la statistique du Québec. 21 septembre 2023. <https://statistique.quebec.ca/vitrine/egalite/dimensions-egalite/revenu/revenu-moyen>.
- Karaman, Nuray, et Michelle Christian. 2020. « “My Hijab Is Like My Skin Color”: Muslim Women Students, Racialization, and Intersectionality ». *Sociology of Race and Ethnicity* 6 (4): 517-32. <https://doi.org/10.1177/2332649220903740>.
- Keum, Brian TaeHyuk, Jennifer L. Brady, Rajni Sharma, Yun Lu, Young Hwa Kim, et Christina J. Thai. 2018. « Gendered Racial Microaggressions Scale for Asian American Women: Development and Initial Validation. » *Journal of Counseling Psychology* 65 (5): 571-85. <https://doi.org/10.1037/cou0000305>.

- Labelle, Alexie. 2021. « Why Participate? An Intersectional Analysis of LGBTQ People of Color Activism in Canada ». *Politics, Groups, and Identities* 9 (4): 807-25. <https://doi.org/10.1080/21565503.2019.1674671>.
- Lapointe, Valérie, Benjamin Ferland, et Luc Bergeron. 2024. « Still sacrificial lambs? Yes! Minority groups in Canadian federal elections, 2015–2021 ». *Electoral Studies* 87:102717.
- Lemariier-Saulnier, Catherine, et Mireille Lalancette. 2012. « La Dame de fer, la Bonne Mère et les autres : une analyse du cadrage de la couverture médiatique de certaines politiciennes québécoises et canadiennes » 37 (3): 459-86.
- Liu, Shan-Jan Sarah. 2021. « Systematic Implicit Biases against Women Politicians ». In *Women, Power, and Political Representation*, 149-55.
- Maillé, Chantal. 2021. « Changing Minds: Canadian Perspectives on Gender Quotas and Diversity ». In *Women, Power, and Political Representation: Canadian and Comparative Perspectives*, édité par Roosmarijn De Geus, Erin Tolley, Elizabeth Goodyear-Grant, et Peter John Loewen, 118-24. Toronto: University of Toronto Press.
- McCall, Leslie. 2005. « The Complexity of Intersectionality ». *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 30 (3): 1771-1800. <https://doi.org/10.1086/426800>.
- McGrane, David, et Anne McGrath. 2020. « National Campaign Directors ». In *Inside the Campaign: Managing Elections in Canada*, édité par Alexander J. Marland et Thierry Giasson. Communication, Strategy, and Politics. Vancouver Toronto: UBC Press.
- Mead, George Herbert. 1963. *L'Esprit, le soi et la société*. Bibliothèque de sociologie contemporaine. Paris: Presses universitaires de France.
- Mevellec, Anne, et Sandra Breux. 2023. *Le dictionnaire politique de la scène municipale québécoise*.
- Minani Passy, Pascasie, et Abdoulaye Gueye. 2020. « Devine qui s'invite aux élections cette année ! Les minorités visibles et leur représentation politique en Ontario et en Colombie-Britannique (Canada) ». *Social Science Information* 59 (2): 380-404. <https://doi.org/10.1177/0539018420926308>.
- Moisés, José Álvaro. 2016. « Quality of Democracy and Political Inclusion ». In *Gender and Power*, édité par Mino Vianello et Mary Hawkesworth, 235-52. London: Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9781137514165_15.
- Norris, Pippa, et Joni Lovenduski. 1989. « Pathways to Parliament ». *Talking Politics* 1 (3): 90-94.

- Pāremata, Take. 2009. « Origins of the Māori Seats - New Zealand Parliament ». Gouvernemental. New Zealand Parliament. mai 2009. <https://www.parliament.nz/mi/pb/research-papers/document/00PLLawRP03141/origins-of-the-m%C4%81ori-seats>.
- Pedneaud-Jobin, Maxime. 2022. « Diversité à l'Assemblée nationale : fierté ». *La Presse*, 17 octobre 2022, sect. Chroniques. <https://www.lapresse.ca/actualites/chroniques/2022-10-17/diversite-a-l-assemblee-nationale-fierte.php>.
- Pilote, Anne-Marie, et Arnaud Montreuil. 2021. « S'appuyer sur la « féminité » pour l'emporter en campagne : le cas des élections générales québécoises de 2018 ». *Politique et Sociétés* 40 (3): 121-50. <https://doi.org/10.7202/1083026ar>.
- Pires, Rosa. 2019. *Ne sommes-nous pas Québécoises?* Montréal (Québec): Les Éditions du remue-ménage.
- Raney, Tracey. 2020. « Canada's Legislature: A (Gendered) Parliament for the People ». In *The Palgrave Handbook of Gender, Sexuality, and Canadian Politics*, 167-86. Springer International Publishing.
- Ross, Karen. 2017. « Women, Politics, and Campaign Coverage: More (or Less) Bad News ». In *Gender, Politics, News: A Game of Three Sides*, Karen Ross, 55-79. Hoboken, NJ, USA: John Wiley & Sons, Inc. <https://doi.org/10.1002/9781118561652.ch4>.
- Santos, Boaventura de Sousa. 2016. *Epistemologies of the South: Justice against Epistemicide*. London New York: Routledge.
- Sevi, Semra. 2021. « Do young voters vote for young leaders? » *Electoral Studies* 69 (février):102200. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2020.102200>.
- Singh, Myra, et Jae Major. 2017. « Conducting Indigenous Research in Western Knowledge Spaces: Aligning Theory and Methodology ». *The Australian Educational Researcher* 44 (1): 5-19. <https://doi.org/10.1007/s13384-017-0233-z>.
- Tan, Netina. 2021. « Effects of Quotas, Reserved Seats, and Electoral Rules on Women Parliamentarians in Asia ». In *Women, Power, and Political Representation: Canadian and Comparative Perspectives*, édité par Roosmarijn De Geus, Erin Tolley, Elizabeth Goodyear-Grant, et Peter John Loewen, 108-17. Toronto: University of Toronto Press.
- Tracy, Sarah J. 2010. « Qualitative Quality: Eight “Big-Tent” Criteria for Excellent Qualitative Research ». *Qualitative Inquiry* 16 (10): 837-51. <https://doi.org/10.1177/1077800410383121>.
- Tremblay, Manon. 1999. *Des femmes au Parlement: Une stratégie féministe?* Les éditions du Remue-ménage.

- . 2005. *Québécoises et représentation parlementaire*. Saint-Nicolas, Québec: Presses de l'Université Laval.
- . 2021. « Women in Politics: Beyond the heterosexual Fantasy ». In *Women, Power, and Political Representation: Canadian and Comparative Perspectives*, édité par Roosmarijn De Geus, Erin Tolley, Elizabeth Goodyear-Grant, et Peter John Loewen, 156-62. Toronto: University of Toronto Press.
- Trimble, Linda. 2021. « News and Political Legitimacy: Gendered Mediation of Canadian Political Leaders ». In *Women, Power, and Political Representation: Canadian and Comparative Perspectives*, édité par Roosmarijn De Geus, Erin Tolley, Elizabeth Goodyear-Grant, et Peter John Loewen, 32-40. Toronto: University of Toronto Press.